N°355 mars
2008 - 4,60€ - 7 FS

s!lence

écologie • alternatives • non-violence



sortir des pesticides

Sans papiers Pour la liberté de vivre

Transports Vive la traction animale !

Le mois de Lasserpe







3 questions à... Ecolo

le parti Vert wallon, après les six mois sans gouvernement en Belgique.

Comment les écologistes belges vivent-ils la crise gouvernementale entre Wallons et Flamands ? Quelles sont les positions des deux partis verts, *Ecolo* et *Groen* ?

Le 10 juin 2007, les Belges ont voté pour des représentants politiques afin que ceux-ci apportent des solutions aux problèmes qu'ils vivent au quotidien, pas pour en créer davantage. Œuvrer à l'apaisement plutôt que jeter de l'huile sur le feu, tendre la main à l'autre communauté en privilégiant ce qui rapproche et non ce qui divise : c'est l'attitude qui guide notre manière de faire de la politique et de poursuivre le dialogue entre écologistes de *Groen!* et d'*Ecolo*.

Ecolo a régulièrement manifesté sa volonté constructive pour sortir de la crise, et à plusieurs reprises démontré sa disponibilité pour faire partie d'une équipe gouvernementale soutenant les points fondamentaux du programme écologiste, désireuse de travailler dans l'intérêt de la Belgique au-delà des enjeux communautaires et refusant d'être l'otage des séparatistes.

Très vite, *Ecolo* a dénoncé la présence au sein de la coalition alliant centre gauche et droite de la N-VA, parti nationaliste flamand. Il nous paraissait paradoxal et absurde, sinon suicidaire, d'impliquer dans une négociation au niveau de la Belgique un parti dont le seul objectif est de détruire l'Etat fédéral.

Les écologistes du Nord comme du Sud ont bien conscience qu'une réforme de l'État est nécessaire pour bâtir un État fédéral moderne à même de faire face aux défis environnementaux, sociaux et sociétaux qui sont devant nous. Nous n'avons jamais cru qu'un État, quel qu'il soit, puisse affirmer être arrivé à une forme définitive de ses structures. Un État est et reste un outil au service des citoyens. Nous n'avons d'ailleurs pas attendu la crise actuelle pour réfléchir ensemble, Verts du Nord et du Sud, à ce qui est nécessaire pour renforcer la solidarité et l'efficacité de cette Belgique moderne.

Début décembre 2007, *Groen!* et *Ecolo* ont organisé conjointement au Parlement fédéral une rencontre publique, afin de réfléchir ensemble à la meilleure manière de redessiner les contours de notre Etat fédéral. Aux antipodes de l'extrémisme communautaire, constituer "une famille politique" de part et d'autre de la frontière linguistique reste possible, quand on a le sens des priorités et… qu'on le veut !

Aujourd'hui, les écologistes assument pleinement leurs responsabilités dans une opposition qu'ils veulent utile, propositionnelle et vigilante quant aux intérêts de tous les Belges, aussi bien en matière sociale qu'économique et environnementale. Cette opposition, *Ecolo* la mène main dans la main avec son homologue flamand *Groen!* ; c'est ainsi que les écologistes constituent au Parlement fédéral un groupe commun, fait aujourd'hui unique dans le paysage politique belge.

Derrière les oppositions actuelles, faut-il voir un risque nationaliste ? Quid des positions "régionalistes" des écologistes (pour l'Europe des régions) ?

Les partis séparatistes cherchent à se servir de la crise communautaire comme levier pour leurs revendications politiques séparatistes, via une plus grande extension de l'autonomie régionale de la Flandre. Il y a donc bien un risque, aujourd'hui encore limité.

Les écologistes belges défendent une Europe fédérale, et face au risque de balkanisation qui menace le continent, trouvent particulièrement peu opportun aujourd'hui de subordonner le projet européen à d'éventuelles dérives régionalistes.

quoi de neuf ?

Venez nous voir le 20 mars !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *S!lence*. Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert. Prochaines expéditions : **20 mars, 17 avril, 15 mai**…

Si vous êtes plus particulièrement intéressé-e par une rubrique de Silence, vous pouvez vous proposer pour devenir "pilote de rubrique" en prenant contact avec le comité de rédaction de la revue où nous décidons de l'orientation de la revue, des prochains dossiers, des articles que l'on passe, des réponses à apporter aux courriers… Les prochaines réunion de ce comité de rédaction se tiendront à **10 h** les **samedis 29 mars** (pour le numéro de mai), **26 avril** (pour le numéro de juin), **31 mai** (pour le numéro d'été)…

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h.

Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 6 février 2008.

Appel à bénévoles

Nous aurions besoin de bénévoles pour tenir un stand (présentation et vente de la revue) :

- les 29 et 30 mars à **Chaumont** (Haute-Marne) pour le forum de l'environnement.
- les 29 et 30 mars à **Valence-d'Agen** (Tarn-et-Garonne) pour le salon *Santé nature*.
- les 4, 5 et 6 avril à **Besançon** (Doubs) pour le salon *Bio &co*.
- le 6 avril à **Salins-les-Bains** (Jura) pour une journée d'action sur le traitement des ordures ménagères.
- les 12 et 13 avril à **Lons-le-Saunier** (Jura) pour la foire *Bio Terra*.
- les 26 et 27 avril à **Riec-sur-Belon** (Finistère) pour la 6e *Foire bio et alternative*.



Vivre sans Etat, c'est possible alors ?
Ou (et où) est-ce que ça bloque ?

L'absence de gouvernement a été très dommageable à la Belgique.
Pendant six mois, l'Etat belge a perdu le contrôle de décisions stratégiques lourdes de conséquences pour l'avenir. L'absence d'un gouvernement fort, défendant les intérêts des ménages et entreprises belges a facilité la privatisation de notre secteur d'énergie par les Français (fusion de Suez-Electrabel et Gaz de France) ainsi que le stockage d'uranium irradié espagnol sur le territoire belge (sans aucun débat parlementaire). Un médiateur pour l'énergie n'a pas été désigné alors que les prix flambent.
Le déséquilibre budgétaire menace les finances publiques à long terme.
Des projets intéressants et/ou vitaux ont été bloqués.
L'image de la Belgique à l'étranger a été ternie : la Belgique, modèle et défenseur du fédéralisme européen, perd sa légitimité aux yeux des Européens. La problématique communautaire belge fournit aux eurosceptiques des nouveaux arguments à un moment où l'Europe est fragile et alors que les Belges sont fondamentalement pro-européens.
Le bon fonctionnement de l'administration et sa continuité ont été compromis (nominations de fonctionnaires bloquées, modernisation de la justice remise en question, etc.).
Le secteur privé et les citoyens ont été victimes de dégâts collatéraux.
Le vide gouvernemental a ralenti les investisseurs étrangers et a altéré la confiance des consommateurs.
Les nécessaires débats de société sont au point mort (le sort des sans-papiers par exemple).
La Belgique a donc souffert de l'absence d'Etat pendant la crise, qui se prolonge aujourd'hui mais de façon moins visible, le "gouvernement intérimaire" servant de cache-crise. Néanmoins, la situation semble plus calme sur le plan communautaire, et les discussions en cours semblent éloigner le scénario séparatiste.
A côté de cela, de façon plus structurelle, Bruxelles, triple capitale (de l'Europe, de la Belgique et de la Flandre), est sans doute un des principaux obstacles au séparatisme.

sommaire

> les 26 et 27 avril à **Avignon** (Vaucluse) pour *Naturavignon*.
Contactez Dorothée le mardi ou laissez vos coordonnées les autres jours au 04 78 39 55 33. Merci d'avance.

Prochains régionaux

Les prochains numéros régionaux devraient porter sur la **Seine-Saint-Denis** (été 2008), les **Savoies** (janvier 2009), la **Saône-et-Loire et la Nièvre** (été 2009), le **Nord-Languedoc** (janvier 2010)… La préparation de ces numéros demande un gros travail pour la collecte des adresses. Si vous êtes intéressés pour aider à un tel projet dans votre région, prenez contact avec nous pour en discuter les modalités.

Devenons des médias alternatifs

Le guide des médias alternatifs vient de paraître aux éditions du *P'tit gavroche*. Les lecteurs de *Silence* retrouveront en début d'ouvrage une première partie "Créons des médias alternatifs" qui est le dossier réactualisé paru en février 2006, puis sur une cinquantaine de pages, des aspects du fonctionnement d'une dizaine de médias. Ensuite, sur deux cents pages, une liste conséquente de présentation de plusieurs centaines de titres avec un classement thématique. Enfin, en conclusion, quelques textes qui circulent actuellement pour une meilleure reconnaissance des médias différents. *Silence* diffuse cet ouvrage en remplacement de son ancienne liste de médias. L'ensemble de 370 pages est vendu pour le modeste prix de 10 € (+ 3 € de port), voir bon de commande en avant-dernière page.

Index de la revue

L'index des articles et brèves parus en 2007 est disponible contre 2 euros ou 4 timbres à 0,54€. Les index des années précédentes sont également disponibles à ce prix (depuis 1994).

Rédaction des annonces

De très nombreuses annonces de la rubrique vacances indiquent par exemple "à 2 heures de Paris". Nous prenons la liberté de remplacer cela par "à 120 km de Paris" car nous pensons que tous nos lecteurs ne se déplacent pas en voiture et encore moins en utilisant les autoroutes.

editorial

Sortir des pesticides, c'est possible

"Il est grand temps de prendre au sérieux l'usage croissant de produits pesticides, dont nos agriculteurs sont les premières victimes. Je demande à Michel Barnier de me proposer avant un an, un plan pour réduire de 50% l'usage des pesticides, dont la dangerosité est connue, si possible dans les dix ans qui viennent".
Nicolas Sarkozy, discours de clôture du Grenelle de l'environnement, 25 octobre 2007.

La France est l'un des pays au monde qui consomme le plus de pesticides à l'hectare. Ceci étant lié à une agriculture très intensive (1).Comme la plupart des engagements pris par le Président de la république lors de ce discours, il y a un "si" qui se glisse dans la promesse : "Si possible".

Il y a fort à parier que le lobby des pesticides dont Fabrice Nicolino nous présente dans les pages suivantes les méthodes, fera tout pour rendre ces mesures impossibles. Face à ce lobby, tous les acteurs écologistes doivent donc faire le poids pour faire pencher la balance du bon côté. Car évidemment, non seulement réduire de moitié les pesticides, c'est possible, mais on peut même espérer aller rapidement vers une suppression de ces poisons.

Cela suppose de considérer la nature comme un milieu vivant et respectable, d'oublier des termes comme "mauvaises herbes", d'accepter des rendements agricoles peut-être un peu plus faibles — au moins les premières années —, de s'appuyer sur les connaissances de l'agriculture biologique, de redéfinir les objectifs de la recherche dans le domaine de l'agriculture, d'aller vers une agriculture "durable", qui consomme moins d'énergie (2). Il faut que tous s'y mettent, car la question n'intéresse pas que les agriculteurs : les pesticides se retrouvent dans nos assiettes (3). Alors participons tous à la semaine sans pesticides, à notre niveau : cette année, les enjeux sont encore plus importants que d'habitude.

Michel Bernard

(1) Et donc avec un haut niveau d'usage des engrais, également polluants.
(2) Il en faut beaucoup pour les pesticides, mais il en faut également pour certaines méthodes alternatives : désherbage thermique ou mécanique…
(3) Quand ce n'est dans nos poumons comme le montrent les études réalisées sur plusieurs villes de France : le vent emmène les pesticides très loin de leur lieu d'épandage.

G. Able

Pour une flore et une faune vivante : présentation de la semaine sans pesticides pages 6 à 14



Pesticides, révélations sur un scandale français

Un après la publication du livre, nous vous présentons ici ce qui est le plus caché à la population : le travail de lobbying de la profession ou comment depuis Boulogne en région parisienne jusqu'à Bruxelles, les techniques de communication réinventent la novlangue de George Orwell afin d'éviter tout propos qui fâche.



DR

Le texte que vous allez lire est extrait du livre que j'ai publié avec mon ami François Veillerette au printemps 2007, *Pesticides, révélations sur un scandale français* (Fayard). Vous y trouverez l'essentiel du chapitre 10, que nous avons consacré à une présentation du lobby en France.

Neuf mois ont passé, et je vous dois bien un petit complément. François et moi, nous avions décidé de faire un livre différent. Bien entendu, une telle ambition n'est pas nouvelle. Et il est plus facile d'en parler que d'y parvenir. En tout cas, nous ne voulions pas ajouter un livre de plus sur l'étagère, qui raconterait à cinq mille valeureux que les pesticides sont un poison.

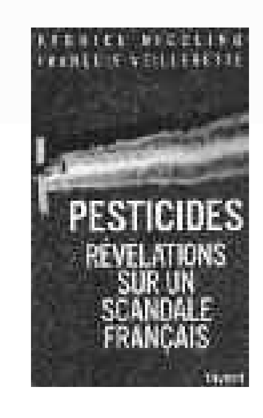
Nous avons donc choisi la rupture. Et quand nous sommes allés voir celui qui deviendrait notre éditeur, Henri Trubert (Fayard), nous lui avons dit que nous estimions d'emblée courir le risque de procès. Ajoutant que, s'il redoutait cette perspective, nous ne pourrions signer un contrat avec lui. Trubert a dit oui.

Nous n'avons pas cherché les procès, qui sont toujours une débauche d'énergie et d'argent. Mais nous avions décidé de ne pas reculer, sans pour autant chercher la provocation. Il fallait tenter de décrire un système violent, bien qu'institutionnel, qui a conduit à l'empoisonnement de tous les milieux de nos vies : les sols et les eaux, l'air et l'alimentation, notre corps enfin.

Or, derrière chaque sigle, il y a des personnes. Qui doivent à l'occasion, qui devraient en tout cas rendre des comptes publics. C'est pourquoi nous avons chargé plus d'une fois, flamberge au vent, en citant des dizaines de noms, cachés derrière autant de responsabilités. Nous pensons que ce livre était et demeure une bombe.

Mais à la vérité, il me semble qu'elle n'a pas explosé. Ce n'est pas la peine, devant vous lecteurs de *Silence*, de chercher bien loin l'explication. Certes, le livre a eu un réel succès, avec plus de 25 000 exemplaires vendus et une édition de poche à venir. Certes. Mais cela reste dérisoire au regard des enjeux. Car l'empoisonnement est là, qui continue et continuera. Sauf si des parties significatives de la société s'emparent des vérités jusque-là dissimulées qu'il dévoile.

Alors, tout pourrait changer. Mais nous n'en sommes pas là. En attendant, deux mots encore sur l'industrie des pesticides. Nous pourrions, à l'heure qu'il est, crouler sous les plaintes en diffamation. Il n'y en a eu aucune, et il n'y en aura pas. Des scientifiques, des hauts fonctionnaires, des industriels auraient pu nous traîner au prétoire. Ils ont fait un autre choix, celui du (relatif) silence. Celui du lent éteignoir.



Je dois vous dire néanmoins que les premières semaines de mars 2007 ont été pénibles. Nous avons tout de même essuyé quelques grains : des tracts anonymes au Salon de l'Agriculture, des sites plus ou moins anonymes, sur le net, qui visaient nos personnes, utilisant de viles méthodes bien connues.
Ces attaques provenaient de vrais salopards, bien plus puissants que leur ridicule ne le laisse supposer, mais elles sont restées périphériques. L'industrie, elle, a préféré l'ombre. Et c'est intéressant. Car même si cela ne vaut pas quitus pour notre livre, il faut tout de même entendre qu'un livre peut décrire un système insupportable, avec des éléments concrets et des accusations graves, sans être poursuivi.
Tant mieux, ou tant pis ? L'industrie n'est pas restée inerte pour autant. Outre les plantureuses campagnes de publicité payante qu'elle offre à tant de journaux avides, elle s'est spécialisée dans une forme d'intimidation des journalistes et surtout de leurs chefs. Sans que vous le sachiez jamais, chaque article paru en France sur les pesticides, fût-ce dans *Le petit bleu de la Côte Ouest*, suscite une réponse écrite, souvent trois fois plus longue. Adressée le plus souvent au rédacteur en chef, signée par Jean-Charles Bocquet, que vous découvrirez plus bas, elle assomme le récepteur de chiffres, de puissance, d'indignation. L'industrie des pesticides y montre ses muscles, et vise clairement à impressionner. Ces lettres, dont j'ai pu lire différents modèles, sont réellement impressionnantes. Sont-elles suivies de coups de fil ? Je n'en ai pas la preuve, mais je n'en serais pas autrement étonné.
Lecteurs de *Silence*, la route est longue, sans aucun doute. Et parce qu'elle est immensément longue, il serait temps de se mettre en mouvement. Pas demain.

Ce que lobby veut (vraiment) dire

Rude tâche. Il existe des hommes et des femmes chargés de défendre et d'illustrer l'histoire terrifiante de ces poisons. Mais tout est dans la manière, n'est-ce pas ? Dans le monde enchanté des amis des pesticides, on ne dira jamais merde, mais fèces. Ou selle. Ou encore matières alvines. Oui, franchement, c'est tout de même plus joli. Est alvin ce qui provient des intestins. La merde sera donc alvine. On ne dira pas davantage salaud, mais plutôt méchant, coquin, scélérat. Et pour-



20-30 mars 2008
semaine sans pesticides

Pour une flore et une faune vivante

Les différentes associations qui animent la Semaine sans pesticides mettent à votre disposition du matériel et des idées d'action. A vous de jouer.

L'Action citoyenne pour les alternatives aux pesticides (ACAP), réseau de 130 organisations initié et coordonné par le MDRGF, lance du 20 au 30 mars 2008 sa troisième *Semaine pour les alternatives aux pesticides*. Dix jours pendant lesquels la démonstration sera faite qu'on peut et qu'on doit se passer des pesticides. Partout en France, mais aussi en Europe (Angleterre, Belgique, Bulgarie, Italie…) ou encore au Québec, des hommes et des femmes se mobilisent pour montrer qu'un autre monde est possible. Au programme : des visites de fermes, conférences, projections de film, formations au jardinage bio, expositions, spectacles...

Rejoignez-nous et participez à cet événement fédérateur, éducatif et ludique.

Pour plus d'information :
> *Gabriele Oteri à semainesanspesticide@free.fr ou au 01 45 79 07 59*
> rendez-vous sur le site de la Semaine sans pesticides avec plein de surprises et d'actions près de chez vous *: www.semaine-sans-pesticides.com.*
> ACAP : *www.acap.net*

De quoi initier une action chez vous

Il est possible d'organiser la projection de films comme introduction à un débat. Vous pouvez disposer de :
> **"Pesticides, non merci"**, documentaire de 45 min qui présente un état des lieux sur l'impact des pesticides et met en avant les alternatives à l'utilisation de ces produits tant en milieu agricole que non agricole.
+ d'info : *MDRGF (www.mdrgf.org) ou Adabio (http://adabio.free.fr/)*

suite page 8


DR

Démonstration du désherbage thermique d'un chemin au CPIE de Brenne (Indre).

quoi pas galvaudeux, tiens ? Non, quand même pas : galvaudeux est trop vieux. Or ces gens sont jeunes, modernes, incarnent l'avenir et la beauté, disent toujours la vérité, éclairent les ombres, dissipent les ténèbres, informent.
Oui, ils sont les grands informateurs de cette planète sourde et aveugle. Sans eux, sans ces efforts mille fois consentis, éternellement recommencés, sans ces aubes grises qu'ils consacrent à la lumière, personne ne saurait quoi faire de ses dix doigts, de son pouvoir, de ses millions de milliards. Qui sont-ils ? Les maîtres de la communication, enfin ! Ils ont créé des milliers de sociétés de consulting à travers le monde, ils conseillent, orientent, aident.
Notez qu'on peut appeler cela d'un autre nom : le lobbying. En matière de pesticides, en France, la meilleure adresse, et de loin, s'appelle l'UIPP, ou Union des industries de la protection des plantes. Derrière ce sigle, derrière cette structure qui a inventé avec brio l'agriculture raisonnée, il y a tout l'univers des multinationales de la chimie de synthèse. Et sa force de frappe est (presque) sans limites : les 19 entreprises adhérentes (1) représentent 96 % du marché français des pesticides. Il vaut mieux le savoir.
Maintenant, attachez vos ceintures, et direction Boulogne, dans la banlieue parisienne. Comme c'est beau, comme tout est propre ! En cette matinée de fin d'été, le soleil brille, les voitures-balais et les pompes à eau se relaient rue Gambetta, il reste des fleurs dans les cours et sous les fenêtres, on repartirait volontiers en vacances. Devant le 2 de la rue Denfert-Rochereau, face au bois de Boulogne, on s'extasie sans retenue. Beau jardin, belle maison, superbe escalier de pierre, porte électrique : le siège de l'UIPP est non seulement cossu, mais de bon goût. Et la zone alentour, peuplée de tennismen jeunes et vieux — Roland-Garros n'est pas loin — et de promeneurs stylés, ne semble qu'assez peu connaître la misère et les privations.
Le directeur de l'UIPP, Jean-Charles Bocquet, est un homme charmant, sympathique au possible, avenant même. Un air franc, des yeux bleus, une chemise blanche, une cravate rouge. Des photos de cerfs décorent les murs de son bureau, une petite sculpture du même animal repose sur le radiateur. Il aime la nature, oui, et s'apprête d'ailleurs à assister au brame du cerf, qui chaque année attire en forêt les amoureux de l'animal. *"Je suis d'une famille de forestiers,* dit-il en préambule, *et d'origine rurale."* La directrice de la communication, Claire Morin, est visiblement compétente, accueillante, ouverte au dialogue. Que pourrait-on demander de plus ?
Eh bien, des bricoles. Par exemple : y a-t-il matière à s'inquiéter, avec tous ces pesticides en circulation ? Monsieur Bocquet pense que non. *"Je suis à l'aise dans mes baskets,* assure-t-il. *Après la guerre, et jusque dans les années 70, on a demandé aux paysans de produire, et l'intensification a*

(1) Voir la liste de ces sociétés sur le site de l'UIPP : http://www.uipp.org/uipp/societe.php

Paraquat - Atrazine - Regent - Gaucho - Chlordécone - Round up - Lindane - Fénoxycarbe Vamidothion - Hexaconazole - Iproc

entraîné, certainement, des abus. Mais depuis, l'agriculture, l'industrie, et les gouvernements d'Europe du Nord et de l'Ouest, ainsi que les Américains, ont opéré une prise de conscience. Notamment avec l'agriculture raisonnée. Avant, il existait un calendrier des traitements. Le paysan utilisait des pesticides sans même savoir si les insectes ou les ravageurs étaient présents dans ses champs. Maintenant, dans l'agriculture raisonnée tout au moins, il va d'abord dans son champ et regarde."

Il regarde, c'est incontestablement un progrès. Où diable avait-il la tête auparavant ? Poursuivons : que penser du nouveau rapport de l'Institut français de l'environnement (IFEN) ? Cette très officielle synthèse d'août 2006 note la présence d'au moins un pesticide dans 96 % des prélèvements effectués dans les cours d'eau (2). Une augmentation constante depuis des décennies. Comment l'expliquer ? *"C'est totalement bidon,* estime Bocquet. *Nous contestons la méthodologie."*

Soit. Claire Morin ajoute un commentaire : *"Le cœur du problème, c'est que tout le monde pense que s'il y a présence, il y a danger. Or, avec les méthodes actuelles, on peut trouver des doses infinitésimales. Ce que ne dit pas l'IFEN, c'est que 98 % des analyses sont conformes à la législation européenne. Le public, au fond, réclame le risque zéro, qui n'existe nulle part".*

Soit, décidément. Donc, pas de problème ? Ou si peu ? *"Sur la base des informations disponibles,* résume Bocquet, *j'estime pour ma part qu'on ne peut pas être sûrs qu'il existe un lien entre les pesticides et des problèmes de santé. On ne peut pas conclure, et il faut donc poursuivre les travaux."*

Arrêtons-nous une seconde car, sans vouloir malmener Jean-Charles Bocquet, on retrouve là l'essentiel de l'argumentaire des industriels du tabac ou de l'amiante. Rien n'étant jamais totalement et indiscutablement prouvé, il faut par prudence et honnêteté intellectuelle continuer de chercher. C'est ainsi que le tabac comme l'amiante ont pu gagner des décennies de commerce sans souci. Cela ne signifie pas, certes, que le cas des pesticides soit identique. Mais il semble plus sage de faire au moins le rapprochement (…).

Le chapitre sur le lobby des pesticides pourrait s'arrêter là, en pleine lumière tamisée, douce au possible. Jean-Charles Bocquet doit d'ailleurs partir. Pince sans rire, il se lève et annonce à son interlocuteur (3), après lui avoir prêté un livre précieux sur les pesticides : *"Vous m'excusez ? Je dois aller faire du lobbying au Sénat."* Oui, le chapitre pourrait s'arrêter là, mais il ne fait que commencer.

Pour mieux apprécier la suite, quelques mises en garde. Avant de pénétrer avec nous dans les coulisses, sachez que nous ne sommes ni juges ni

(2) Institut français de l'environnement (IFEN) (2004) : *Les pesticides dans les eaux*. Sixième bilan annuel. Données 2002. Etudes et Travaux n°42. Téléchargeable à l'adresse : http://www.ifen.fr/publications/dossiers/PDF/dossier05.pdf

(3) Entretien accordé à Fabrice Nicolino le 30 août 2006.

suite de la page 6



20-30 mars 2008
semaine sans pesticides

› "**Témoins gênants",** documentaire de 52 min sur la problématique des abeilles (affaires gaucho, régent)
+ d'info : *VB films (http://pagesperso-orange.fr/vbfilms/index.html)*

› "**La vie et le CAC 40"**, documentaire de 50 min sur les pollutions : quels en sont les effets sur les hommes et les sols, quelles conséquences sur les valeurs humaines.
+ d'info : *La boîte à images, 80, rue Saint-Maur, B 4000 Liège, Belgique, tél : (0032)4 226 17 35 (www.laboiteaimages.be)*

› "**Le coton biologique",** documentaire de 15 minutes sur le coton (en anglais) réalisé par *Pesticid Action Network* (PAN).
+ d'info : *PAN-UK (www.pan-uk.org)*

› "**Plantes de trottoirs, faut-il désherber ?",** documentaire de 12 min réalisé en 2006 par l'association l'Ortie, membre de l'ACAP.
+ d'info : *L'Ortie, 8, rue Blaise-Pascal, 33800 Bordeaux.*

› "**The future of food**". Deborah Koons Garcia a réalisé un film de 1 h 30, sorti en 2004, sur l'histoire et la technologie du génie génétique, qui a nécessité trois ans d'enquête. Elle aborde non seulement les risques sanitaires et environnementaux mais aussi les questions éthiques que posent les brevets et le contrôle de l'alimentation par quelques entreprises.

› "**Femmes dans les bananeraies"** : 2002, 52 min. De 1960 à 1980, les multinationales américaines de production bananière ont utilisé, dans leurs plantations d'Amérique centrale, un pesticide extrêmement nocif : le DBCP. Ainsi, au Costa Rica, plus de 15 000 ouvriers auraient été intoxiqués. Quant aux femmes des ouvriers qui vivaient à proximité des zones arrosées par les avions, personne ne les a jamais comptabilisées parmi les victimes. Fausses couches en série, cancer de l'utérus, stérilité, enfants difformes, dépressions nerveuses… La liste est longue et les conséquences dépassent encore la question de la santé.
+ d'info : *Calypso production, 37, rue Emile-Zola, 34400 Lunel, tél : 04 67 83 63 23 (http://calypso-production.online.fr).*

DR

Exposition zéro pesticide à Orléans (Loiret).

Vous pouvez participer à l'organisation de visites de fermes sans pesticides autour de chez vous :

› des domaines viticoles, des exploitations maraîchères ou céréalières, des élevages, des vergers (pommier et poiriers) ; des exploitations fromagères…

suite page 10

policiers. C'est d'un système qu'il est question, non pas de la personnalité de tel ou tel. Bocquet et Morin ne sont pas des ennemis personnels et ils ne se livrent pas à des activités illégales. Ce qui est peut-être, au reste, un tantinet plus grave. Ils profitent, ainsi que beaucoup d'autres d'ailleurs, dont nous allons parler, d'un rapport de forces social et politique outrageusement favorable.
D'un côté une poignée de nigauds – scientifiques et médecins, écologistes, paysans critiques – qui crient sans être jamais entendus. De l'autre une industrie mondiale florissante, et ses innombrables relais et obligés. En France, cette situation est aggravée par trois phénomènes entremêlés : l'habituelle faillite des politiques ; l'étonnante force des grands ingénieurs d'État et de leurs corps d'origine, qui forment toute l'ossature administrative ; un ministère de l'Agriculture où règne la confusion des genres et la cogestion de l'agriculture avec les industriels et la FNSEA (4), ce syndicat qu'on ne présente plus. Place au spectacle. Ce que nous avons découvert n'est bien entendu que la partie émergée d'un vaste iceberg, mais donne une fichue idée de ce qui demeure caché (...).
Où est le lobby ? Nous l'avons dit, il est sis 2, rue Denfert-Rochereau, Boulogne-Billancourt. Or c'est aussi la première adresse du Farre, lancé sur les fonts baptismaux en 1993.
Anodin ? À vous de juger. L'industrie des pesticides a créé *ex nihilo* ce qui est présenté aujourd'hui comme une entreprise de modernisation écologique de l'agriculture française. Et lui a donné les clés de son premier (somptueux) local. Le Farre est en réalité le plus beau triomphe du lobby. Car il regroupe, dans un mélange des genres stupéfiant (5), tout le monde de l'agriculture : la FNSEA, plus grand syndicat paysan, l'industrie des pesticides et des engrais, des banques, des instituts publics comme le Cemagref, etc, etc. Même l'UFC-Que Choisir, la grande association de consommateurs, a failli sombrer – moralement s'entend – dans cette invraisemblable aventure. Pendant des années, son ancienne présidente, aujourd'hui décédée, a soutenu avec force et même obstination la remarquable opération de pub appelée "agriculture raisonnée". Mais à qui donc se fier ?
Revenons-en au 2, rue Denfert-Rochereau. L'UIPP y siège, et avant elle le Farre. Mais ce dernier n'est que la continuation d'un autre faux nez des industriels, appelé Protection des plantes et environnement (PPE). Créée en 1971 par la Chambre syndicale de phytopharmacie (CSP), ancêtre de l'UIPP – rien ne se perd –, cette association n'avait, comme il se doit, qu'un but admirable : informer. Sur les pesticides et la santé des hommes, évidemment. Or, avant de disparaître il y a quelques années seulement, PPE était domiciliée 1, rue Gambetta, comme aujourd'hui le Farre. Et la CSP qui l'avait fondée se trouvait naturellement, dans les années 1970, au 2, rue Denfert-Rochereau. Vous avez la tête qui tourne ? Nous aussi.
Ce ne serait que plaisant si ces braves gens se contentaient de s'échanger les mêmes locaux depuis trente-cinq ans. Attendez la suite. Vous ne connaissez probablement pas la revue *Phytoma*, et c'est bien dommage. Car elle est un must, un engrais qui enrichit chaque mois l'esprit de ses lecteurs et le porte-monnaie de ses protecteurs. Côté lecteurs, c'est simple. *Phytoma* est le *"support indispensable aux professionnels de la protection des plantes. 25 000 lecteurs suivent chaque mois l'actualité sur les grandes cultures, l'arboriculture, les cultures légumières, les cultures tropicales, la viticulture, les espaces verts, les pépinières, l'environnement, la sylviculture"*. (6)


DR
Défilé masqué à Senantes, dans l'Oise, mars 2007.

Depuis 1948, *"la seule revue mensuelle française spécialisée en protection des plantes"* délivre aux prescripteurs de pesticides et aux paysans qui les écoutent avis et conseils. Peu de supports auront fait davantage en France pour la chimie de synthèse. *Phytoma*, créée en sous-main par le premier patron du lobby français des pesticides, Fernand Willaume, rassemble en son sein, depuis les origines, l'industrie, l'administration qui devrait la contrôler et les scientifiques qui dépendent des deux premiers pour leur carrière et leurs travaux. Ce qu'on appelle un fonctionnement sain.

(4) Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles. Lire absolument le livre de Gilles Luneau : *La Forteresse agricole. Une histoire de la FNSEA* Fayard, 2004.
(5) Si le cœur vous en dit, voilà l'adresse internet : www.farre.org/FARRE/Dossier_MEMBRE/MEMBRESA.HTM
(6) www.phytoma-ldv.com/

Côté parrainages, c'est très instructif. Et pour lever tout malentendu, précisons que c'est *Phytoma* soi-même qui évoque en première page de son site Internet ses amis. Parmi eux, le ministère de l'Agriculture — oyez, amis du service public — et une certaine Association française de protection des plantes dont nous allons vous reparler plus loin. Les autres "partenaires" de la revue sont plus discrets, et nous nous faisons un plaisir de vous les présenter. Outre l'INRA et l'ACTA — tous deux publics —, il s'agit de notre chère UIPP et de l'Association générale des producteurs de maïs, autre quartier général de l'usage massif des pesticides.

Ainsi fait, la barque de *Phytoma* semble déjà bien chargée. Nous ajouterons néanmoins un petit détail qui tue. Dans son numéro 28, d'août 1996, *le Courrier de l'environnement*, publication de l'Inra, publie une note de lecture consacrée à *Phytoma*. Oh surprise, l'adresse du journal est indiquée. Oh surprise, cette adresse est : 1, avenue Gambetta, Boulogne-Billancourt.

Récapitulons, car les labyrinthes perdent les meilleurs d'entre nous. La Chambre syndicale de phytopharmacie a créé l'UIPP. Et l'association PPE, qui a donné naissance au Farre ainsi qu'à l'opération Agriculture raisonnée. Et toutes ces structures — ainsi que *Phytoma* — se sont retrouvées à un moment ou à un autre à deux adresses accueillantes de Boulogne. L'araignée est un animal patient, qui sait ce que toile résistante veut dire.

Allons, tirons encore sur le fil. *Phytoma* est, nous l'avons vu, "parrainée" par une énigmatique Association française de protection des plantes (AFPP), mise sur le même plan que le ministère de l'Agriculture. Ce n'est pas si étrange, car l'AFPP est une très grosse association, née en 1984, et qui comprend, au milieu de centaines d'adhérents, des services entiers du ministère de l'Agriculture. Mais aussi des instituts techniques et comme il se doit des industriels des pesticides. Président en 2006 : Philippe Michel, de l'UIPP. Vice-présidents : Jean-Louis Bernard, de la multinationale Syngenta, Bernard Cure, d'Arvalis — les producteurs de maïs et de blé —, enfin et d'un certaine manière surtout Marc Delos.

Ce dernier représente la Direction générale de l'alimentation (DGAL), service clé du ministère de l'Agriculture qui s'est illustré dans des dossiers lourds comme celui du Gaucho ou du chlordécone en Guadeloupe. Oui, décidément, tout se passe à la bonne franquette, dans le droit-fil de cette cogestion omniprésente dans l'agriculture. Les hauts fonctionnaires copinent avec les industriels, dans les mêmes structures, aux mêmes tables. Adresse de l'AFPP pendant de longues années : 6, boulevard de la Bastille, à Paris. C'est

suite de la page 8



20-30 mars 2008
semaine sans pesticides

> des visites guidées et des démonstrations sur des thèmes comme les principes de base de l'agriculture bio, diagnostic de sol à partir de la présence des plantes sauvages, information sur les plantes aromatiques, fleurs sauvages, médicinales, plantes potagères (variétés anciennes) ; visite d'atelier de meunerie, fabrication de farine, boulangerie, cuisson du pain à l'ancienne.

> ventes en gros, demi-gros, détail de fruits, légumes, fromages…

Conférences, débats, tables rondes

Il est possible, en contactant les organisateurs, de faire venir des conférenciers pour des débats publics sur des thèmes variés :

> le jardinage et l'environnement : comment jardiner pour les alternatives aux pesticides ? ; comment reconnaître des plantes sauvages comestibles, médicinales et utiles au jardin ; comment les plantes viennent au secours des plantes ; les plantes, leurs associations, leurs bienfaits ; les plantes utiles aux oiseaux…

> sur la bio : pourquoi manger bio ? ; développer l'alimentation bio à l'école ; l'alimentation biologique et ses effets sur la santé, la bio face aux OGM ; les produits naturels sont-ils en danger ? Une première victime : le purin d'ortie…

> sur les pesticides : peut-on se passer de pesticides aujourd'hui ? dangers et alternatives ; présentation du désherbage alternatif communal ; pesticides : quelles solutions pour s'en passer ? ; que savons-nous de la pollution chimique ? ; les abeilles face aux pesticides,..

> sur la santé : agriculture, santé et environnement : les défis pour demain ; environnement et santé : changeons nos comportements ; pesticides, risques pour la santé et la biodiversité ; viticulture sans pesticides…

Expositions/diaporama

Et pour exposer, dans un magasin bio, dans une jardinerie…

> diaporama issu de l'exposition *Jardins de trottoir* (par L'Ortie)

> exposition sur le thème "Jardiner pour les alternatives aux pesticides pour protéger notre santé et aussi celle de nos animaux préférés" (avec l'association les Patients Impatients en IDF)

> Exposition "Pesticides, danger!" de la MCE commandée pour cette occasion par l'Espace Réaumur (à Poitiers)

> Exposition "Pesticides ? Savoir c'est déjà agir"



DR

Intervention de Pierre Rabhi lors d'une conférence sur les pesticides et la biodiversité, à Bègles (Gironde).

suite page 12



Désherbage thermique, par la ville de Lannion (Côte-d'Armor).

également le domicile — pur hasard, on s'en doute — de Ruralia, une autre association qui édite *Phytoma*.

Mais que fait au juste l'AFPP ? Des choses passionnantes, sonnantes et certainement trébuchantes : elle organise en effet des congrès, des colloques, des symposiums. Comme elle est reconnue organisme officiel de formation continue, elle met aussi en place des stages de formation, réunit des groupes de travail, lesquels rassemblent *in fine* une espèce remarquable entre toutes : les experts.

Le lobby des pesticides a compris fort tôt l'intérêt que pouvaient avoir les experts dans une vraie stratégie. Et l'une des preuves les plus manifestes de cette vision se trouve dans l'éditorial du numéro 42 de la revue *Phytoma*. Nous sommes en 1952, c'est-à-dire il y a plus d'un demi-siècle, et le moins que l'on puisse écrire, c'est que Charles Collomb a du flair. Ce polytechnicien est le rédacteur en chef de *Phytoma*, et il est le bras droit de Fernand Willaume. Dans son édito du numéro 42, il plaide pour la *"nécessité d'un corps d'experts en matière de défense des cultures"*.

Tout le texte mériterait citation. Collomb y insiste sur les petits et grands malheurs des industriels. Son obsession, à ce moment du moins, est claire : il craint les litiges, les procès, les tribunaux. *"Le fabricant,* s'interroge-t-il, *peut-il être rendu responsable des indications complémentaires et dépassant le cadre légal qu'il fournit bénévolement à son client ?"*. Vous avez bien lu : les industriels de l'époque se demandent en réunion si le fait de dépasser le "cadre légal" peut valoir des poursuites. Plutôt amusant.

Collomb avance une autre thèse, au moins aussi mortelle : *"le tribunal auquel s'adresse l'exploitant aura tendance – à tort selon nous – à considérer que le fabricant est responsable en toutes circonstances de la totalité du mode d'emploi qu'il a préconisé"*. Or donc, si l'on comprend bien, un patron ne saurait être tenu pour responsable de l'utilisation des produits qu'il met en vente. C'est audacieux.

Et cela devient loufoque, mais aussi très révélateur. Car Collomb termine en se plaignant des experts habituels près les tribunaux. Car ils ne savent pas, car ils ne comprennent rien à la science nouvelle en marche. *"Il est donc nécessaire,* conclut Collomb, *de créer un corps d'experts qui permette en notre matière une meilleure administration de la justice. C'est un problème sur lequel nous reviendrons."* En effet.

Nous touchons là au noyau dur du lobby, à son apothéose stratégique. Car qui occupe le territoire de l'expertise détient un pouvoir central, colossal, sans égal. On lira avec l'immense intérêt qu'elle mérite la liste des experts estampillés AFPP (7). Comprenons-nous bien : cette liste permet à des scientifiques et techniciens d'arrondir leurs fins de mois en fournissant des travaux qui éventuellement pourront être utilisés devant la justice. Et c'est bien leur droit, que nous ne contestons nullement. Mais est-ce la tâche d'une administration de l'État que de cautionner une telle liste, élaborée au sein d'une association dirigée par les transnationales du secteur ? (…)

On trouve dans celle-ci, en tout cas, des experts de haut vol. Nous ne prendrons pour l'heure que deux exemples : Jacques My et Jean-Claude Tournayre. Le premier a été directeur de l'UIPP. Le second a fait partie de la direction technique du lobby patronal des pesticides. Monsieur Delos, haut fonctionnaire du ministère de l'Agriculture, vous garantit de son côté, à ce qu'on croit comprendre, la neutralité des experts de l'AFPP. Hum. Nous l'avons dit, Marc Delos aime les casquettes et en change souvent. On le trouve donc, plusieurs années de suite, dans le stratégique Comité d'homologation des pesticides, dernière instance publique avant la mise sur le marché. (…)

Êtes-vous perdu ? Égaré dans les trop longs couloirs ? Saisissez avec nous le fil d'Ariane appelé André Rico. Oui, ce preux qui se moque en beauté des générations futures. Nous nous répétons, mais c'est absolument nécessaire : entre 1992 et 1995, celui qui dirigea longtemps la Commission

à lire

Une femme contre les pesticides

Estelle Cintas
Ed. Sang de la Terre
2007 - 224 p. - 15,90 €

A travers l'histoire de Christiane Massicot, apicultrice dans le Cher, l'histoire de l'apiculture en France confrontée à la multiplication des pesticides (du DDT en 1945 au Gaucho aujourd'hui) et à l'effondrement des populations d'abeilles. Le combat est devenu plus collectif avec les ans, des tentatives ont été faites avec les firmes pour trouver des produits non toxiques… mais la meilleure solution semble bien être la généralisation de l'agriculture biologique. Facile à lire, un bon moyen de faire le lien entre un combat local et une vision écologique de la société. FV.



(7) www.afpp.net/commande/commissions/expert_liste.htm

des toxiques, pièce-clé de l'homologation des pesticides en France, fut aussi directeur de l'IUTOX, une création des multinationales de la chimie et de l'agroalimentaire. Oui !

Des critiques professionnels comme nous y verraient presque la preuve d'un mélange des genres insupportable. D'autant que monsieur Rico n'a pas été le seul directeur de l'IUTOX. Avant lui, un autre membre de l'Académie de médecine — une épidémie ? —, Étienne Fournier, le fut aussi, entre 1980 et 1983.

Fournier est un toxicologue si épatant qu'il a défendu l'usage de l'amiante en France jusqu'à son interdiction en 1997. Foin de précaution oratoire : il a été un homme lige du lobby de l'amiante. Nous ne pouvons détailler, car ce n'est pas le lieu, mais Fournier, qui fut en outre, nous n'inventons rien, président de la Commission nationale des maladies professionnelles, a fait partie du Comité permanent amiante (CPA) qui a organisé pendant de longues années la désinformation sur le sujet. Et il a signé en 1996 un rapport sur l'amiante déshonorant, publié pourtant par l'Académie de médecine (8). Les associations de défense des victimes porteront plainte contre le professeur pour *"publication et diffusion de fausses nouvelles"*. Rien que cela !

Les 100 000 morts à venir de l'amiante – en France seulement – apprécieront-ils le voisinage à l'IUTOX d'Étienne Fournier et d'André Rico ? Le rapprochement inévitable entre l'amiante et les pesticides ? Du moins l'information est-elle désormais publique. Et poursuivons, non sans avoir glissé un mot sur un congrès, un congrès "scientifique" de plus.

En 1977, le lobby de l'amiante en avait prévu un, dissimulé sous l'auguste direction d'Étienne Fournier. Thème retenu cette année-là ? "Amiante et cancérogenèse". Dans un premier temps, tout marche à la perfection, et les inscriptions pleuvent. Ce sera un succès, un beau succès. Mais voilà qu'un malotru surgit dans le décor. Le professeur Roujeau, chef du département d'anatomie et de cytologie pathologiques à l'hôpital Lariboisière. Dans une lettre adressée à Fournier, Roujeau rugit. *"Je viens d'apprendre,* mord-il, *que l'organisateur réel du colloque est la chambre syndicale patronale de l'amiante et que, très vraisemblablement, les interventions qui auront lieu à ce colloque seront utilisées selon des méthodes que je ne peux accepter a priori."* Fournier lui répond par une phrase d'anthologie : *"On peut être industriel et honnête"*.

Revenons-en maintenant à ce cher Monsieur Bocquet, de l'UIPP. L'industrie ne veut que notre bien. La preuve immédiatement, par la pub. En

(8) www.sante-publique.org/amiante/rapports/academie1996.htm


suite de la page 10



20-30 mars 2008
semaine sans pesticides

› Exposition "Jardiner propre, jardiner autrement"
› Exposition "Mieux traiter pour protéger votre santé ; l'eau et l'environnement"
› Exposition commentée par une animatrice du CPIE ; comprendre les dangers que représentent les produits phytosanitaires, comment mieux les utiliser, comment s'en passer…

D'autres actions sont possibles…

› Stands de présentation sur les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP), les OGM avec présentation d'ouvrages, exposition sur les pesticides, vente de semences bio, information sur le purin d'ortie
› Stand d'information sur les alternatives aux pesticides en milieu non agricole
› Animation sur des marchés bio et non bio avec des panneaux d'information sur les pesticides et distribution de prospectus
› Exposition sur la production de bananes dans le monde ; dîner dégustation à la découverte des cultures culinaires valorisant la banane ; comparaison gustative de bananes de variétés et modes de production différents…
› Ateliers pédagogiques sur les dangers des pesticides et les bases du jardinage naturel
› Ateliers pédagogiques sur les auxiliaires du jardin : construction de nichoirs à hyménoptères
› Initiation au compostage et à la culture d'engrais verts
› La biodiversité au jardin : comment favoriser le développement de la faune et de la flore de son jardin par des aménagements et des comportements respectueux de l'environnement
› Découvrir les plantes sauvages
› Distribution de documents et de conseils devant des jardineries
› Information en collège sur les cantines bio
› Comment purifier l'air intérieur grâce aux plantes
› Sortie sur le terrain : diagnostic de sols par les plantes bio indicatrices, les amendements
› Petits aménagements pour favoriser la faune du jardin
› Formation professionnelle : comment réduire son utilisation de pesticides ? (formation initiée par la Confédération paysanne de Haute-Marne).
› Animation dans les lycées réalisant des repas bios
› Dégustation de produits bio

DR

Ballade découverte à Poitiers par l'association Espace Réaumur.

suite page 14

2005, l'UIPP lance une vaste campagne de promotion en forme d'antienne : les pesticides seraient utilisés *"dans le respect de l'environnement"*. La presse relaie et encaisse les dividendes des pages couleur. Et en 2006, rebelote. Cette fois, l'UIPP s'adjoint les services coûteux d'une agence de com *"dédiée à la sécurité alimentaire et à la gestion de crise"*.

Rude tâche pour cette filiale (9) d'Entropy Conseil, une société fondée par Serge Michels. L'homme a beaucoup d'entregent : il a travaillé pour l'industrie agroalimentaire, mais aussi, hélas, pour l'association de consommateurs Que Choisir. Ingénieur agronome, il signe volontiers des articles dans la lettre scientifique de l'Institut français de la nutrition (IFN), largement financée par l'industrie. Et il n'est pas le seul, notez. L'IFN a par exemple publié en 2004 un copieux travail de 153 pages consacré aux *"risques alimentaires d'origine chimique"* (10). Notre (déjà) vieille connaissance, André Rico, en a rédigé la partie consacrée aux pesticides.

Il n'y a pas crime mais, comme si souvent, étrange confusion, ou joli rapprochement si l'on préfère, entre intérêts privés et protection publique. Michels emploie par ailleurs comme conseiller un homme qui fut le pilier de notre système de sécurité alimentaire : Gérard Pascal. Ce dernier a été, entre autres, président du conseil scientifique de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) de 1998 à 2002. Là encore, les éventuelles tensions entre engagement public et carrière on ne peut plus privée ne semblent ennuyer personne. Quel beau pays que le nôtre, vous ne trouvez pas ?

Quoi qu'il en soit, l'UIPP monte début 2006, avec tous ces grands experts, une somptueuse campagne "d'information". Astucieusement nommée *"Qui sème des questions récolte des réponses"*, elle cible en priorité, de février à avril, la presse féminine. Coût : 1 million d'euros.

Et la suite est encore plus guillerette. Présente pour la première fois au Salon de l'agriculture du 26 février au 5 mars 2006, l'UIPP y sème des fleurs à tout vent, surtout des violettes. On exagère à peine. Elle y ouvre une "clinique des plantes", lance des activités pédagogiques tournées vers les enfants.

À l'aide de documents qui oublient mystérieusement de préciser pour nos chères têtes blondes que les pesticides sont et demeurent, jusqu'à plus ample informé, toxiques et donc dangereux (11). L'UIPP préfère, que voulez-vous, la BD et des dessins de méchants insectes qui méritent bien la guerre qu'on leur mène. Où est le mal ? Mais chez l'autre, mon bon enfant. Pour prouver ce qui est pour elle une évidence, l'UIPP se dit *"animée par des valeurs d'ouverture, de dialogue et de responsabilité"*. Et le démontre en organisant des *"dîners de l'UIPP"* et des présentations publiques de son rapport "Santé environnement" auxquels elle invite des ONG et des organisations de consommateurs.

François Veillerette, qui a publié le livre *Pesticides, le piège se referme,* avait accepté en 2002 de participer à la lecture publique de la deuxième édition du rapport "Environnement et Santé" de l'UIPP. Et de lire en tribune un texte de commentaire qui fut si critique que le président en titre de l'UIPP, Bernard Charlot, avait ostensiblement, ce jour-là, quitté l'assemblée, furieux.



Exposition dans un magasin "Mr Bricolage".

L'UIPP, quelques jours plus tard, racontait avec une fabuleuse imagination l'incident sur son site Internet : *"M. Veillerette apprécie le rapport 'Environnement et santé' de l'UIPP dans sa globalité parce qu'il est le déclencheur d'un dialogue interprofessionnel et la preuve de l'engagement de l'industrie dans les domaines de l'environnement et de la santé de l'homme"*. Faudra-t-il vous l'envelopper, amis de la vérité ?

L'UIPP ne loupe jamais une occasion d'être là, au moins par l'un de ses innombrables relais et obligés. Qu'une réunion ait lieu, qu'un vague débat public sur l'agriculture ait lieu à Trifouillis, et nos vaillants missionnaires seront là. À l'occasion, on n'hésite pas à en organiser. Même à l'Assemblée nationale, où une bien curieuse réunion se tenait le 19 décembre 2005. Le thème retenu par "l'organisateur", l'honorable député du Bas-Rhin Antoine Herth, était en toute simplicité : *"Agriculture et développement durable, quelle place pour l'innovation ?"* (12). Jean-Louis Debré, président de l'Assemblée, préside la séance, qui sera clôturée par François Goulard, ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la recherche.

Ma foi, pourquoi pas ? Mais l'examen rapide de la tribune surprend, car le gratin de l'agrochimie est là, représenté par Monsanto, Bayer, BASF.

(9) http://www.proteines.fr/
(10) *Les risques alimentaires d'origine chimique.* Paris, IFN, 11 mars 2004.
(11) Voir la dénonciation argumentée de cette campagne scandaleuse ciblant les enfants sur le site : http://www.mdrgf.org/-MDRGFvsUIPP/
(12) Actes consultables : "Agriculture et développement durable : quelle place pour la recherche et l'innovation ? : 1res rencontres parlementaires sur l'agriculture durable" M&M CONSEIL Editeur (1er décembre 2005).

Le président de *"l'agriculture raisonnée"* — le Farre, création de l'UIPP — est là aussi, tout comme le Crédit agricole. Sur l'autre versant — si on veut—, un représentant de l'UFC-Que Choisir, association favorable au Farre, et un responsable du Muséum national d'histoire naturelle. Les vrais opposants aux pesticides n'ont pas été invités. Et pas même les tenants de l'agriculture biologique, qui regroupe 12 000 paysans en France contre à peine 1500 pour "l'agriculture raisonnée".

Comment expliquer une telle insulte à l'équité ? Ce n'est pas très compliqué : il aura suffi de faire appel à une société spécialisée, Altedia M&M Conseil. La spécialiste des lobbies Florence Autret (13) a fort bien démonté le système dans un livre : *"Ils* [Altedia M&M Conseil] *vont trouver un parlementaire et lui disent :* 'Vous avez été rapporteur de la loi X. Nous, on vous organise un colloque, sous votre présidence, avec votre nom en grand sur le programme. En contrepartie, on ne vous demande qu'une seule chose : vous réservez une salle.' *Ensuite ils demandent aux entreprises un montant Y pour avoir leur logo sur le programme. Restent à leur charge la publication des actes et le déjeuner de midi. Un tel colloque rapporte facilement soixante-quinze mille euros".*

Cette confusion volontaire entre *res publica* – en l'occurrence un débat dans l'enceinte parlementaire – et profit privé est une marque de fabrique du lobby des pesticides, et d'ailleurs de tous les autres. Détail et cerise : Antoine Herth, député du peuple français et sympathisant de la cause pesticide, était rapporteur du projet de loi agricole discuté au même moment. Gérant depuis 1984 l'entreprise agricole familiale à Artolsheim, il a été vice-président du Centre européen des jeunes agriculteurs et préside la Commission nationale de l'agriculture raisonnée et de la qualification des exploitations (CNAR) ! L'entourloupe commence là. Et elle se poursuit invariablement à Bruxelles, où de nombreux pouvoirs nationaux ont été transférés. La capitale européenne compte officiellement 15 000 lobbyistes (14). Environ 70 % travaillent directement ou indirectement pour les entreprises. La chimie, regroupée dans le CEFIC (Conseil européen des fédérations de l'industrie chimique), est noblement défendue à elle seule par 150 lobbyistes. Et ça marche très fort. Le cabinet Burson-Marsteller (15), très actif auprès de l'industrie du tabac aux Etats-Unis, a interrogé des responsables de tout niveau de la Commission européenne et rassemblé l'ensemble. Résultat : le lobbying de l'industrie chimique est pour eux le plus efficace !

Fabrice Nicolino ■

(13) Florence Autret : *Les Manipulateurs : le pouvoir des lobbys* Denoël, 2003. p. 47 et suivantes.
(14) lire : *Europe Inc : comment les multinationales construisent l'Europe et l'économie mondiale,* Belén Balanyá & al., Agone , 2005.
Pour en savoir plus sur les lobbies à Bruxelles, allez sur le site de Corporate Europe Observatory http://www.corporateeurope.org/ et téléchargez le *lobby planet guide to Brussels* : http://www.corporateeurope.org/docs/lobbycracy/lobbyplanet.pdf
(15) www.bmbrussels.be/pdf/GuideEurCom.pdf

suite de la page 12



20-30 mars 2008
semaine sans pesticides

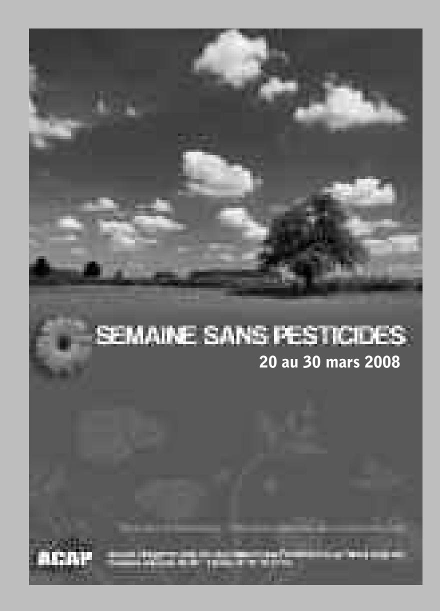
Et en ville aussi…

- Démonstrations d'alternatives à l'utilisation de pesticides en milieu urbain
- Inviter la population à venir désherber une rue manuellement : opération "Je m'occupe de mon trottoir" (en Bretagne, avec l'association *Pourquoi pas ?*)
- Mieux : étiqueter les plantes sauvages de la ville, présentation de leur rôle et distribution d'une lettre-pétition demandant aux maires de ne plus utiliser de pesticides dans la commune (réalisé à Bordeaux)
- Visites de serres des services municipaux de la ville et débat sur les pesticides
- Diffusion d'informations sur les anti-poux et les méthodes alternatives de traitement
- Manifestation à vélo pour un avenir sans pesticides avec étapes sur un lieu de vente de pesticides, près d'un pont où coule une eau trouble ; information sur la santé devant un centre anticancer, fin de la balade à côté d'un marché bio (fait par l'association *Uminate* et les *Amis de la Terre-Pyrénées* à Toulouse)

Et, pour terminer, une soirée

- "Paroles de terre" conte initiatique sur les rouages et les ravages du productivisme, adapté du livre du paysan poète Pierre Rabhi par la compagnie *Les Enfants du paradis* (espace culturel du Bois-Fleuri, place du 8-Mai-1945, 33310 Lormont, tél : 05 56 74 25 77 www.lesenfantsduparadis.org)
- Spectacle "L'Homme qui plantait des arbres" par des personnes handicapées
- D'autres spectacles organisés localement sont disponibles sur le site de la semaine.

Et maintenant, à vous d'agir…





Bronzage dangereux

Le Bulletin épidémiologique hebdomadaire du 17 décembre 2007 a publié une étude sur les dangers du bronzage. L'étude montre que les jeunes de moins de 25 ans et les travailleurs en externe sont ceux qui s'exposent le plus au soleil et qui s'en protègent le moins, avec comme conséquence un vieillissement prématuré de la peau et des risques de cancers. L'exposition au soleil a également des conséquences négatives sur les yeux. Autre sujet à risque : le bronzage artificiel en cabine, déconseillé par les médecins.

A.Bachellier

France : diphtérie, tétanos, poliomyélite, tuberculose, typhoïde.

Formation plantes médicinales

Promonature propose des stages en phytothérapie tout au long de l'année sur place, en Saône-et-Loire, ou en déplacements : initiation à la botanique (4 au 8 juin), flore alpine dans les Hautes-Alpes (2 au 6 juillet ou 9 au 13 juillet), perfectionnement en botanique (19 au 23 juillet). Des stages pour les professionnels sont également organisés dans le Jura : plantes sauvages bio-indicatrices, alimentaires et médicinales (7 au 11 juillet ou 28 juillet au 1er août). *Promonature, Gérard Ducerf, Beauloup 71110 Briant, tél : 03 85 25 85 65.*

Sécurité sociale

Un trou très relatif…

Le déficit de la sécurité sociale — 6 milliards d'euros — ne représente que 3,6 % du budget total ou treize jours de fonctionnement. Un trou modeste comparé par exemple au prix d'un réacteur nucléaire, d'un navire de guerre ou d'une autoroute. Un déficit politiquement organisé et fortement médiatisé par ceux qui aimeraient démanteler cette forme de solidarité nationale.

Vers la fin du mercure dentaire

Les "plombages" pour les dents contiennent jusqu'à 50% de mercure. Or ce dernier est extrêmement toxique et depuis de nombreuses années, des médecins s'étonnent qu'il soit interdit dans les fumées industrielles et autorisé dans nos bouches. Au fur et à mesure des années, des alternatives, notamment à base de céramiques, ont été mises au point. En 1999, en Suède, la Sécurité sociale a annoncé la fin du remboursement des plombages au mercure provoquant un effondrement de sa pratique dans le pays. Le 1er janvier 2008, la Norvège, estimant que les alternatives sont valables, a interdit l'usage du mercure dentaire. L'Allemagne, l'Autriche, le Danemark et le Japon ont aussi pris des mesures

Dépressions et écothérapie

Une étude de l'Université d'Essex, en Grande-Bretagne, a mis en évidence les bienfaits du contact avec la nature dans la lutte contre la dépression. Ils ont proposé un traitement intitulé "écothérapie" qui se veut une alternative aux anti-dépresseurs. Pour mettre au point la méthode, deux groupes témoins de dépressifs ont été emmenés en promenade pendant trente minutes, l'un dans la nature, l'autre dans un centre commercial. Dans le premier groupe, 70% des malades ont ressenti un mieux, 90% ont retrouvé une meilleure confiance en soi. Dans le deuxième groupe, 45% se sont sentis mieux… mais 22% davantage déprimés, 50% étaient plus tendus, 44% ont vu une baisse de leur estime de soi. D'autres expériences faites avec des personnes ayant des problèmes de santé mentale, montrent une amélioration de leur état de santé pour 94% d'entre elles. L'étude ne conclut rien mais demande au ministère de la santé d'ouvrir le débat et d'envisager les économies qu'il pourrait faire : la prise en charge des anti-dépresseurs coûte annuellement 427 millions d'euros au gouvernement britannique.

Vaccins

Pays dangereux ?

Avant les vacances, on entend des conseils pour ceux qui partent à l'étranger. On pourrait donc envisager d'entendre un tel avertissement : "Communiqué officiel du ministère de la maladie : Avant les départs en vacances, l'attention des voyageurs est attirée sur les risques encourus en se rendant dans les pays où aucune vaccination n'est obligatoire, notamment : Allemagne, Danemark, Finlande, Royaume-Uni, Irlande, Islande, Luxembourg, Pays-Bas, Suède, Suisse. Les personnes qui s'y rendraient quand même devront prendre toutes les précautions pour ne pas se faire contaminer par les maladies contre lesquelles la vaccination est obligatoire en

Téléphonie mobile

> **Orange joue la montre.** L'actuelle municipalité parisienne a mis en place une charte qui prévoit de ne pas exposer les riverains d'antennes relais à plus de 2 V/m. Or ceci n'est pas appliqué partout : à quatre reprises des mesures ont été faites rue Métra (20e) montrant pour une antenne d'Orange, des pics dépassant les 10 V/m. La charte signée par les opérateurs prévoit une régularisation dans le mois… Depuis deux ans, Orange n'a pas mis son antenne aux normes et semble espérer un changement de municipalité.

> **La croissance d'abord.** Plusieurs associations avaient interpellé le gouvernement pour qu'il rappelle que le téléphone portable est particulièrement dangereux pour les enfants et les adolescents. Ces associations demandaient que cessent les publicités montrant des enfants en train de téléphoner et que cesse la diffusion de téléphones "pour les plus petits". Le gouvernement a courageusement diffusé un conseil pour inciter les parents à renoncer à ce type de cadeaux pour Noël… Le communiqué du gouvernement a été publié le 3 janvier 2008 !

> **Lyon : émetteur coupé.** Alors qu'un deuxième enfant de la même classe de CE2 est atteint d'un cancer, la mairie de Lyon a demandé le 31 janvier 2008 à la société SFR de stopper son antenne-relais située sur le toit de l'école primaire Victor-Hugo, impasse Fleysselles. Les parents dénoncent l'arrivée d'un deuxième cas chez un enfant de l'école… scolarisé dans la même classe que le premier. En 2006, la direction de l'école avait demandé en vain à la mairie la non-reconduction des autorisations d'émission de l'antenne. Des mesures effectuées dans cette classe en novembre 2007 avaient montré la présence d'un champ électromagnétique inférieur au 41 volts/mètres autorisés en France… mais largement au-dessus des recommandations européennes (0,6 V/m).

pour limiter son usage. La Suède et le Danemark ont annoncé l'interdiction totale pour le 1er avril 2008. En France pour le moment, rien. Au niveau européen, des débats ont lieu… en particulier sur l'élimination du mercure déjà présent dans les dents : il y en aurait 1100 tonnes dans les mâchoires européennes et avec un tiers des morts qui sont incinérés, il est estimé que 280 kg de vapeurs de mercure sont libérées dans l'atmosphère chaque année.

Mésusage d'internet

Une étude portant sur 4500 personnes ayant cherché des renseignements médicaux sur internet indique que seuls 40 % d'entre elles connaissent l'origine des informations qu'elles y ont lues. Pourtant dans ce domaine comme dans d'autres, l'origine des informations est fondamentale : tout le monde peut y raconter n'importe quoi.

Teintures dangereuses

Selon une étude réalisée par la fédération des assurances de retraite allemande, les coiffeuses présentent un taux de cancer trois fois supérieur à la moyenne. D'autres études réalisées aux Etats-Unis concluent que ce sont les teintures qui posent le plus de problèmes et que le cancer ne concerne pas que les coiffeuses, mais aussi les personnes qui se font teindre les cheveux. *(60 millions de consommateurs, décembre 2007)*



Clo

Vaccins

Deux laboratoires mis en examen

En 1994, Philippe Douste-Blazy, ministre de la santé, lance une campagne nationale de vaccination contre l'hépatite B, maladie à l'origine de cirrhoses ou de cancer du foie. La campagne est suspendue en 1998 alors que les premières inquiétudes se manifestent sur l'innocuité du vaccin. Environ 14 millions d'adultes et sept millions d'enfants de moins de 15 ans ont été vaccinés. Au moins mille trois cents parmi les vaccinés ont subi des effets secondaires neurologiques, dont un millier de scléroses en plaques. Plusieurs centaines d'entre eux ont alors porté plainte. L'Etat sera plusieurs fois condamné à verser des indemnités souvent pour des personnes travaillant dans le milieu médical où la vaccination est toujours maintenue.
Les responsables du laboratoire SmithKline Beecham (aujourd'hui GlaxoSmithKline, GSK) et de la société Pasteur Mérieux MSD-Aventis Pasteur (Sanofi Pasteur MSD), deux laboratoires ayant fabriqué le vaccin, ont été mis en examen le 31 janvier 2008. Ils sont poursuivis pour "tromperie sur les contrôles, les risques et les qualités substantielles d'un produit ayant eu pour conséquence de le rendre dangereux pour la santé de l'homme".
La juge Marie-Odile Bertella-Geffroy, du pôle de santé publique de Paris, a également mis en examen pour "homicide involontaire" la société Sanofi Pasteur MSD, en tant que personne morale, pour la mort d'une patiente, Nathalie Desainquentin, en 1998, à l'âge de 28 ans, d'une sclérose en plaques. Les deux sociétés estiment n'avoir que répondu à la demande de l'Etat.

environnement

Helsinki

Chant d'oiseaux

Pour guider les malvoyants dans les carrefours, la ville a adopté comme signal sonore des chants d'oiseaux. On peut traverser quand les oiseaux chantent. Seul inconvénient du système : cela ne fonctionne que dans une ville suffisamment polluée pour qu'il n'y ait plus d'oiseaux !

PCB

Ils sont partout

Après avoir découvert que l'ensemble du Rhône est contaminé par le PCB, une huile proche de la dioxine, des mesures ont été faites dans les différents cours d'eau. Même si les contaminations ne sont pas aussi importantes que dans le Rhône, on trouve toujours du PCB à des doses non négligeables dans tous les cours d'eau. Une pollution par accumulation qui persiste aujourd'hui, même si les PCB sont maintenant interdits d'utilisation.

Pollutions européennes

Selon l'Agence européenne de l'environnement, on compte au moins trois millions de sites dans l'Union européenne susceptibles d'être pollués. 80 000 ont été nettoyés, 250 000 ont été analysés et peuvent être nettoyés. Pour les autres tout reste à faire. Ce sont principalement les métaux lourds et les dérivés du pétrole qui sont à l'origine des pollutions. L'agence note que 30% des frais de dépollution ont été pris en charge par des fonds publics… en contradiction avec le principe du pollueur-payeur.

Erika

Jugement important

Le jugement prononcé le 16 janvier 2008 dans le cadre du naufrage de l'Erika est intéressant sur plusieurs points. Pour la première fois au monde, Total, en tant qu'affréteur du navire, est condamné (192 millions d'euros), alors que jusqu'alors les compagnies pétrolières y échappaient. Ce jugement pourrait amener les compagnies pétrolières à un peu plus d'attention dans le choix des pétroliers, voire les inciter à développer leur propre flotte. Autre innovation du tribunal : pour la première fois en France, le tribunal reconnaît l'existence d'un préjudice écologique et non plus seulement économique. Reste à définir ce que doivent payer les condamnés. Allain Bougrain-Dubourg, pour la LPO, Ligue pour la protection des oiseaux, suggère de prendre en compte les tarifs de l'Office national de la chasse qui estime qu'un oiseau braconné représente un préjudice de 70 €. Le 25 janvier 2008, Total a fait appel.



DR



Transports

> Suisse : limiter les importations polluantes. Les jeunes Verts suisses ont lancé une collecte de signatures pour envisager un référendum qui demanderait d'interdire l'importation des véhicules polluants dépassant 250 g de CO_2 par km. Si l'Union européenne demande de descendre en-dessous de 120 g, l'interdiction des véhicules les plus polluants mettrait au moins à mal le marché des 4x4 et des grosses cylindrées. *Association pour des véhicules plus respectueux des personnes, case postale, 8031 Zurich, www.mobilitehumaine.ch.*

> N'importe quoi ! Depuis le 10 décembre 2007, il est interdit en Alsace de prendre un TER avec son vélo aux heures de pointe. Pour Adrien Zeller, président UMP de la région : "*ce n'est pas écologique de transporter un vélo sur 100 km dans un wagon qui pèse 200 tonnes*". C'est sans doute mieux de le mettre sur le toit de sa voiture ! Le 29 janvier 2008, lors d'une alerte à la pollution à Lyon, le candidat UMP à la mairie, l'ancien ministre Perben déclare que c'est la faute à la municipalité (PS) si l'on a cette pollution : les aménagements — sous-entendus piétons et deux roues — ont provoqué une congestion de la ville et des embouteillages. C'est du même niveau que les élus qui coupent les arbres au bord de route pour éviter les accidents, oubliant que ce sont les voitures qui percutent les arbres et non l'inverse.

> Autoroutes : bonnes raisons. Le discours de Sarkozy pour le Grenelle de l'environnement a le mérite de permettre de continuer comme avant puisqu'il avait été dit que l'on arrêterait la construction des autoroutes sauf si elles présentaient une utilité. Et comme on trouve toujours une bonne raison, en février 2008, on constate que se poursuivent tous les chantiers.

Essonne



DR

Nuisances à Champlan

La commune de Champlan, au sud de Paris, se trouve placée au centre de multiples réseaux routiers, de lignes à haute tension, de stockages de mâchefers, de station d'épuration d'eau, d'antennes relais, de centres commerciaux… et est survolée chaque jour par 400 avions décollant d'Orly. Un comité de défense a obtenu en août 2005, de leur députée Nathalie Kosciusko-Morizet, aujourd'hui secrétaire d'Etat, le lancement d'une enquête multicritère sur l'environnement et la santé, une première en France, qui devrait déboucher sur des mesures de protection. Sont étudiés la pollution de l'air, le bruit, les champs électromagnétiques… Les résultats de l'enquête devraient être connus cette année. *Comité de défense de Champlan contre les nuisances collectives et pour la protection de l'environnement, Christian Leclerc, 42, rue Division Leclerc, 91160 Champlan, tél : 06 71 26 50 49.*

Ile-de-France

Incinérateur modèle ?

La région Ile-de-France vient d'inaugurer son nouvel incinérateur géant à Issy-les-Moulineaux. Celui-ci brûlera 460 000 tonnes de déchets par an… mais produira 108 000 tonnes par an de déchets solides sous forme de mâchefers et 9660 tonnes de déchets dits ultimes, provenant des filtres et hautement toxiques. L'usine utilisera l'eau de la Seine à raison de 13 000 m3/h avec interdiction de réchauffer celle-ci de plus de 6°C ou de dépasser 28°C. Si les rejets sont prévus en-dessous des normes actuelles, les cheminées relâcheront quand même des NOx, du SO2, de l'acide chlorhydrique, des poussières, des métaux lourds et des dioxines. Rappelons qu'un incinérateur transforme les déchets, mais ne les détruit pas : on les retrouve entièrement dans les déchets solides, dans l'air et dans l'eau.

Isère

Pour un deuxième jour sans chasse

La FRAPNA, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, a lancé une pétition pour demander un deuxième jour sans chasse dans le département (actuellement le vendredi est sans chasse). La fédération demande que cela soit de préférence le samedi ou le dimanche. *Frapna-Isère, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.*

Déchets

> Naples sous la fumée. Deux Napolitains ont demandé l'asile à la Suisse le 14 janvier 2008, estimant qu'il était dangereux pour eux et leurs enfants de continuer à vivre à Naples. Depuis les années 1990, un vaste trafic de déchets se produit en Italie du Sud et se concentre autour de Naples où toutes les décharges sont pleines. Depuis fin décembre 2007, les ordures ne sont plus ramassées et excédés, des habitants organisent des feux qui libèrent des fumées toxiques. Début janvier, les enfants n'ont pas repris l'école, les autorités demandant qu'ils restent enfermés chez eux tellement l'air est pollué. Plus de 110 000 tonnes de déchets s'entassaient dans les rues, mi-janvier 2008. Derrière tout cela, on retrouve des liens entre les politiques et les maffias qui pendant des années ont engrangé des bénéfices en acceptant des déchets… sans aucune vision à long terme. A Naples, la collecte sélective n'a pas été mise en place, ce qui fait que le taux de recyclage n'y est que de 5% contre plus de 50% dans les 1000 plus grandes villes italiennes. Les associations écologistes comme *Ambiente futuro* (*http://ambientefuturo.interfree.it*) demandent la mise en place d'une politique "zéro déchet" alors que les politiques réclament de nouveaux incinérateurs.



Décembre 2007, une rue de Naples.

DR

> Incinérations : le Grenelle n'y change rien. Les groupes écologistes comme le Cniid, Centre national d'informations indépendantes sur les déchets, n'ont pu obtenir comme ils le souhaitaient de moratoire sur la construction de nouveaux incinérateurs. Si en principe, devrait être interdit dans les futurs contrats entre exploitants et collectivités publiques un tonnage de déchets à fournir, cette clause ne sera pas remise en cause dans les contrats actuels dont certains courent pour encore vingt ans. Si le gouvernement a accepté de fixer un objectif de réduction des déchets de 15% d'ici 2012, cela ne s'accompagne d'aucune mesure pratique pour y arriver… Cet objectif est d'ailleurs en baisse par rapport à ceux fixés par Nelly Ollin en 2006 (-14% en 2010, -30% en 2015). Plus d'infos : *Cniid, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.*

Climat et nucléaire

Le RAC, Réseau Action Climat, Agir pour l'environnement, les Amis de la Terre, France-Nature-Environnement, Greenpeace, le WWF et le Réseau Sortir du nucléaire viennent de publier ensemble un remarquable fascicule sur ce thème qui montre que le nucléaire est, au niveau mondial, une énergie de plus en plus marginale, que l'on ferme maintenant plus de réacteurs qu'il ne s'en construit, que la tendance ne s'inversera pas, que le bilan en gaz à effet de serre de cette industrie n'est pas négligeable et que la poursuite des crédits en faveur de cette énergie fait perdre du temps pour le financement des vraies solutions : les économies d'énergie et les énergies renouvelables. La brochure de 64 pages peut être commandée (5 € + port) auprès du *RAC, 2 b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 83 92, www.rac-f.org.*





Roumanie

Charrettes interdites en ville

Alors que plus de la moitié de la population est encore paysanne et que la traction animale est encore courante, les autorités roumaines s'appuyant sur une directive européenne qui vise à limiter les émissions de gaz à effet de serre, ont interdit l'entrée des grandes villes aux charrettes sous prétexte qu'elles provoquent des embouteillages de voitures, lesquels sont polluants. Evidemment, interdire la voiture qui pollue ne leur est même pas venu à l'esprit.

Un phénomène vieux de 150 ans... ...qui va durer au moins 1000 ans

Les climatologues estiment que le changement climatique, de plus en plus visible aujourd'hui, n'est pas un phénomène récent mais qu'il a commencé à se développer dès le début de la révolution industrielle, vers le milieu du 19e siècle, quand les activités humaines ont commencé à brûler du charbon et à augmenter le taux de CO_2 dans l'atmosphère. Cette évidence pose de nombreuses questions sur les temps de réaction de la planète : si la température mondiale ne connaît une hausse sensible que depuis les années 1990, au bout de combien de temps un arrêt de l'augmentation du CO_2 dans l'atmosphère se traduirait-il par un nouvel équilibre des températures ?
Le dernier rapport du GIEC multiplie les scénarios à ce sujet. Le panel de scientifiques estime que même si nous nous mettions à avoir des démarches vertueuses, les actuels dérèglements climatiques mettraient très longtemps à s'inverser. Une rapide stabilisation des émissions de gaz à effet de serre ne signifierait en effet pas la fin du réchauffement... car comme le soleil nous chauffe au maximum le 21 juin pour des températures plus élevées en juillet et août, de même, le réchauffement planétaire se produit avec un décalage par rapport aux émissions. Rien ne devrait donc nous permettre d'éviter un réchauffement d'au moins 1,8°C d'ici 2100, une poursuite de la fonte des glaces... avant d'éventuellement envisager un retour à la normale... mais peut-être pas avant un millénaire.

Conflits en perspective

Le programme des Nations unis pour l'environnement, PNUE, a publié le 10 décembre 2007, un rapport sur les menaces que fait peser le dérèglement climatique sur la paix mondiale. Ce rapport met l'accent sur les causes de conflits possibles. Dans les pays où la sécheresse est en augmentation, les conflits pour l'eau risquent d'éclater (Afrique subsaharienne, Asie centrale, Andes...). Le déclin de la production alimentaire dans certaines régions peut entraîner des famines et donc des guerres civiles, surtout en Afrique (le rapport ne parle pas du fait que le développement des agrocarburants dans les pays du Sud augmente considérablement ce risque alimentaire). L'augmentation des tempêtes et la montée des eaux peuvent provoquer des déplacements de population (Antilles, Bangladesh, Micronésie...). Ces migrations peuvent provoquer des conflits par rejet des réfugiés (frontière USA-Mexique, Inde-Bangladesh). De manière générale, la combinaison de ces facteurs peut être l'occasion de tensions locales et donc de conflits entre Etats ou au sein d'un Etat. Ainsi, une guerre civile en Chine ou au Brésil ne peut être exclue. Les pays occidentaux risquent de connaître des jours difficiles : le malheur des uns provenant de la surconsommation des autres, on peut s'attendre à des réactions contre les pays riches. Le PNUE appelle à éviter ces scénarios en prenant des mesures efficaces de protection du climat... ce que ne semblent pas pressés de faire les pays riches : lors des rencontres de Bali qui se tenaient au même moment, les délégués de nombreux pays (Canada, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Australie principalement) ont multiplié les amendements pour retarder les prises de décisions.



Journée internationale des femmes

> **Paris : 5e festival au féminin.** Il se tiendra du 1er au 8 mars 2008 au Lavoir moderne, 35, rue Léon. Thème de l'année : regard sur le corps de l'autre. Danse, musique, théâtre, expositions... *Compagnie Graines de Soleil, 7, rue de la Charbonnière, 75018 Paris, tél : 01 46 06 08 05.*

> **Créteil : 30e festival international des films de femmes.** Du 14 au 23 mars 2008 sur le thème "Tu fais quoi pour tes trente ans ?". 150 films présentés dont cinquante inédits. *Festival international des films de femmes, maison des Arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil, tél : 01 49 80 38 14.*

> **Yvelines : 6e Regards de femmes.** Du 8 au 16 mars 2008 à Trappes et Saint-Quentin-en-Yvelines. Une semaine de spectacles, débats, projections, ateliers, expositions, proposés par des artistes, mais également par des partenaires locaux, associatifs notamment, réunis pour questionner la mémoire, la société et la culture au sujet de la femme. Programme : *La Merise, place des Merisiers, 78190 Trappes, tél : 01 30 13 98 53.*

> **Lille : femmes du monde.** La rue des Trois Molettes, rue de boutiques éthiques, organise le samedi 8 mars différentes activités pour la journée internationale de la femme : expositions artistiques, défilé de mode éthique, projection de films, soirée poésies et chansons au restaurant l'Inca. *www.larueethique.fr.*

> **Toulouse : 2e festival féminitude.** La rencontre toulousaine des arts au féminin se tient du 3 au 8 mars 2008 au café-théâtre Les Minimes, avec spectacles d'humour, théâtre, expositions, lectures... *Café-théâtre Les Minimes, 6, rue Gélibert, 31000 Toulouse, tél : 05 62 72 06 36.*

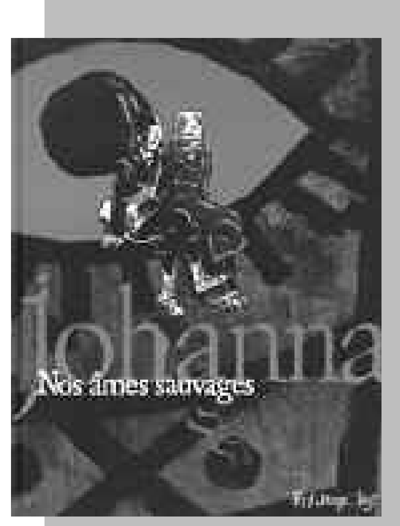
> **Nîmes : comment je suis arrivée là.** Spectacle sur ces femmes immigrées, venues en France pour suivre un mari et qui restent enfermées, ne parlant pas le français. Mardi 11 mars 2008, à 14h, au centre André-Malraux, avenue de-Lattre-de-Tassigny, 30000 Nîmes. Organisé par l'association *La pléiade, 10, rue Ronsard, 30000 Nîmes, tél : 04 66 23 15 90.*

> **Montpellier : invisibilité des lesbiennes.** Les *Cafés du genre* organise un débat sur ce thème le 11 mars 2008 de 18h30 à 20 h à l'étage du Café Joseph, place Jean-Jaurès, en présence de Françoise Mariotti, psychologue. *Tél : 06 87 01 46 54, www.mariottipsy.com.*

> **Narbonne : femme, eau, vie.** Une exposition sur ce thème est organisée du 4 au 8 mars sous chapiteau, au parc des Sports et de l'Amitié, avec vente aux enchères des œuvres le 8 mars au profit d'un centre d'accueil pour femmes en détresse. *Club Soroptimist, tél : 06 81 14 81 09.*

> **Bouches-du-Rhône : théâtre**. La pièce de théâtre de Boris Vasiliev *Ici les aubes sont calmes* sera présenté le vendredi 7 mars 2008 à 19h30 au théâtre Toursky, à Marseille. Elle raconte le rôle héroïque des femmes russes pendant la seconde guerre mondiale. La pièce *Ephémérides* sera présentée le samedi 8 mars à 19h30 au théâtre Le Sémaphore, à Port-de-Bouc. La pièce *Lysistrata* sera présentée à l'espace de l'Huveaune, à La Penne, le mardi 11 mars à 19h30, l'histoire d'une grève des femmes contre la guerre. *Cmcas, 23, avenue de Corinthe, 13006 Marseille, tél : 04 96 21 54 81.*

BD féminine



Si le monde de la bande dessinée est en pleine expansion, avec 4313 albums publiés en 2007, il reste très macho : sur 1357 auteurs, on ne compte que 137 femmes (10%).
Au festival d'Angoulême, les femmes présentes sont plus souvent attachées de presse que dessinatrices !
Un nouveau prix a été mis en place en "off" du festival d'Angoulême pour récompenser une "BD féminine".
Dix dessinatrices étaient nominées. Le 1er prix *Artémisia* a été remis par Chantal Montellier et Jeanne Puchol à Johanna Schipper, auteure de *Nos âmes sauvages* paru chez l'éditeur *Futuropolis*. L'album relate un voyage en Amazonie à la rencontre des cultures et rites locaux, dont la médecine shamanique ; à la rencontre de soi-même en parallèle. C'est une exploration de la forêt intérieure et de ses ombres qu'il nous est donné de suivre. Ce périple est une occasion d'aborder des questions philosophiques, spirituelles et écologiques (Johanna milite activement dans une association de défense des peuples premiers). Entrecroisant les lieux (la jungle du métro parisien) et les époques, mêlant souvenirs intimes, interrogations et citations d'ouvrages, l'auteure nous propose un regard sensible, sincère et lucide sur son temps. *Artémisia, 8, place Rhin-et-Danube, 75019 Paris, http://associationartemisia.blogspot.com.*

Paris

Nib'Art

Nib'Art est une exposition résultat d'un travail artistique subjectif sur le vécu de son cancer du sein par Marine Bureau-Kohn. Elle raconte sous la forme de photos, sculptures, peintures, film et installation, ses jours, de la découverte du "crabe" jusqu'à la fin de ses soins. "Maintenant, je sais que l'art fait partie du protocole de mes soins. L'art ne nourrit pas toujours son homme, mais il peut l'aider à guérir". L'exposition est visible jusqu'à fin mars 2008 à la Cité de la santé, au sein de la Cité des sciences et de l'industrie, à Paris. *Marine Bureau-kohn, Marville, 24130 Prigonrieux.*




DR



Homoparentalité reconnue

Le 22 janvier 2008, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France pour discrimination sexuelle à l'encontre d'une femme célibataire lesbienne qui s'est vu refuser l'adoption d'un enfant en raison de son orientation sexuelle. La Cour a accordé 10 000 € d'indemnités à la plaignante. C'est un nouveau pas vers une société plus égalitaire. En juin 2001, la justice française avait autorisé l'adoption d'un enfant par la compagne de sa mère biologique. En juin 2004, Noël Mamère avait symboliquement procédé au premier mariage homosexuel. En février 2006, la Cour de cassation avait accepté la délégation de l'autorité parentale à la compagne d'une mère de deux enfants. L'association des parents et futurs parents gays et lesbiens estime que 300 000 enfants vivent actuellement au sein d'une famille homosexuelle.

Lyon

Construction du genre après 68

L'Institut des sciences de l'homme de Lyon organise un colloque en septembre 2008 sur cette question : comment le mouvement féministe s'est développé dans les années 70, comment les questions de genre sont devenues politiques, comment sont apparues les revendications homosexuelles, masculines... Les animatrices-teurs du colloque cherchent études et publications sur le sujet : *michelle.zancarini-fournel @wanadoo.fr, vincent.porhel@laposte.net.*

Repas

Compagnonnage alternatif

Le Repas, Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires est constitué d'entreprises qui, dans les années 1995, ont créé un groupe, d'abord informel, basé sur le désir commun d'échanger quant à leurs pratiques. Constatant une demande dans le domaine de la formation, le Repas a mis en place une formule de compagnonnage pour les jeunes qui veulent créer leur entreprise alternative.


DR

En 1997, un partenariat a été mis en place avec la région Rhône-Alpes pour le financement de ces formations. 110 compagnons sont passés par cette structure depuis. Mais début 2008, les financements ont été bloqués… parce que légalement la région Rhône-Alpes aurait dû faire un appel d'offre public pour une telle formation (alors qu'il n'existe rien d'autre en France *!). Centre de formation du réseau Repas, association le Mat, Le Viel Audon, 07120 Balazuc, tél : 04 75 37 73 80*.

Sol, monnaie solidaire

A l'initiative d'entreprises solidaires, une nouvelle monnaie vient de voir le jour : le Sol. Lorsque vous achetez dans ces entreprises, vous bénéficiez, comme pour une carte de fidélité, d'un crédit en « sol » que vous pouvez dépenser sur le réseau des entreprises mais aussi au niveau de services proposés par les collectivités locales. A l'opposé de la monnaie réelle, le sol est une monnaie "fondante", c'est-à-dire qu'elle disparaît de votre compte si vous ne l'utilisez pas. Les unités non utilisées se retrouvent dans un fonds commun géré par l'association Sol où chacun dispose d'une voix pour affecter ces fonds à des projets solidaires. Les unités sol peuvent aussi permettre la création de formes de solidarités en échangeant des unités contre du temps. Problème que nous n'avons pas résolu : apparemment, tout cela se gère avec une carte à puces via internet et nous paraît suffisamment complexe pour que cela soit réservé plutôt à de grosses structures. *www.sol-reseau.coop.*

Pour une éducation authentique

Apprendre la vie est l'objet d'une 'éducation' authentique. Alors que l'éducation habituelle génère notamment le manque, la peur et la dépendance, l'éducation authentique se veut intègre, intégrée et intégrale. Elle porte donc, à la fois, sur les plans psychique, émotionnel, mental et physique, comme dans leurs interrelations, entre eux et avec le 'monde' (pour plus de détails, demander les "Lettres" mensuelles du CREA, Cercle de réflexion pour une éducation authentique).
Une première rencontre est organisée du 28 au 31 août 2008 (lieu à préciser). On y approfondira la dimension psychique, celle qui répond à la question fondamentale – laquelle a plusieurs formulations possibles, telles que : "qu'est-ce que je fais de ma vie ?", "quel est le but de ma vie ?". Le travail y sera tourné vers soi, vers le groupe des participants, vers les autres et le "monde" en général, comme vers soi-dans-le-monde. Il est centré sur l'apprendre et se fait en trois étapes : information, assimilation, réexpression. Les activités sont variées : méditation (facultative), réflexion, hatha yoga, échanges, vidéos…
Pour recevoir gratuitement la "Lettre" mensuelle ou pour en savoir plus sur la rencontre de fin août : *CREA, Les Champs Dessus, 71300 Mary, appvie-crea@yahoo.fr*

Médias

- **L'Ecolibriste,** *L'Aparté, Caravaning de la Rive-au-Bois, 45340 Chambon-la-Forêt, tél : 06 75 26 85 86.* Bimestriel "Vivre mieux dans un univers sain, naturel et fraternel". Petit tirage avec reprise d'articles d'un peu partout et des infos sur les alternatives locales. 20 pages.
- **Transrural initiatives,** *ADIR, 2, rue Paul-Escudier, 75009 Paris, tél : 01 48 74 52 88,* bimensuel d'information agricole et rurale de 8 à 16 pages, et pas mal d'infos dans le domaine des alternatives à l'agriculture dominante.
- **EcoRev,** *revue critique d'écologie politique, 22 villa des Sizerins, 75019 Paris, tél : 08 73 61 85 39, http://ecorev.org.* Le numéro 28 de la revue (8 €) est un hommage à André Gorz qui a longuement dialogué avec les animateurs de cette revue. Une visite de son œuvre, en particulier de sa critique du capitalisme, du travail et de la richesse.

Seine-Saint-Denis

Ex-croissance

La cinquième édition du festival participatif *Ex-croissance* organisé par l'Adada et Riv'Nord se tiendra à Saint-Denis en mai sur le thème "l'esprit de mai(s)". Un hommage critique et artistique à Mai 68. Expositions et rencontres se tiendront au local de l'Adada, mais également pendant deux jours dans l'Oise avec la participation de l'association Arc en terre qui organise *Art en herbes* les 17 et 18 mai. *Collectif Adada, 60, rue Gabriel-Péri, 93200 Saint-Denis, Henri Bokilo, tél : 01 42 35 31 09* et *Riv'nord, c/o Bateaux lavoirs, 1, quai du square, 93200 Saint-Denis, tél : 01 42 43 00 45 après-midi.*


DR

Les Pourkoapas

Depuis 2005, les Pourkoapas, c'est une brocante musicale à l'affût de mélomanes éclairés, une équipe en chantier, jouant pour une "éco-logique". L'accumulation des déchets dans un monde de surconsommation a donné l'idée d'offrir une seconde vie "sonore" à des objets du quotidien.
Ces musiciens recyclés mélangent rythmiquement leur parcours musical et celui de leur percussion ménagère. Leurs influences diverses sont aussi variées que leurs profils.
Dans un esprit toujours festif, ils veulent évidemment sensibiliser et divertir par les rythmes sud-américains, funk, reggae, africains, tribaux ou arabisants. A tout ça s'ajoute l'arrosoir à double anche et le trombone pvc à coulisse pour une douce mélodie. La force de leur musique tient dans l'hétéroclisme de leurs instruments mais aussi dans celui de leurs expériences. Ils peuvent assurer un spectacle de rue, déambulatoire ou fixe. *Les Pourkoapas, Mélanie, tél : 06 62 40 69 49, http://les.pourkoapas.free.fr.*

Jura

Stages au Biolopin

L'association *Inflorescence* organise le week-end du 17 et 18 mai, un stage de fabrication d'un chauffe-eau solaire, suivi du 19 au 23 mai d'un autre stage pour réaliser un moteur Gillier-Pantone. *Inflorescence, Biolopin, 39570 Saint-Maur, tél : 03 84 44 23 53.*

Créer son école Steiner


L'école Steiner de Colmar.

DR

Pour ceux et celles qui veulent créer une école Steiner, la fédération des écoles Steiner propose une journée de présentation les 2 et 3 mai 2008 : crèches, jardin d'enfants, école primaire et autre. Ces journées seront suivies de séminaires de formation. *Fédération des écoles Steiner-Waldorf, 36, rue Gassendi, 75014 Paris, tél : 01 43 22 24 51*.

Alsace

Eviter les maisons de retraite

Des médecins spécialisés en gériatrie et des architectes se sont unis pour la construction d'un lotissement pour seniors, à Baltzenheim (Haut-Rhin), pour y accueillir des personnes de 60 à 85 ans. Ce projet qui devrait être une alternative aux maisons de retraites a été conçu en haute qualité environnementale. Les appartements sont de plain pied, avec des ouvertures assez larges pour y faire passer chaises roulantes, lits ou matériel médical. Chaque logement dispose d'un petit jardin privatif. Une maison commune offre des services conviviaux : salon commun, restauration, salle de détente et de sport, salle de télévision, jacuzzi, salon de coiffure, petit commerce de proximité. Une alarme est disponible dans chaque maison pour demander de l'aide. Les logements sont en propriété ou en location et chaque habitant reste libre de ses mouvements. Du personnel est présent dans la maison commune en permanence. Les logements vont de 46 m² à 77 m². Le lotissement est à proximité du centre de la commune (600 habitants). Le prix de vente est un peu plus élevé que dans l'immobilier classique. D'autres projets sont en préparation à Drullingen, Wisches dans le Bas-Rhin, à Hagenthal et Kembs, dans le Haut-Rhin, deux autres sont à l'étude près de Metz et Nancy. Renseignements : *Association MedEthic, 10, rue du Rhin, 68320 Muntzenheim, tél : 06 80 32 51 31*.

Aisne

Terre de liens

La bibliothèque sociale de Merlieux reçoit le jeudi 6 mars, de 18h à 21h, l'association *Terre de liens* pour débattre de la gestion de l'espace rural, des autres formes de propriété possibles, du soutien à des projets créateurs de liens et écologiquement responsables. *Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux, tél : 03 23 80 17 09.*


DR

Un projet agricole soutenu par "Terre de liens" à Saclay, au sud-ouest de Paris (voir S!lence n°345).

Rennes, Pau, Montpellier, Tours, Dijon

Semaine de l'environnement

Depuis 2003, cinq associations étudiantes organisent une *Semaine de l'environnement* sur les différents campus. Du 10 au 16 mars 2008, chaque jour, un thème est abordé avec des conférences, des films, un forum associatif… : lundi 10 : **action locale**, mardi 11 : **économie solidaire et sociale**, mercredi 12 : **biodiversité**, jeudi 13 : **santé et alimentation**, vendredi 14 : **écologie au quotidien**, samedi 15 : **éco-mobilité.**

- *Coordination : GRAPPE, Maison de l'étudiant, Université de Pau, 64013 Pau, tél : 06 18 08 88 14 (Mickael Correia).*
- *Montpellier : Association Ouvre Tête, Université Montpellier II, place Eugène-Bataillon, 34000 Montpellier, tél : 04 67 14 41 39, www.ouvre-tete.com.*
- *Pau : ASPE, Association de sensibilisation aux problèmes environnementaux, UFR sciences et techniques, avenue de l'Université, 64000 Pau, tél : 06 81 37 18 24 http://associationaspe.canalblog.com*
- *Rennes : Ar Vuez, www.arvuez.org, tél : 06 83 02 79 33 (Jérémie)*
- *Dijon : Sun Festival, www.sunfestival.org, tél : 06 85 75 82 76 (Camille)*
- *Tours : APNE, tél : 06 24 58 06 63 (Coline)*



Yonne

Ecofestival de Toucy

Un écofestival est organisé du 9 au 11 mai 2008 au domaine des Gilats sur le thème "éco-hameaux, écocentres, les bâtisseurs de l'avenir". 150 stands avec de nombreuses démonstrations de gestes pratiques, des expositions sur des réalisations existantes, des animations pour les enfants, des soirées festives… *Ecodomaine des Gilats, Anne ou Jean Luc Delmotte, 89130 Toucy, tél : 03 86 44 20 62, gilats@ecodomaine.org*.

Bretagne

Pratiques anciennes et emplois d'aujourd'hui

Le réseau Panier : Pratiques anciennes et innovations pour des emplois ruraux, a vu le jour en 2005 pour une durée de trois ans afin de recenser des métiers abandonnés ou peu développés qui dans une politique de respect de l'environnement, peuvent redevenir des métiers d'aujourd'hui. Le redéveloppement du chanvre

***"L'homme qui s'est assis sur le sol de son tipi,** pour méditer sur la vie et son sens, a su accepter une filiation commune à toutes les créatures et a reconnu l'unité de l'univers. En cela, il insufflait à son être l'essence même de l'humanité. Quand l'homme primitif abandonna cette forme de développement, il ralentit son perfectionnement"*
Chef Luther Standing Bear, dans *Pieds nus sur la Terre sacrée, Denoël, 1972.*

comme matériau d'isolation est un exemple de filière économique ancienne qui s'est redéveloppé ainsi. D'autres domaines ont été mis en évidence : la réhabilitation de variétés locales (conservatoire et production locale de cidre), utilisation du cheval de trait breton, développement du bois-énergie, accueil des personnes âgées chez des ruraux, écohabitat avec des techniques traditionnelles… *Panier, Civam Bretagne, 17, rue du Bas-Village, 35577 Cesson-Sévigné cedex, tél : 02 99 77 39 20.*

Côtes-d'Armor

Epicerie ambulante

Jusque dans les années 1970, les épiciers faisaient des tournées dans les villages et dans les fermes pour livrer directement les produits… Avec la multiplication des voitures, cette pratique a plus ou moins disparu. Pourtant une demande existe comme le montre l'initiative d'un épicier breton qui a recommencé à tourner avec une camionnette à partir de 2000. Huit ans après, huit salariés se relaient pour conduire cinq camionnettes, proposant 3000 produits d'épicerie courante, de la viande, des plats cuisinés… Environ 1000 familles profitent de ce service : autant de trajets en voiture en moins ! Si nous voulons réfléchir à une alternative à la voiture en milieu rural, il vaut mieux que les commerçants se déplacent plutôt que chaque client le fasse individuellement. *Servad, Bidan Gérard, 24 B, rue Félix-Couteau, 22150 Plouguenast, tél : 02 96 26 83 69.*

Cher

Projet d'écocentre médiéval

Le château d'Aigue-Morte, ancienne commanderie des templiers, est une ferme fortifiée du treizième siècle, dans la vallée du Cher, dans un environnement préservé. Une association est en cours de constitution pour essayer de mener un projet de restauration des lieux selon les techniques saines et écologiques avec respect du bâti ancien (tour de garde, pont-levis, donjon, douves, palissades…), recherche de l'autonomie énergétique, production alimentaire biologique, zéro déchets, pas de recours au pétrole… Pour en savoir plus : *Ledjo SCOP, parc Comitec, 7, rue Jules-Ferry, 18000 Bourges, tél : 02 48 02 15 51.*

Morbihan

Coopagnonnage

L'association *Coopagnonnage* a vu le jour dans le but de favoriser la culture et les pratiques de coopération entre les personnes et les organisations plutôt que la compétition. Elle propose pour cela des rencontres amicales autour de jeux coopératifs, de mise en confiance et d'exploration des mécanismes de compétition et de coopération. *Coopagnonnage, 1, chemin de la Fontaine, Le Bourg, 56430 Trehorenteuc, tél : 02 97 73 85 10.*

Drôme



Les bâtiments d'accueil.


Fête du printemps à l'école du Colibri.

Les Amanins

Le centre agro-écologique des Amanins, mis en place dans la Drôme depuis quelques années grâce à un apport financier important d'un particulier, a commencé à fonctionner progressivement : mise en place des cultures en 2005, ouverture d'une école alternative en 2006. Cette année, à partir d'avril 2008, ouvre le centre d'accueil dans des bâtiments restaurés écologiquement, où il est possible de venir séjourner comme simple vacancier (mais avec nourriture bio) ou comme stagiaire dans le cadre de multiples activités. Le prochain chantier sera administratif : la mise en place d'une Scop, Société coopérative ouvrière de production, qui donnera le même pouvoir (un homme = une voix) aux 19 salariés actuels. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Tarn-et-Garonne

Lien en pays d'Oc

L'association *Lien en pays d'Oc* part du constat que la demande en produits bio est plus forte que l'offre et que les agriculteurs seuls ne peuvent organiser cette demande en constante progression. *Lien en pays d'Oc* cherche donc à créer des passerelles entre ville et campagne pour permettre à des précaires de la ville d'entrer dans la filière bio et de la dynamiser aussi bien au niveau de la production que des réseaux de distribution. *Lien en pays d'Oc, avenue du 8-Mai-1945, quartier Laroque, 82160 Caylus, tél : René Chaboy, 05 63 67 02 36.*

Hérault

Arche de la Fleyssière

La communauté de l'Arche de Lanza del Vasto de la Fleyssière qui vit principalement du travail de la terre, dans le respect de l'environnement, organise des stages pendant l'été 2008 : se positionner en situation de malentendus et de conflits (6 au 11 juillet), connaissance de soi et massage biodynamique (6 au 11 juillet), danses des Balkans (3 au 9 août), yoga, santé, ressourcement dans la nature (11 au 16 août). *Communauté de l'Arche, 34650 Joncels, tél : 04 67 44 40 90.*

Bouches-du-Rhône

Le Bus à vivre

Le Bus à vivre est un bus à deux niveaux qui circule autour d'Aubagne et où l'on trouve de la documentation gratuitement mise à disposition sur différents thèmes : droits humains, résistances, écologie, psychologie, conflits et médiations, spiritualité, initiatives locales ou non, actions collectives et alternatives concrètes… Le bus fait un arrêt fixe chaque vendredi, route nationale 8, en face du Casino Le Charrel-Aubagne. *Vivre, Les Bartavelles A2, chemin du Bon-Civet, 13400 Aubagne, tél : 04 42 03 41 44.*

Rhône-Alpes

Réseau Possible

Travailler moins, autrement, mieux... C'est possible et cela est déjà le cas dans de nombreuses initiatives associatives ou coopératives de la région. Alors que dans certaines régions il existe déjà un réseau autour de l'économie solidaire (Apeas en Paca, Adepès en Midi-Pyrénées...), rien de tel en Rhône-Alpes. Pourtant les initiatives sont nombreuses et un réseau entre elles pourrait permettre de développer de nouvelles activités pour aller vers des emplois solidaires, autonomes, de qualité, hors d'un système où l'argent est le seul moteur. Pour en débattre, des réunions se tiennent tous les vendredis à 12h30 à la Lutine (91, rue Montesquieu à Lyon 7e), et des personnes se tiennent à votre disposition pour d'autres rencontres, *possible@no-log.org* ou *04 78 84 47 02*.

Lyon

Mai à la Croix-Rousse

Début février 2008, plusieurs associations et collectifs d'artistes se sont réunis à la Croix-Rousse, à Lyon, pour préparer la "Commune de la colline" pendant tout le mois de mai 2008. Il s'agit à partir du 1er mai de relancer la reconquête, chacun avec ses moyens et ses méthodes : lancement de l'eureux, une monnaie autonome, festival des possibles, concerts spontanés, fête du travail... pendant tout le mois, cinéma révolutionnaire, etc. Quelques événements : procés de Jacquart, inventeur du métier à tisser, qui a détruit le savoir artisanal (1er mai), opération gorge sèche : chacun vide son compte en banque pendant un mois (2 mai), manif de droite (4 mai), journée d'éducation populaire (7 mai), déballages des superflus à Monop (10 mai), le couscous clan, les nourritures du monde (17 mai), bal des amoureux (pour venir en aide aux sans-papiers) (18 mai), le corps comme champ de bataille (24 mai), révolution sexuelle (30 mai), fresque populaire (31 mai), début de la révolution mondiale (1er juin)... et en permanence Radio-révolution, banque de la colère où l'on peut déposer ses rages et ses cris, des repas partagés en plein air...
Renseignements : *communedelacolline@no-log-org ou écouter Radio-Canut, 102,2 FM*.


Esteban

Le crieur public de la Croix-Rousse présentera le programme tout au long du mois..

Ardèche

Education populaire et écoconstruction solidaire

Une rencontre est organisée les 8 et 9 mai à Caracole de Suc, dans la vallée de l'Heyrieux pour débattre de ce thème : comment construire, habiter, vivre autrement au temps des fractures sociales et climatiques ? Présentation d'expériences d'habitat écologique et social, construit et géré de manière participative et conviviale. Comment favoriser la mise en place de coopératives de construction avec des personnes en difficulté, comment profiter des aides à l'insertion pour aller vers l'autoconstruction de logements écologiques, peu cher et de basse consommation. Comment articuler cela avec les politiques municipales et les régies municipales HLM. *CEN, Coopérative de la nouvelle éducation populaire, Marie-Noëlle Régis-Chamel, 40, rue Notre-Dame-des-Marais 01120 Montluel, Andre.Duny@wanadoo.fr, www.la-cen.org.*

Fêtes, foires salons

> **Var : Vie autrement.** 1er et 2 mars, gymnase Les Blaquières, à Port-Grimaud. *Association bio-logique, l'Aigre, 83550 Vidauban, Mary Burbaud, tél : 04 94 43 06 68.*

> **Nîmes : 16e Sésame.** 7 au 10 mars, parc des expositions. 200 exposants. 25% en bio. 60 conférences. *Goral-expo, 126, impasse Juvénal, 30900 Nîmes, tél : 04 66 62 07 16.*

> **Belgique : foire internationale du livre alternatif et libertaire.** 8 mars à Gand. *www.aboekenbeurs.be.*

> **Finistère : 10e foire bio de Landerneau.** 8 et 9 mars, salle Saint-Ernel, 75 exposants, 75% de bio. Thème de l'année : le végétal. *Ecole diwan, allée de Trémaria, 29800 Landerneau, tél : 02 98 25 85 69.*

> **Cambrai : 15e forum bio.** 8 et 9 mars, palais des Grottes, 70 exposants. *Nature et progrès Nord-Pas-de-Calais, 42, rue de Noyon, 59400 Cambrai, tél : 03 27 74 17 48.*

> **Paris : 21e Vivre autrement, 5e Ecobat.** 13 au 16 mars, parc Floral de Paris. 350 exposants. 25 à 30 ateliers-conférences par jour. *Spas, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.*

> **Orne : 2e Ecosalon bio.** 15 et 16 mars au hall des expositions d'Argentan. Thème : la santé. *Michèle Fortin, La Pierre, 61310 Exmes, tél : 02 33 39 97 12.*

> **Vienne : 5e Natura'Vie.** 15 et 16 mars, espace Jean-Dousset, rue de la Jeunesse, à Neuville-de-Poitou. 50 exposants. Thème : une alimentation saine. *Qi Gong et bien-être en Neuvillois, 1, place Joffre, 86170 Neuville-de-Poitou, tél : 05 49 54 17 73.*

> **Rhône : 19e foire au miel et produits bio.** 16 mars, de 9 h à 19 h à la salle Pierre-de-Coubertin, à Chazay-d'Azergues, stands miels, producteurs et associations. *Altern'info, André Abeillon, 8, rue Jean-de-La-Fontaine, 69380 Chazay-d'Azergues, tél : 04 78 43 02 19.*

> **Charente : 5e salon Bien-être.** 22 et 23 mars à la salle de la Combe, à Saint-Yrieix-sur-Charente. 30 exposants. *JM. Dréano, La Vergne, 211, rue Saint-Roch, 16000 Angoulême, tél : 06 03 21 43 33.*

> **Haute-Garonne : braderie culturelle.** 23 mars à Aspet de 9h30 à 19 h, vide-bibliothèque (particuliers et bouquinistes), vide-discothèque, vide-vidéothèque, vide-grenier d'artistes (œuvres et matériel), animations (musiques, contes...). *Tél : 06 29 49 36 62 ou 05 61 90 44 06.*

> **Reims : 11e Tendance nature.** 28 au 30 mars, parc des expositions, thème : écotourisme, éco-habitats. *Reims Evénements, BP 214, 51686 Reims cedex 2, tél : 03 26 84 69 69.*

> **Loire-Atlantique : 19e Natura.** 28 au 31 mars, parc des expositions de la Trocardière, à Rézé. *NGE, 18, rue Scribe, 44000 Nantes, tél : 02 51 70 30 40.*

> **Tarn-et-Garonne : Salon santé nature.** 29 et 30 mars à la Halle Jean-Baylet, à Valence-d'Agen. Entrée gratuite. *Le trèfle vert, tél : 05 63 30 91 74, http://trefle.vert.free.fr.*

> **Loire : 2e salon de la nature, des plantes et du bien-être.** 29 et 30 mars à la salle polyvalente de Savigneux. Stands, expositions, conférences. *Association le Pigeon Voyageur du Forez, Marie-Pierre Fromentin, 2 lot. Lavergnat, 42210 Boisset-lès-Montrond, tél : 04 77 54 46 38.*

Livre d'extrême-droite



L'extrême-droite a toujours essayé de s'infiltrer dans les nouveaux mouvements sociaux en y distillant ses idées. Le champion toute catégorie en France est Alain de Benoist. Ancien du GRECE, un groupe de réflexion à la droite extrême, ancien chroniqueur au *Figaro-Magazine,* animateur de la revue *Krisis,* il a failli publier son livre sous le nom d'*Objectif décroissance* ! Il a fallu une menace de procès de l'éditeur *Parangon* co-éditeur avec Silence, pour bloquer ce titre… d'où le titre *Demain la décroissance, penser l'écologie jusqu'au bout*, un titre proche du livre de Georgescu-Roegen *Demain la décroissance, entropie, écologie, économie* paru initialement en 1979. Comme d'habitude, le livre regorge de références aux vrais débatteurs de la décroissance, jetant ainsi le doute pour un lecteur non averti. Pour lui, la crise écologique est le fruit d'une crise religieuse, la catholicisme ayant donné naissance à l'idéologie du progrès, idéologie portée par la gauche. Il évacue tout le débat sur l'inégalité sociale ce qui est normal, l'extrême-droite étant pour une élite dominante. Il oublie donc le rappel des faits comme quoi 20 % de la population mondiale s'approprient 80 % des richesses et que parmi ces 20 % d'Etats riches, les 20 % des dirigeants les plus riches consomment 80 % des 80 %. Pour Alain de Benoist, seule la hiérarchie (naturelle selon lui) peut permettre de contrôler une société qui détruit la planète. Voici donc conceptualisé un éco-fascisme totalitaire.

Alsace

Forum joyeuse et solidaire décroissance

Les organisateurs de la foire de Colmar (ex-Rouffach) ont décidé d'organiser un forum de la joyeuse et solidaire décroissance les 4, 5 et 6 avril 2008, à l'ancien Hôtel-de-Ville de Rouffach, pour contrer la semaine institutionnelle du "développement durable". Projections de films, débats sur la marchandisation de la vie, sur la confiscation des biens communs, sur la casse sociale environnementale et culturelle provoquée par la mondialisation… *Comité Ecobio Rouffach, Jean-Pierre Frick, 5, rue de Baer, 68250 Pfaffenheim, tél : 03 89 49 62 99.*

Valenciennes

Université pour tous

L'Université pour tous de Valenciennes organise le jeudi 29 mai 2008 à 18 h, à la salle de conférences Les Tertiales de la fac de Droit, une conférence avec Julien Pilette et Erwan Taverne, de Greenpeace. *L'Université pour tous, Les Tertiales, fac de Droit, rue des Cent-Têtes, 59300 Valenciennes, www.univ-valenciennes.fr.*

Rennes

Demain, changer notre train de vie ?

L'association *La bonne assiette* propose une soirée sur ce thème le mardi 4 mars 2008 à la Maison du Champ-de-Mars, à Rennes, avec projection du film *Simplicité volontaire et décroissance* et débat. Elle organise ensuite une semaine du 14 au 19 avril 2008, de sensibilisation à la décroissance à travers l'alimentation, avec balades et cuisine bio dans la région du Mont-Saint-Michel. *La bonne assiette, 49, rue Pierre-Corneille, 35000 Rennes, tél : 02 99 32 18 87, www.bonneassiette.org.*

Toulouse

Café géographique

Le Café géographique du jeudi 20 mars 2008 qui se tient de 18h30 à 20h30 au bistrot du théâtre TNP, 3, rue Labéda (M° Jean-Jaurès) aura pour thème : "réchauffement climatique : du développement durable à la décroissance ?". Il sera animé par Frédéric Durand, géographe. *Les cafés géographiques, 9, rue A.-Lautmann, 31000 Toulouse, tél : 06 66 00 19 85.*

Déchets collectifs

En France, la production de béton prêt à l'emploi est de 44 millions de m3 par an (celui fabriqué sur les chantiers n'est pas compté). Cela fait donc plus de 700 litres par personne, pesant plus de 1700 kg (densité 2,4 kg/l). Pour une durée de vie moyenne de 78 ans, chacun d'entre nous aura donc consommé plus de 55 m³ pesant 130 tonnes. Ce sont aussi des déchets que nous laisserons aux générations futures, car le béton n'est pas éternel, loin de là (durée de vie technique de l'ordre du siècle et moins avec l'obsolescence des ouvrages).

Ces 44 millions de m³ ne sont pas sortis du néant, mais de carrières, des trous béants et polluants (les couches de matériaux extraites filtraient l'eau avant qu'elle n'arrive à la nappe d'eau souterraine). Ajoutons à cela que la fabrication du ciment représente 5% du CO_2 rejeté et le béton est difficile à défendre. Voici un exemple où la simplicité volontaire ne suffit pas. Une bonne part de ce béton sert à des usages collectifs : autoroutes, centrales atomiques, bâtiments publics…

La pierre, la terre, le bois, la paille, la fougère et autres végétaux sont pourtant à notre disposition, sans demander beaucoup d'énergie fossile, sans demander beaucoup d'ingénierie et seront recyclables en fin de vie de l'ouvrage, soit en construction, soit en agriculture.

Une réflexion sur la décroissance des usages collectifs doit intégrer une réflexion sur les déchets collectifs (ici le béton, mais on peut aussi parler des goudrons pour les routes…).



DR

"Si pressé par l'urgence, nous ne décollons pas de l'actualité, nous échouerons, soit par incapacité à juger la situation faute de recul, soit, pire, pour avoir réussi en oubliant nos raisons d'être. Notre paradoxe est de devoir nous hâter lentement, sommés de réfléchir dans une maison qui prend feu. Mais on ne force pas plus le développement d'un grand changement humain que celui d'une plante."

Bernard Charbonneau, Le feu vert. Autocritique du mouvement écologique, 1980.


DR

Fin du pétrole

> Pic par habitant. Richard Duncan, un géologue ayant travaillé dans l'industrie pétrolière propose une autre manière de prendre en compte le pic de production : il le rapporte au nombre d'individus. Par tête d'habitant, on sait maintenant que la consommation maximale a été atteinte en 1979, puis qu'il y a eu ensuite une lente décroissance pendant les vingt ans suivants (-0,33 % par an), puis une accélération depuis 1999 avec -0,70 % en moyenne de 2000 à 2006. Le même auteur prévoit une décélération de plus en plus rapide... avec à un moment donné un basculement lorsque les politiques de maîtrise de la consommation et les transferts sur d'autres formes d'énergie ne permettront plus de compenser le manque de pétrole.

> Tractés par des cerfs-volants. La société américaine Kiteship, en modifiant le principe des voiliers, a en projet de faire une voile géante mise en place par un petit dirigeable qui ensuite peut tracter un cargo commercial. La société étudie différents modèles selon la taille des navires et pense pouvoir développer ce mode de transport d'autant plus facilement que le prix du pétrole va s'envoler. Un cargo tiré par un cerf-volant de 160 m2 a effectué une première traversée entre Hambourg (Allemagne) et le Vénézuela fin janvier 2008. La voile pilotée par ordinateur devrait permettre une économie de 10 à 35%. Une méthode à comparer aux techniques des catamarans qui vont aujourd'hui plus vite que les bateaux à moteurs. Pour en savoir plus : *www.kiteship.com*.

> Début de la famine alimentaire ? Les agrocarburants qui commencent à se développer pour palier le manque de pétrole pourraient provoquer des crises alimentaires très rapidement. Le prix du blé a triplé en 2007, le maïs, le riz, le soja connaissent aussi d'importantes hausse de prix. Ceci car les surfaces de production sont grignotées par les agrocarburants... alors que la demande en nourriture augmente logiquement avec la hausse démographique.

> Au niveau de 1973 ! En euro constant, lors du premier choc pétrolier de 1973, le prix du baril avait atteint 106 euros. Nous n'en sommes plus bien loin... mais cela signifie que depuis 25 ans, nous payons notre pétrole moins cher que lors de premier pic.


DR

DR

Récupérateurs d'eau en bois

La plupart des récupérateurs d'eau de pluie sont en plastique, un produit bien peu écologique. La société O'Biozz propose un tonneau en pin douglas avec un cerclage inox, à partir de 1000 litres de contenance. *O'biozz, Guy Marceau, Les Brettaz, Hirmentaz, 74470 Bellevaux, tél : 04 50 73 32 27, www.obiozz.com*.

Nord

Kasa Bio

Kasa bio est une jeune société qui fait la promotion du bâtiment écologique et bioclimatique en ossature bois. Elle cherche à partir du désir des futurs habitants pour concevoir une démarche globale visant à limiter au maximum l'empreinte écologique du bâtiment. Elle a lancé une lettre *Une autre empreinte écologique* que l'on peut recevoir sur simple demande. *Kasa bio, Zac du Moulin, Master Park, 435, rue de Marquette, 59118 Wambrechies, tél : 03 20 94 45 09.*

Ariège

Construire et habiter autrement

Les associations Ecorce et Phébus-Ariège organisent du 8 au 11 avril 2008 à Pamiers un stage *Construire et habiter autrement* avec le 8, initiation à la conception bioclimatique et visite d'une maison ; le 9, présentation des concepts d'auto et éco-construction, visite d'une maison paille et ossature bois ; le 10, les modes de chauffage et de maîtrise de l'énergie, visite d'une maison solaire ; le 11, les matériaux de construction et l'isolation avec trois professionnels. Ce stage sera de nouveau organisé du 1er au 4 juillet et du 22 au 25 octobre 2008. Du 21 au 24 avril 2008, Ecorce organise un stage *enduits terre crue* à Festes et Saint-André, avec Dirk Eberhard et Stéphanie Landreau, membres du réseau Eco-Bâtir.
Les 14 mars, 13 juin et 7 novembre 2008, Chantal Rodriguez propose une journée de formation sur les enduits à la chaux à l'Ecomaison de Limoux. *Ecorces, 26, chemin du Py-d'en-Bas, 09100 Les Pujols, tél : 05 61 60 18 95.*

Dordogne

Ecocentre

L'Ecocentre du Périgord organise une formation ossature bois et remplissage du 8 au 15 mars 2008 : remplissage paille (8 et 9), terre (10 et 11), bois cordé (12 et 13), bois tressés et enduit chaux (14 et 15), chaque module est indépendant. *Association Pégase Périgord, Ecocentre du Périgord, Froidefon, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50, www.ecocentre.org*.


DR

Ecocentre du Périgord.

Kokopelli lourdement condamné

Le 30 janvier 2008, le jugement du procès lancé par les semenciers contre l'association Kokopelli a condamné celle-ci à un total de 35 000 euros d'amendes et de dommages et intérêts pour vente de "produits dangereux". Les semences anciennes, utilisées depuis des milliers d'années, mais qui n'ont pas fait l'objet d'un dépôt d'homologation auprès du registre européen sont donc maintenant considérées par notre moderne justice comme "illégales et dangereuses". Ce sont ainsi 2500 variétés qui sont placées dans l'illégalité. Proposer à des jardiniers d'être autonomes en ayant des semences qui permettent de refaire des semences est effectivement dangereux… pour le commerce des semenciers. Le coût d'une récidive étant prohibitif, l'association Kokopelli va sans doute se trouver dans l'obligation de mettre la graine sous la porte… en espérant que d'autres organisent la révolte des semences. *Association Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél : 04 66 30 64 91.*


Bruno Guillemin
Les graines "dangereuses" de Kokopelli.

Bois raméal fragmenté

Dupety

Compte-rendu de colloque. Le bois raméal fragmenté, BRF, consiste à utiliser le broyat de petits bois frais d'élagage comme mode d'amélioration des sols. Un colloque sur son utilisation en agriculture s'est tenu à Lyon les 1er et 2 février 2007. Les actes en sont disponibles auprès du *Collectif BRF Rhône-Alpes, c/o Benoît Dodelin, 40, avenue Jean-Jaurès, 69007 Lyon, benoit.dodelin@laposte.net.*

Ile-de-France : Formation. Daniel Chollet, paysagiste, animateur d'*Orsay nature*, anime régulièrement des cours de jardinage naturel et en particulier sur l'usage du BRF. Prochains stages : 1er et 2 mars, 29 et 30 mars 2008. *Daniel Chollet, 3, rue du Pavillon-Bleu, 92350 Plessis-Robinson, tél : 01 46 31 27 46 ou 06 13 28 81 81.*

Maine-et-Loire : Observatoire des sols vivants. Alors que l'on assiste, avec l'agriculture intensive, à un épuisement des sols, des méthodes alternatives comme le BRF, le compostage, l'agriculture biologique, la rotation des cultures… permettent d'améliorer la fertilité des sols. Un projet d'Observatoire des sols vivants a pour objet de créer un outil de comparaison entre ces pratiques, d'accompagner le changement de comportement et de favoriser l'émergence d'une agriculture durable. *Observatoire des Sols Vivants c/o Jean-Marc Thuau, domaine de Danne, 49500 Saint-Martin-du-Bois, tél : 06 09 39 36 10, jmthuau@free.fr.*

Suisse

Centre d'agriculture biodynamique

Les biodynamistes suisses ont lancé en 1999 un projet pour louer le centre de formation agricole du pays et pour le transformer en centre de formation à la biodynamie. Ce centre qui dispose de 60 hectares de terrain, de serres importantes, d'une salle de restauration pouvant accueillir 120 personnes, d'une salle de réunion de 300 personnes, de seize salles de classe, et de 25 petits bâtiments, se trouve à 15 km de Berne. Un accord de location a été trouvé avec le canton de Berne, propriétaire. Le lieu sert aussi d'accueil et de restaurant biologique. Une partie des terres sert de conservatoire avec la culture de plus de 150 variétés de légumes et céréales anciennes ou rares. *Bioschwand, CH 3110 Münsingen, tél : 031 312 59 55, www.bioschwand.ch.*

Suède

Programme ambitieux

En 2001, la Suède s'est fixé un objectif de 20% des terres agricoles en bio. L'objectif a été atteint en 2006… mais pour la moitié, les surfaces ne sont pas encore certifiées, ce qui devrait être atteint en 2010. Le gouvernement a également fixé comme objectif d'ici 2010 que la bio représente 25% de la consommation des institutions publiques. *(Symbiose, mai 2007)*

Lot

Groupement d'achat

Le *Poivron rouge* est un groupement d'achat de produits bio qui cherche à favoriser le local et les actions solidaires. Le groupement d'achat permet de bénéficier de prix de gros, de limiter les déplacements. Il propose une fois par semaine des produits frais, une fois par mois des produits qui se conservent. *Poivron rouge chez Simon Busser, Les Rouges, 46220 Prayssac, tél : 06 83 92 84 73 (Myriam), www.basebio.com.*

Puy-de-Dôme

Agriculture biologique et changement climatique

Enita-Clermont et ABioDoc organisent les 17 et 18 avril 2008 à l'Enita-Clermont, à Lempdes, un colloque sur ce sujet. Le méthane (CH_4) et le protoxyde d'azote (N_2O) produits essentiellement dans le domaine agricole sont responsables de 30% du réchauffement climatique. A ceci il faut ajouter la combustion classique (CO_2) par le machinisme agricole… Le but du colloque est d'étudier en quoi l'agriculture biologique peut améliorer ce constat. L'occasion d'entendre les résultats de nombreuses études menées en Europe et ailleurs. *Annabel Barthélemy, ENITA Clermont, Marmilhat, BP 35, 63370 Lempdes, tél : 04 73 98 13 29, www.abiodoc.com.*

DR



E. Morales



E. Morales

Manifestation devant le ministère de l'Agriculture.

Moratoire sur les procès ?

Après avoir obtenu un moratoire sur le maïs Mon810, les associations demandent que soit reconnue l'utilité des faucheurs volontaires comme pionniers de la défense civile contre un produit aujourd'hui reconnu comme dangereux. Elles demandent donc non seulement une suspension des procès en cours, mais une amnistie pour les faucheurs condamnés.

Etudes scientifiques douteuses

Pour demander des autorisations de culture en plein champ, les firmes semencières doivent fournir aux autorités différentes études censées montrer que les OGM sont sans danger. Le Crii-Gem, comité de recherche et d'information indépendante sur le génie génétique, à la demande de Greenpeace, s'est penché sur ces dossiers scientifiques. Refaisant certains des tests présentés par Monsanto pour le maïs transgénique NK603 sur des souris, le Crii-Gem arrive à des résultats significativement différents que ceux annoncés. Le Crii-Gem en conclut que les demandes d'autorisation s'appuient sur des méthodes d'évaluation au mieux pas fiables, au pire inventées. Le 14 juin 2007, Greenpeace a transmis les résultats de l'étude aux autorités.

Coexistence impossible

Les scientifiques s'opposent sur les possibilités d'une coexitence possible entre OGM et cultures traditionnelles. Mais quand on y regarde de près, ceux qui pensent qu'elle est possible sont le plus souvent financés par des industriels, les autres sont soit indépendants, soit en lien avec des associations comme Greenpeace. Ces derniers rappellent qu'au départ Monsanto annonçait qu'une distance de 1,50 mètre était suffisante pour éviter la contamination, alors que maintenant on constate que 300 mètres n'empêchent pas les pollens de migrer. Certains estiment que la distance n'a qu'un effet sur le temps de contamination mais ne l'empêchera jamais : le vent peut porter des pollens sur des kilomètres.

Pas de libre accès aux documents

La FNAB, Fédération nationale de l'agriculture biologique, s'appuyant sur une directive européenne, avait engagé un recours auprès de la Cada, Commission d'accès aux documents administratifs, pour obtenir la localisation précise des parcelles OGM. La Cada a refusé, prétextant le risque "d'atteinte à la sécurité publique et à la sécurité des personnes". Autant dire que les faucheurs sont dangereux, pas les OGM.

Deux poids, deux mesures ?

La Fnab, Fédération nationale de l'agriculture biologique s'étonne dans un communiqué du 12 janvier 2008 que le gouvernement ait trouvé 45 millions d'euros à investir dans la recherche pour les biotechnologies alors que pas un centime n'a été trouvé pour le moment pour financer le plan de développement de l'agriculture biologique annoncé le 27 octobre 2007, en clôture du Grenelle de l'environnement.

Débat européen ?

Les associations qui ont participé au Grenelle de l'environnement demandent au gouvernement de profiter de la présidence française de l'Europe au deuxième semestre 2008 pour revoir les règles d'autorisation des OGM. Les associations estiment que la France bénéficierait dès le départ du soutien de plusieurs pays : Allemagne, Autriche, Italie, Pologne, Hongrie, Grèce, qui, comme la France, ont aussi fait jouer la clause de précaution pour interdire les OGM sur leur territoire.

Bretagne

La région contre les OGM

Afin d'inciter les éleveurs bretons à ne pas utiliser de soja d'importation OGM, la région a mis en place une filière spécifique qui garantit l'absence d'OGM dans l'alimentation animale, seule destination des OGM actuellement en France. La région a ouvert un site internet (www.consommersansogmenbretagne.org) où sont présentés les producteurs qui ont adhéré à cette filière. On y trouve essentiellement… des producteurs bio.

Inra et biotechnologies

L'Inra, Institut national de la recherche agronomique, le plus gros institut de recherche en France, avec un statut mixte public-privé, compte aujourd'hui 9000 chercheurs. Interrogée par Thierry Jaccaud, rédacteur en chef de *L'Ecologiste* lors de la présentation de ses vœux, sur le nombre de chercheurs qui travaillent sur la question de la bio, Marion Guillou, la directrice n'a pas su répondre tout de suite. Elle a ensuite écrit pour préciser qu'il y en avait environ 110… soit 1,2%. Quant à la question de savoir combien travaillent pour les OGM et la brevetabilité du vivant, la réponse est "presque tous". Comment alors croire que le gouvernement veut voir croître l'agriculture biologique et bloquer les cultures OGM ? *L'Ecologiste* a lancé une pétition pour demander de remédier à cela : *www.ogm-jedisnon.org.*



Ardennes

Technicien de l'éolien

Après une formation des enseignants en Allemagne, le lycée François-Bazin de Charleville-Mézières propose depuis cette année la première formation BTS maintenance éolien qui accueille ses six premiers étudiants. Le proviseur du lycée estime que le besoin en techniciens de maintenance pour l'éolien sera de 300 à 400 par an dans les années à venir. Les six premiers étudiants ont déjà l'assurance d'un emploi à la sortie du BTS.

Pyrénées-Orientales

Le retour de la THT

Lors du sommet franco-espagnol du 10 janvier 2008, il a été indiqué que le tracé définitif d'une nouvelle ligne THT entre la France et l'Espagne devrait être adopté avant le 30 juin 2008. Il se dit du côté espagnol que la ligne pourrait suivre le nouveau tracé du TGV avec un enterrement de la ligne pour le passage du col du Perthus (où passe déjà l'autoroute en surface et le TGV en tunnel. A noter qu'initialement le projet de ligne THT était envisagé pour vendre de l'électricité de la France vers l'Espagne, ce que plus rien ne justifie aujourd'hui, l'Espagne ayant fortement développé ses éoliennes.

Marseille

Friche de la Belle de mai solaire

Le conseil municipal de Marseille a voté le 10 décembre 2007 la mise en place d'une centrale solaire photoélectrique sur le toit de la Friche de la Belle de mai, un immense bâtiment accueillant de multiples activités culturelles. C'est directement EDF qui assurera la gestion de ces panneaux solaires... dont le rendement devrait être excellent, Marseille disposant de 340 jours d'ensoleillement par an. Le conseil municipal a annoncé vouloir ainsi équiper une dizaine de bâtiments municipaux.

Agrocarburants

Marche arrière ?

Le 14 janvier 2008, dans une interview à la BBC, le commissaire à l'Environnement, Stavros Dimas, a déclaré que "le danger pour les forêts tropicales et le risque de hausse des prix de l'alimentation avait été sous-estimé lorsque l'Union européenne avait fixé l'an dernier un objectif de 10% pour les biocarburants dans les transports à l'horizon 2020 afin de diminuer les gaz à effet de serre". "La production et le transport de biocarburants sur de longues distances impliquent une consommation d'énergie qui fait planer des doutes sur cette énergie-miracle". "Nous avons vu que les problèmes environnementaux provoqués par les biocarburants et aussi les problèmes sociaux sont plus importants que nous le croyions, donc nous devons être très prudents". Pour Stavros Dimas, il faut créer un système de certification pour les agrocarburants et interdire par exemple ceux qui proviennent de l'huile de palme, responsable de la déforestation en Indonésie.

Le 18 janvier 2008, les Amis de la Terre ont rendu public un document réalisé par le Centre commun de recherche, l'organisme scientifique interne de la Commission européenne. Ce rapport présente une analyse sur les avantages et les inconvénients des agrocarburants. Concernant les gaz à effet de serre, ce rapport conclut "qu'il n'y a aucune certitude que le recours aux agrocarburants réduise les émissions de gaz à effet de serre" : notamment, le changement de vocation des terres utilisées (déforestation, drainage de tourbières, labourage de pâturage...) pourrait relâcher plus de gaz à effet de serre, tout comme les processus de fabrication ou le transport. Les experts estiment que vis-à-vis de la sécurité d'approvisionnement, les agrocarburants ne pourront que rester marginaux comparés aux besoins actuels de pétrole. Concernant la création d'emploi, l'étude estime que les emplois créés dans les agrocarburants équilibreront seulement les départs dans les secteurs touchés par une telle réorientation. En conclusion, le rapport estime que les inconvénients l'emportent sur les avantages. Les experts conseillent plutôt d'investir dans d'autres domaines si l'on veut vraiment lutter contre le dérèglement climatique.

Pour Christian Berdot des Amis de la Terre : « *Même les experts de la Commission reconnaissent que les agrocarburants n'apportent rien, ni pour lutter contre les changements climatiques, ni pour garantir la sécurité des approvisionnements énergétiques et qu'en plus, ils vont coûter aux contribuables européens des sommes énormes. Cette directive a été dictée par les intérêts de quelques grands groupes industriels. Il est temps que la Commission revoit sa copie, mette en place les bases d'une économie européenne sobre en énergie et s'attaque réellement aux causes des changements climatiques* ».

Pour en savoir plus : *Les Amis de la Terre, 2B, rue Jules Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 32 22 ou Christian Berdot, tél : 05 58 75 34 50.*

DR

Savoie

Maison des énergies

Au sein de la Maison des énergies, l'Asder, Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, propose différentes activités : visite d'une réhabilitation de trois logements à Saint-Jean-de-Chevelu (15 mars), réintroduire les plantes sauvages dans sa cuisine (20 mars), projection du film "Les apprentis sorciers" sur la privatisation d'EDF (3 avril), visite de maisons écoconstruites à Saint-Pierre-de-Genebroz (19 avril), visite d'une maison basse énergie à Saint-Jeoire-Prieuré (26 avril)... *Asder, 562, avenue du Grand-Ariétaz, BP 99499, 73094 Chambéry cedex 9, tél : 04 79 85 88 50.*

Solaire

Australie : ville solaire. Cloncurry, commune de 4000 habitants, au nord de l'Australie, sera entièrement autonome en électricité et en chaleur d'ici 2009 grâce à la construction d'une centrale solaire thermique de 10 MW. 8000 miroirs chaufferont des rochers de graphite qui produiront de la vapeur d'eau pour faire tourner des alternateurs... L'inertie des rochers permet de maintenir la production la nuit.

Espagne : le soleil éclaire la nuit. En Catalogne, le gouvernement oblige les compagnies d'électricité privées à racheter le courant d'origine photovoltaïque à cinq fois le prix du marché, afin d'aider au développement des énergies renouvelables. La commune de Sant-Fost-de-Campsentelles a compris l'intérêt de la chose. Pour améliorer son éclairage public, elle a investi dans la création d'une centrale photoélectrique de 12 000 m2. Le courant produit en journée (900 000 kWh par an) est vendu au prix fort. La nuit, le courant est acheté au prix faible pour alimenter l'éclairage public. En ne dépensant pas plus qu'auparavant, la commune a pû ainsi installer 1800 points lumineux supplémentaires, avec un réglage électronique modulant l'intensité. Sur le long terme, la commune devrait faire des économies. Il s'agit de la deuxième plus grosse installation photovoltaïque de Catalogne après le Forum, salle de congrès située dans Barcelone. *(L'Indépendant, 21 mars 2007)*

Allemagne : reconversion d'une base militaire. Utilisant un ancien terrain militaire, à Brandis, près de Leipzig (Saxe), la compagnie Juwi a obtenu l'autorisation de construire une centrale photovoltaïque qui d'ici décembre 2009 atteindra la taille de 400 000 m2 répartis sur 220 hectares, pour une puissance totale de 40 MW. Cela en fera la plus grande centrale photoélectrique d'Allemagne.

Nord-Pas-de-Calais

Virage énergie

L'association *Virage-Energie* a vu le jour pour mettre en place un plan de lutte contre l'effet de serre, en prenant en compte dans la région la nécessité de fermer la centrale nucléaire de Gravelines. Fin janvier 2008, l'association a rendu public son scénario. Premier constat : si l'on divise par quatre les besoins en énergie comme souhaité au niveau national, en conservant le nucléaire, on ne divise les émissions de gaz à effet de serre que de 1,5 alors que si l'on opte résolument pour les énergies renouvelables, on divise les gaz à effet de serre par quatre !
L'association préconise de miser sur la diversité des énergies renouvelables, tant pour les besoins en chaleur que pour l'électricité.

> Solaire : 2% de la surface régionale (soit quand même 248 km² !) recouverte par des panneaux photovoltaïques produirait l'équivalent de la consommation électrique régionale. Le plan Virage-énergie estime possible de recouvrir jusqu'à 7% de la surface en utilisant les toits.

> Eolien : l'énergie éolienne devra se développer dans des parcs éoliens terrestres mais aussi off-shore. Virage-Energie propose de viser 20% de la production électrique au Danemark.

> Biogaz : issu de la méthanisation des déchets organiques, le potentiel du biogaz est énorme : il proviendrait des quatre millions d'habitants et des déchets d'élevage et de l'industrie agroalimentaire. A noter que la biométhanisation contrairement aux agrocarburants restitue ensuite au sol la matière organique.

> Le bois-énergie. Il y a un potentiel par la valorisation des déchets urbains et industriels. il faut par contre rester prudent sur la mise en culture d'essences énergétiques (même problèmes que les agrocarburants).

Cette production d'énergie doit se développer en combinaison en déployant les réseaux de chaleur. Alimenté par une chaufferie collective, un réseau de chaleur interconnecte les bâtiments entre eux. Il est possible d'en installer à l'échelle d'une ville, au niveau d'un quartier, d'un hameau, d'un groupe de bâtiments... L'industrie peut également se chauffer en étant moins vorace. En remplaçant par exemple le coke de houille par du coke de bois, comme cela est pratiqué au Japon. En conclusion, *Virage-Energie* montre les avantages pour la région : écarter le danger d'un accident nucléaire, rendre la région plus autonome, moins dépendante des sources d'énergie lointaines, adaptée au défi climatique, sans limite de consommation dans le temps, avec une bonne dynamique en emplois... Le document (258 pages) peut être téléchargé en ligne. *Virage-Energie, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, www.virage-energie-npdc.org.*



P-E Weck

Marche Londres-Genève

26 avril - 16 juillet 2008

Pour l'anniversaire de l'accident de Tchernobyl, un rassemblement est organisé à Battersea Park à Londres, le 26 avril 2008. Ce sera le lieu de départ d'une marche de 1500 km qui à travers la Grande-Bretagne, la France et la Suisse, passera par de très nombreux sites nucléaires pour demander la sortie du nucléaire civil et la fin de la fabrication des armes nucléaires. L'itinéraire prévoit le passage par Cherbourg (Manche), Fougères (Ille-et-Vilaine), Laval (Mayenne), Angers (Maine-et-Loire), Tours (Indre-et-Loire), Blois (Loir-et-Cher), Orléans (Loiret), Sens (Yonne), Troyes (Aube), Bure (Haute-Marne), Dijon (Côte-d'Or), Pont-de-la-Chaux (Jura), Genève (Suisse).
Pour informations complémentaires (en tant que hôtes ou éventuels marcheurs), contactez :

> Marcus, marcus@footprintsforpeace.net (en anglais)

> Jocelyn, jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr 04 79 36 13 19 (pour hôtes)

> André, andre.lariviere@sortirdunucleaire.fr 04 71 76 36 40 (pour marcheurs).

Inde

Australie contre France

Le 15 janvier 2008, le gouvernement australien a indiqué au gouvernement indien qu'il refusait de lui livrer de l'uranium pour ses réacteurs nucléaires, l'Inde n'ayant pas signé le traité de non-prolifération nucléaire.
L'Australie estime avec justesse que les réacteurs "civils" permettent de produire la matière première pour le développement de bombes nucléaires. L'Inde a heureusement trouvé un autre fournisseur : la France de Sarkozy qui lui fournira de l'uranium acheté à vil prix au Niger.

Vérité sur les coûts ?

> **Du côté de Bouygues.** L'Elysée pousse à la privatisation d'Areva... et Martin Bouygues, proche de Sarkozy, espère bien en emporter un bon morceau. Mais celui-ci reste prudent en affaires : fin décembre 2007, il a demandé une enquête interne pour connaître les coûts des pénalités prévisibles pour les retard du chantier de l'EPR en Finlande et pour le surcoût des deux centrales vendues à la Chine. D'ici à ce qu'il découvre, comme de nombreux financiers, que le nucléaire n'est pas rentable sans participation de l'Etat... *(L'Express, 3 janvier 2008)*

> **Du côté d'EDF.** Fin décembre 2007, EDF a demandé à son actionnaire principal, l'Etat, l'autorisation d'augmenter les tarifs destinés aux industriels de 25% en trois ans. Pourquoi cette soudaine hausse ? Pour aller vers le prix réel du marché selon EDF qui ajoute qu'elle souhaite ainsi arriver à un prix correspondant au prix du futur kWh nucléaire qui sortira de l'EPR (estimé par EDF à 46 euros par mégawatt-heure). L'Etat a refusé cette hausse l'estimant "suicidaire" pour le milieu industriel (380 000 entreprises auraient été concernées), demandant à EDF de couvrir ses frais par d'autres moyens. Suggérons à EDF de regarder du côté des économies d'électricité et des énergies renouvelables.

Europe

> Avenir du traité d'Euratom ? Le traité d'Euratom a cinquante ans. Début février 2007, une commission d'experts a fait un rapport au Parlement européen pour discuter de l'avenir de ce traité. Le rapport note que l'article 1 n'est plus d'actualité : il propose *"l'établissement et la croissance rapide des industries nucléaires"* alors que le nucléaire décline dans l'Union européenne. Greenpeace qui avait un représentant dans la commission a demandé que le Parlement statue sur l'abandon de ce traité obsolète et anti-démocratique. Mais certains soulignent que cela faciliterait le commerce dans ce domaine au risque de la prolifération.

> Pour diminuer le nucléaire. Un sondage réalisé dans l'ensemble des 27 Etats membres de l'Union européenne (sur 26 000 personnes) indique que 61 % des Européens souhaitent une diminution de la part du nucléaire dans la production d'électricité contre 30 % qui souhaitent voir se développer cette énergie et 9 % sans opinion. La France est dans la moyenne avec 59 % des Français pour une baisse. Les plus opposés à l'énergie nucléaire sont les Grecs (83%) devant les Autrichiens (78%) et les Chypriotes (76%)... trois pays qui n'ont pas de centrales nucléaires. 26 peuples sur 27 sont majoritairement opposés au nucléaire : la Bulgarie est le seul pays où une faible majorité est favorable au nucléaire (avec tout juste 51 %). *(Eurobaromètre, 6 mars 2007)*

> Vingt ans d'incidents en Europe. Le groupe des Verts au parlement européen a financé une étude sur vingt ans de nucléaire en Europe. Concernant la France, on y apprend que de sources officielles, il y a eu 10 786 incidents déclarés (soit un toutes les 16 heures !) dont 9111 de niveau zéro (sans incidence radioactive), 1615 de niveau 1 (plus d'un par semaine), 59 de niveau 2 et un seul de niveau 3 (à Gravelines, en août 1989). Au total, l'étude présente 16 incidents qui auraient pu évoluer en accident nucléaire grave dont, en Europe, des pertes de fluides refroidissant à Tihange 1 (Belgique, 18 juin 1988), à Civaux 1 (près de Poitiers, 12 mai 1998), un emballement de la réaction en chaîne à Philippsburg (Allemagne, le 12 août 2001), à Kozloduy-5 (Bulgarie, 1 mars 2005), une dégradation du combustible radioactif à Paks (Hongrie, en 2003), un incendie à Brunsbüttel (Allemagne, 14 décembre 2001), une panne générale électrique entraînant une perte de contrôle du réacteur à Forsmark (25 juillet 2006), une inondation accidentelle du fait d'une valve ouverte à Barseback-2 (Suède, le 18 juillet 1992), l'inondation du site au Blayais-2 (France, 27 décembre 1999). L'étude conclut qu'un nouveau Tchernobyl reste malheureusement possible.

Areva, prix de l'irresponsabilité

A l'occasion de la tenue du sommet des maîtres du monde à Davos, les ONG suisses, *Déclaration de Berne* et *ProNatura* organisent depuis plusieurs années la remise des *Public eye awards*, prix de l'œil du public. Le grand prix revient cette année au groupe Areva, qui extrait de l'uranium au nord du Niger dans des conditions que les deux ONG jugent "totalement scandaleuses". Ainsi, les mineurs ne sont pas informés des risques sanitaires qu'ils courent, alors que les analyses révèlent une contamination de l'air, de l'eau et du sol. Almoustapha Alhacen, président de l'organisation nigérienne Aghirin'man, a ainsi dénoncé des "décès suspects" chez les travailleurs d'Areva. A noter qu'Areva reçoit également le prix du public. Plus de la moitié des 12 000 internautes ayant pris part au vote lui ont aussi décerné le titre peu envié de société la plus irresponsable.



Daneel Ariantho

Action de sabotage sur le site virtuel d'Areva présent sur "second life" (internet).

Déchets

Pour avoir un permanent, le Cedra, Collectif d'éradication des déchets radioactifs, cherche à se renforcer en disposant d'un salarié qualifié sur la question. Il cherche des personnes voulant bien se mettre en virement automatique (même modeste) pour financer ce poste. *Cedra, BP 17, 52101 Saint-Dizier cedex, tél : 03 25 04 91 41*



DR

Iter

Manque à investir

Les Etats-Unis d'Amérique ont annoncé le 17 janvier 2008 que le budget de la recherche du pays ne prévoyait pas le financement pour le réacteur Iter qui doit être construit à Cadarache. La participation initialement prévue pour 2008 était de 160 millions de dollars soit 9% du budget global.

Epinal

4500 personnes irradiées

Entre 1989 et 2000, 4500 personnes ayant suivi des radiothérapies contre le cancer ont reçu des doses trop importantes de radioactivité à l'hôpital d'Epinal, dans les Vosges. Ce n'est que progressivement que l'on a mesuré l'ampleur de la crise due semble-t-il à une erreur de réglage de l'appareil dont la notice, en anglais, n'a pas été correctement interprétée. Le surdosage n'aurait pas excédé 7% pour la plupart... Pour 24 cas où le surdosage a dépassé les 20%, les complications ont été graves — cinq sont morts. 63 plaintes ont été déposées contre l'établissement début septembre 2007.

Lot

Sortir du nucléaire et décroissance

Le groupe Sortir du nucléaire du Lot organise le 19 avril, à 10 h, une distribution de pastilles d'iode sur le marché de Figeac ; puis de 14 h à 18 h, une rencontre à la salle Balène de Figeac, avec à 14 h, une conférence sur les risques du nucléaire avec Cyril Giraud de la CRII-Rad ; à 16 h : projection du film "Simplicité volontaire et décroissance" de Jean-Claude Decourt suivi d'un débat avec Bertrand Bozec, colporteur de décroissance. La journée se poursuivra par un repas bio et une soirée musicale. *Sortir du nucléaire Lot, Lafargue, 46170 Sainte-Alauzie, tél : 05 65 22 91 11 ou 06 09 71 64 03.*

Comment l'industrie pharmaceutique tue les pauvres

Selon un rapport d'Oxfam, organisation de solidarité internationale, les douze plus grandes firmes pharmaceutiques n'ont aucune approche sociale de la question de la santé. Seuls les intéressent les gains qu'elles peuvent faire en vendant des médicaments. Ceux-ci étant protégés par des brevets, cela leur permet de les vendre cher… et d'attaquer les gouvernement des pays du Sud (Inde, Brésil) qui fabriquent des médicaments génériques (sans marque) à des prix beaucoup plus faibles. Oxfam note ainsi que le médicament de Sanofi-Avantis contre les maladies cardiovasculaires est vendu aux Philippines 60 fois plus cher que le médicament que la firme attaque pour copie et qui est fabriqué en Inde. Elle note que sur 163 nouvelles molécules mises sur le marché entre 1999 et 2004, seulement trois sont trouvables dans les pays du Sud. Le résultat de cette politique est que seuls les riches peuvent bénéficier des médicaments : 90% des produits pharmaceutiques sont consommés par 15% de la population mondiale. Oxfam appelle les firmes à "investir dans la vie" en cherchant à répondre aux maladies simples à soigner comme la tuberculose ou la malaria… pour lesquelles la recherche n'est pas faite faute de "marché" suffisant pour les firmes. *Oxfam France, Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40, www.owfam.org.*



Oxfam

Action d'Oxfam lors du sommet du G8 consacré à la santé, 6 juin 2007.

Inde

Film sur Janadesh

La marche des sans-terres en Inde qui a eu lieu à l'automne 2007 a été l'occasion de réaliser un film montrant comment cette marche s'inscrit dans la suite des actions de Gandhi et la pratique de la non-violence. Le film peut être demandé à : *Association Shanti, 37, rue de la Concorde, 11000 Carcassonne, louis-camp@wanadoo.fr.*

Commerce équitable

Privilégier le local ?

Les débats sur le commerce équitable font évoluer la réflexion sur le sujet. Après les délires des grands réseaux pour envahir la grande distribution avec des produits du Sud, les structures sont de plus en plus nombreuses à prendre le contre-pied. En effet, si l'on prend en compte le coût écologique des transports… et leurs conséquences sur tous, ici au Nord comme au Sud, il est évident qu'il faut favoriser au maximum les circuits courts de distribution. Des entreprises comme *Terralibra* en Bretagne annonce ce qui pourrait être la démarche cohérente de demain : "sortir progressivement d'une logique d'exportation, même équitable, et donc offrir des débouchés à des producteurs et des artisans plus proches de chez nous, avec qui nous engageons des échanges équitables, une relocalisation de l'économie et une maîtrise des coûts énergétiques des produits". Les produits du Sud ne seraient plus importés que quand ils ne sont pas disponibles plus près… et en évitant soigneusement l'avion destructeur. Mais alors quid de l'aide aux producteurs du Sud ? Plusieurs études ont récemment montré que c'est la mise en place de coopératives (pour exporter) qui ont une influence positive sur le développement local, avant même la valeur ajoutée par le vente de cultures d'exportation. Il semble donc plus efficace d'inciter les gens du Nord à agir chez eux pour ne plus piller le Sud que de chercher à favoriser des cultures d'exportation du Sud vers le Nord, ce qui masque mal une attitude proche du colonialisme.

Moruroa

Nouvelle condamnation

Le tribunal des Affaires de sécurité sociale de Tulle (Corrèze), a rendu le 8 janvier 2008, son délibéré dans l'affaire opposant Gilles Delamare-Oubron, qui a travaillé sur le site nucléaire de Moruroa à ses anciens employeurs (Sotraplex, Doris, Sogretram). Le tribunal a reconnu la "faute inexcusable" de la société Sotraplex. Gilles Delamare-Oubron a été employé par Sotraflex du 16 juin 1986 au 8 janvier 1997, comme scaphandrier puis comme chef de chantier. Pour le Commissariat à l'énergie atomique de Moruroa, entre 1988 et 1996, il effectuait à Moruroa des missions de deux mois et demi par an. Il disposait du statut de personnel directement affecté aux travaux sous rayonnements ionisants.

Guerre du Golfe

Victimes tabous

D'anciens militaires de la guerre du Golfe, en 1991, souffrent aujourd'hui de maladies diverses. Mais le silence est total du côté ministère de la défense. Le candidat Sarkozy avait promis de reconnaître ces maladies… mais depuis rien. Un des militaires, Frédéric Curtil, invalide aujourd'hui, a remis ses médailles au sous-préfet de Montbrison (Loire) le 25 janvier 2008. Un autre a décidé d'attaquer en justice le fabricant du Modafinil, une pilule anti-sommeil qui a été testée sur les militaires sans autorisation de mise sur le marché. L'association des victimes Avigolfe diffuse un DVD sur le sujet "La guerre radioactive secrète" (15 €). *Avigolfe, 49, avenue Bontemps, 95750 Chars, tél : 06 85 20 06 99.*



Bruxelles

Pour le blocage du siège de l'Otan

Le 22 mars 2008, les groupes d'inspections citoyennes flamands *Bombspotting* organisent une action pour bloquer le siège de l'Otan à Bruxelles. Cette action sera précédée de deux jours de formation à la désobéissance civile (20 et 21) et suivie du congrès de l'IRG, Internationale des résistants à la guerre (23 et 24). Le blocage devrait permettre de lancer des débats sur différents sujets : la présence illégale d'armes nucléaires dans les bases de l'Otan, l'envoi de troupes dans des pays comme l'Irak, l'Afghanistan, la mise en place d'une défense européenne prévue par le traité constitutionnel… En France, un départ groupé à cette manifestation est organisé par l'*Union pacifiste, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75, www.unionpacifiste.org.*

politique

Allemagne

Privatisation bloquée ?

Après le contre-G8 de l'été 2007, les groupes Attac en Allemagne ont décidé de lancer une grande campagne "Notre rail" contre la privatisation envisagée de la Deutch Bahn, la SNCF allemande. L'affaire n'était pas évidente car le gouvernement regroupe une coalition droite-gauche qui dispose des deux tiers des sièges au Parlement et au Sénat. Attac a d'abord mis en place une large coalition où figurent le Bund (Amis de la Terre, très puissant dans le milieu environnemental), des syndicats, l'ensemble des partis à gauche du SPD au gouvernement. Les actions ont été ciblées sur le lobbying auprès des parlementaires, des campagnes de pétitions et une répétition d'actions dans les gares avec banderoles et distribution de tracts. Plusieurs groupes locaux du SPD ont alors progressivement rejoint la campagne ainsi que des sections de syndicats tenus par les socialistes. A la veille du congrès du SPD, en octobre 2007, les jeunes du mouvement ont rejoint la campagne tout comme IGMetall, le syndicat allemand le plus représentatif.
Ceci a déclenché une division au sein des instances gouvernementales provoquant un recul du gouvernement sur le dossier. Fin novembre 2007, le projet de privatisation semble abandonné par le gouvernement.
Le début d'un retournement de tendance en Europe ?



Robin Wood

Collecte de signatures devant une gare allemande, octobre 2007.

Traité européen

> Mémoire. *"La souveraineté c'est le peuple. A chaque grande étape de l'intégration européenne, il faut donc consulter le peuple, sinon nous nous couperons du peuple".*
Déclaration de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Economie, le 9 mai 2004 lors d'un conseil national de l'UMP.

> Déni de démocratie. Alors que son adoption nécessitait une modification de la Constitution, à la veille de la réunion à Versailles des députes et sénateurs, les sondages indiquaient que la majorité des Français (59 % selon CSA) souhaitaient un nouveau référendum. Les "élus du peuple" n'en ont eu cure.

> La "gauche" fait passer la ratification sans référendum. Il suffisait que l'ensemble des élus de gauche et huit députés de droite votent contre la modification de la Constitution pour que le gouvernement soit obligé d'organiser un nouveau référendum. Le 4 février 2008, s'il y a eu 15 députés de droite pour voter contre, la "gauche" n'a malheureusement pas tenu ses promesses électorales : la modification a été largement adoptée avec 560 voix pour et 181 contre. Les socialistes ne sont plus des démocrates.

> Manifestation pour un référendum. Un petit millier de personnes se sont rassemblées, le 4 février 2008, devant l'entrée du château de Versailles pour demander la tenue d'un référendum. Jean-Luc Mélanchon (PS) et Nicole Borvo (PCF) étaient dans la manifestation. Les deux élus ont rejoint les autres élus, en portant avec eux une pétition demandant un référendum, pétition signée par plus de 120 000 personnes. A l'extérieur, des militants d'ATAC, du PCF, de la LCR, de LO, de Sud, de la Confédération paysanne, se sont ensuite rendus au tribunal administratif de Versailles pour déposer une plainte contre le vote en cours au sein du château.

Ile-de-France

Mai 68, ce n'est qu'un début…

De nombreux groupes, éditeurs, compagnies de théâtre et militants se sont réunis pour lancer un appel à poursuivre l'esprit de mai, quarante ans après. Du 13 au 24 mai à Paris et dans les environs, de très nombreuses initiatives devraient se dérouler avec en ouverture une rencontre le 13 mai à la Bourse du travail de Paris sur le thème "Rêve général" et une autre rencontre au même endroit pour poursuivre "Car ce n'est qu'un début". Un "Mai de la jeunesse" se tiendra le samedi 17 mai à l'Université Paris-8-Saint-Denis. Un "Mai de prolétaires" donnera la parole à d'anciens des usines en lutte à l'époque. Un "Mai international" présentera la vague de révoltes dans le monde entier (Nanterre, 19 et 20 mars). Un "Mai des barricades" présentera les initiatives autogérées et les mouvements sociaux nés de Mai 68. Un "Mai des murs" présentera expositions, films, lectures, théâtre, revues… Différents colloques viennent compléter cet important programme que l'on peut retrouver sur *www.mai-68.org*.

Paris

4e salon du livre libertaire

La librairie Publico et les éditions du Monde libertaire organisent les 31 mai et 1er juin 2008, à l'Espace d'animation des Blancs-Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple, le 4e salon du livre anarchiste. Entrée à prix libre.
Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél : 01 48 05 34 08.




DR

Marseille

Rassemblement pour le Tibet

Un rassemblement de soutien au peuple tibétain est organisé le samedi 8 mars 2008 devant le palais de justice (place Monthyon), à Marseille. Deux jours avant le lancement en Inde d'une importante campagne de protestation contre la tenue des jeux Olympiques à Pékin. Différentes organisations de Tibétains en exil lancent un appel pour mettre en place des actions non-violentes sur la passage de la flamme olympique, à partir du 10 mars, 49e anniversaire de l'envahissement du Tibet par la Chine. Une marche partira de Dharamsala, lieu du gouvernement en exil, en Inde, pour joindre la frontière chinoise. Des grèves de la faim pour appeler au boycott des jeux devraient être lancées à ce moment-là. Pour suivre le dossier : *Alternative tibétaine, 38, rue Baussenque, 13002 Marseille, tél : 06 87 57 67 85, www.alternative-tibetaine.org*.

ANNONCES

Gratuites : les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés et les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** soyez le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes.

Entraide

■ **Chantier participatif.** Enduits terre et cloisons terre-paille, tadelak, dans village écologique du lundi 7 avril au dimanche 20 avril. Quelques jours, une semaine ou les deux à votre convenance. Hébergement, nourriture, apprentissage contre quelques heures de travail par jour. *Michel et Emmanuelle Philippo, 05300 Eourres, tél : 04 92 49 65 93, sensetautonomie@free.fr.*

■ H, 60 ans, actif, alternatif, bricoleur, cherche logement contre services divers et variés esprit *S!lence. Philippe Dussaussois, chemin du Château-d'Eau, 30130 Carsan, tél : 06 79 04 88 10.*

Agir ensemble

■ Prof d'arts plastiques à mi-temps, je vis seule avec ma fillette à Montauban (82). J'ai un projet de reconversion dans l'audiovisuel. Je cherche à réaliser des courts-métrages avec des associations diverses sur le thème d'un monde meilleur, pour proposer des solutions ayant plus de sens et moins de souffrance. Je souhaite arriver à un long métrage d'ici sept-huit ans. J'organise bientôt une réunion à Toulouse et cherche des contacts de personnes intéressées par ce projet, de nouveaux amis. Je me sens actuellement très seule et j'aimerais aussi que mon projet m'aide à construire un nouveau projet de couple. *Marie-Christine Cathala, 6, résidence Le Clos des Chênes, 980, chemin du Long, 82000 Montauban, www.criscat.fr.*

■ **Indre-et-Loire.** Nous sommes trois écolos, non-violents et décroissants qui souhaitent s'installer dans la région de Chinon. On recherche nos futurs voisins pour partager autoconstruction, méchouis, verger, gâteaux, voiture, moutons, entraide et confitures... La liste étant à compléter selon les envies de chacun ! *Tél : 02 38 98 84 36.*

■ F 36 ans, cultivée, sensibilité artistique, animant des ateliers de danse-contact, danse contemporaine, ayant l'expérience de la vie en communauté (Arche de Lanza del Vasto), ferme, jardin, boulangerie en bio ; je cherche à me relier, rallier à 1,2, 4, d'autres personnes autour d'un projet commun. Lieu de vie, de ressources, d'activités diverses esprit "décroissance soutenable" sur les bases de la non-violence, entraide, simplicité de vie, privilégiant le processus avant le résultat "comment on pourrait s'y prendre ensemble ?". Je vous attends de vive voix, *tél : 02 47 66 79 68.*

■ **Théâtre.** Un auteur propose une pièce sans droit pour les vingt premières représentations. Voir le site "les auteurs de l'ombre" puis Thierry Richard.

Rencontres

■ JH, 22 ans, naturel, sérieux, calme et courageux, je suis à la recherche d'une jeune femme d'âge proche, même esprit, pour construire ensemble une vie saine dans le respect de la nature. Dép. 43 + 200 km autour. *Denis Bruand, route de la Cascade, 43370 Solignac-sur-Loire.* Réponse si honnête.

■ **Réf 355.01.** Homme tendre aimerait partager sa future vie de paysan avec femme tendre elle aussi. Au menu, simplicité et écologie avec l'espoir d'être heureux ici et maintenant. J'ai des enfants (petits) et quarante printemps. Les mômes sont les bienvenus. Région nord-ouest. *futurpaysan@free.fr* ou écrire à la revue qui transmettra.

■ **Réf. 355.02.** Tu es libre, tu as envie d'une vie dans la nature, dans un lieu protégé pour partager le printemps, puis l'été, partager nature, pain, fromage, légumes, conserves faites sur place, chaleur du poêle, chaleur des échanges, respect mutuel, esprit Silence. Je suis non-fumeur, presque végétarien, constructif, pas extrémiste. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ Magnétiseuse, blonde, la quarantaine, druidesse, cherche son druide, région Bourgoin-Jallieu (Isère) et environs, tél : 06 79 14 10 65.

Emploi

■ SCOP Mercisoleil offre poste de technicien-ne en énergies renouvelables et écoconstruction. Après formation complémentaire interne, vous serez installateur-trice en chauffage, plomberie, hydraulique, électricité, zinguerie, charpente. Pour intégrer notre coopérative ouvrière de production et participer à notre réseau d'agences dans le grand sud, vous devez avoir un bon sens pratique et ténacité, créativité et compétences, engagement social et initiative bienvenues. Prendre rendez-vous avec Linda Benhedfa, au 06 60 69 52 94, l.benhedfa@mercisoleil.com ou envoyer CV à *SCOP Mercisoleil, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès.*

Recherche

■ **Lyon**. Cherche local de stockage 8 m2 ou plus, de préférence à la Croix-Rousse, afin d'y stocker au moins 40 à 60 cartons de livres. Le local devra être accessible et bénéficier d'une température ambiante suffisante (+ de 10°) pour que les livres ne s'abîment pas. *Esteban, éditions Le p'tit gavroche, 19, rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 92 98, ptitgavroche@gmail.com.*

■ ***S!lence* mieux que Google ?** Je cherche sans succès sur la toile un fournisseur de machine à laver qui chauffe l'eau au gaz permettant de bouillir le linge, la vieille machine des années soixante-dix s'étant définitivement mise hors-service ! Mais tous les pixels et le savoir virtuel d'Internet ne m'ont pas apporté solution à ce problème. Y aurait-il parmi les lecteurs de *S!lence* des personnes capables de me fournir des pistes en la matière ? *Pierre Kung, Capvath 47130 Bazens. Tél : 05 53 68 33 96, fax : 05 53 96 62 38 ou pk-pv@orange.fr*

■ **Contacts jusqu'en Inde ?** Nous partons en juin pour rejoindre l'Inde à vélo en passant approximativement par la route du Danube puis la route de la Soie. Nous serions heureux de recevoir des infos et conseils de personnes ayant déjà emprunté ce chemin : adresses de lieux alternatifs, écovillages, écolieux, fermes Wwoof, associations, contacts, lieux magiques... Merci d'avance. *Loïc et Marie Giorgi, 3, rue du Lion-d'Or, 38260 La Côte-Saint-André, lavie2ventnous@no-log.org.*

■ Association cherche un lieu pour accueillir un stage de danse-contact-improvisation, une semaine à dix jours en juillet ou début août 2008. Cadre agréable, calme, bonne accessibilité (proximité d'une gare), de préférence en Bretagne (pas exclusif), dortoirs, chambres, camping pour 10 à 20 personnes, cuisine, sanitaires et surtout une salle claire d'environ 80 m² avec un très bon plancher flottant. Lieux alternatifs écolo-bio bienvenus. *Qui vivre, tél : 02 47 66 79 68.*

Logements, terrains

■ **Lyon.** cherche colocation esprit Silence à Lyon ou périphérie pour une famille de deux personnes (39 et 16 ans). Revenus assurés. *catherine.biquet @laposte.net, tél : 03 25 90 86 38.*

■ 70 ans, cherche habitat individuel en écolieu, ermitage, communauté respectueuse des croyances... pour vivre dans la sobriété et l'autonomie près des éléments naturels. Dépts 73-74-38. Merci pour vos appels au *04 79 62 88 73.*

■ **Gard.** Cherche terrain isolé + ruine + source autour d'Alès. Département 34 ou 48 possibles.
Tél : 06 74 76 75 16 ou 04 66 52 15 62, delliere.daniel@voila.fr.

■ Jeune couple avec enfants recherche entre 2 et 5 ha de terres propices au maraîchage et à la culture de plantes médicinales bio. Un logement, sur place ou à construire, est indispensable. Merci à ceux d'entre vous qui répondrez positivement et qui permettrez ainsi à de nouvelles énergies d'habiter et d'animer le monde rural. Contactez-nous *: 04 75 65 18 07 ou stephndelph@wanadoo.fr.*

Vacances

■ A 120 km de Lyon, en Ardèche verte, nous vous accueillons dans notre maison, en chambre d'hôtes ou dans notre gîte, sur notre petite exploitation agricole. Plus de renseignements sur notre site *www.theolier.com* ou *tél : 04 75 06 07 47.*

■ **Toscane.** En bas d'un chemin de 3,5 km, dans le maquis, louons gîte rural 2+2 places, coin cuisine, sdb extérieure, terrasse sur notre ferme bio (oliviers, chênes-lièges, chèvres) près de Masso Marittima, 30 km de la mer. *Marco et Patricia, tél : 0039 0566 912 962 ou 0039 338 807 24 30.*

■ **Calabre.** A louer en mai, juin, août, petite maison en Calabre sud (Italie), dans village semi-abandonné surplombant mer Ionienne (8 km). Séjour/cuisine + 1 ch. (3-4 lits) + s. bain + terrasse vue + jardin. Cadre magnifique. 400€/ mois.
Ecrire à chdegouttiere@hotmail.com ou appeler au 01 42 55 94 85. Pour photos voir : http://utenti.lycos.it/franco_pul/

Fichages



DR

ADN et regroupement familial. La loi française prétend demander aux immigrés de prouver, par le recours à l'ADN, leur lien de sang avant tout regroupement familial. Envisageons un peu que cette mesure soit prise dans un autre pays que la France et que nous souhaitions y aller. Que deviennent les enfants d'un ménage recomposé ? En France, un enfant sur six ne vit pas avec ses deux parents biologiques.

Des puces humaines. Depuis 2005, aux Etats-Unis, la société *Veriship* propose aux hôpitaux une puce de la taille d'un grain de riz que l'on peut implanter sur les malades chroniques. En cas de malaise et de perte de conscience, un lecteur permet par la puce d'obtenir le nom du malade, le nom du médecin traitant et son histoire médicale. Deux ans après, 300 patients auraient ainsi accepté l'implantation d'une telle puce... dont on sait maintenant qu'elle est cancérigène. Rappelons que l'on peut faire plus simple : avoir sur soi une feuille de papier portant ces indications.

Mouchards sur ordinateur. La loi d'orientation sur la sécurité envisage d'autoriser la mise en place de logiciels espions sur les ordinateurs des particuliers... dans le cadre de la lutte contre le crime organisé et la pédophilie. C'est exactement ainsi que l'on a justifié au départ les prélèvements ADN ! Dans combien de temps la loi sera-t-elle élargie aux militants ?

"Au demeurant, une école, un lycée, c'est très facile à démolir ! *Ces établissements sont en effet bâtis en carton-pâte ! ce sont les constructions emblématiques de la précarité. Comparez avec les blockhaus de la Banque de France ! Ça c'est du costaud. Vous comprenez tout de suite la valeur de l'argent par rapport à la culture".*

Rolland Henault, *Non*, Ed. Libertaire, 2006.

Pouvoir d'achat

Les *Alternatifs* ont fait le calcul suivant : depuis sa création, il y a vingt ans, le CAC40 est passé de 1000 points à 5700 points (au 31 décembre 2007), soit une multiplication par 5,7 de la valeur des actions. Pendant ce temps, le salaire minimum est passé de 4,24 € à 8,44 € soit seulement une multiplication par deux. Si l'on voulait rétablir l'égalité, le salaire minimum devrait se situer à environ 3300 €.

Privatisation des diplômes

Après le financement des universités par le privé, avec des chaires au nom d'entreprises, le Royaume-Uni a franchi une nouvelle étape en ce début 2008 en autorisant pour la première fois trois firmes à délivrer elles-mêmes des diplômes. Les nouvelles "écoles privées" ont pour nom MacDo, Network Rail et Flybe. MacDo est autorisé a délivrer un diplôme équivalent au baccalauréat "gestion du travail en équipes", Network rail, qui gère l'entretien du réseau ferroviaire peut délivrer des diplômes allant jusqu'au doctorat en ingénierie. Flybe, une compagnie aérienne lowcost délivrera des diplômes de stewards et d'hôtesse ainsi que d'ingénieur en vol (ce qui veut dire au passage que vous risquez en prenant l'avion de tomber sur des pilotes en apprentissage, bon courage !). Avantage pour les firmes : cela permettra encore de baisser les prix car les étudiants ne sont pas payés.

Retraite tardive ?

On nous annonce aujourd'hui qu'il faudra cotiser plus pour arriver à la retraite dans les années futures. Rappelons qu'en 1993, l'augmentation des cotisations avait déjà été appliquée au secteur privé. En 1993, les salariés du privé partaient à la retraite en moyenne à 57,5 ans. 15 après, ils partent toujours à la retraite exactement au même âge, mais simplement ils touchent un peu moins. L'augmentation des temps de cotisation ne change donc rien au renouvellement des générations mais permet de faire des économies dans le montant des retraites.



William Hamon

Manifestation de la fonction publique, 20 novembre 2007.



DR

Publicité

Interdiction dans le service public ? Alors qu'une pétition circulait à Radio-France contre l'ouverture de l'antenne à des publicités de marque, le gouvernement a fait volte-face annonçant début janvier 2008, son intention d'aller vers un service public sans publicité, ni à la télévision, ni à la radio. Une bonne nouvelle sans doute pour ceux qui n'aiment pas la publicité et qui ne semble pas effrayer le milieu : les actions de TF1 ont immédiatement gagné 10%. TF1 appartient à Martin Bouygues, parrain du fils de Sarkozy. C'est un hasard.

Bâches publicitaires légales. Après être intervenu plusieurs fois en justice, les associations ont réussi à faire enlever des bâches publicitaires géantes posées sur des monuments historiques en rénovation. Depuis le 1er octobre 2007, un décret a malheureusement légalisé ce genre de pratique. Une réflexion est engagée chez les Déboulonneurs pour déterminer un mode d'action contre ces nouvelles publicités.

Rouen : refus d'ADN. François Vaillant, rédacteur en chef d'Alternatives non-violentes, et membre des Déboulonneurs de Rouen, a été convoqué le 23 janvier 2008 pour un prélèvement ADN suite à sa condamnation symbolique à un euro pour avoir repeint publiquement un panneau publicitaire. Refus de répondre à la convocation de l'intéressé qui rappelle que la loi prévoyait au départ de tels prélèvements pour "les crimes, les abus sexuels, les actes de barbarie et de torture, les dégradations dangereuses".

Pour la liberté de vivre

La multiplication des lois et des directives sur l'immigration ainsi que les récentes rafles sont inquiétantes. L'état Français se déshonore, la démocratie est directement atteinte. Il est temps de réagir et de se mobiliser.

Depuis quelques années déjà, nous assistons à une intensification de la répression vis-à-vis des ressortissants étrangers, et à la remise en cause de leurs droits fondamentaux. Etrangers qui ne correspondent pas aux critères édictés par quelques individus infatués et arrogants. Ces derniers occupent, malheureusement, les postes décisionnels.

Depuis 2002, pas moins de quatre lois sur l'immigration ont été votées, complétées par la publication de nombreux décrets, circulaires et décisions administratives. Cette multiplication des directives dans ce domaine, loin d'être le fruit du hasard, rend la défense des immigrés en situation irrégulière plus difficile. Il faut se tenir informé presque quotidiennement des nouvelles dispositions. Ce qui prend du temps et limite le nombre de personnes pouvant réagir rapidement lorsqu'une situation se présente.

En 2003, des objectifs chiffrés de reconduite à la frontière pour les personnes en situation irrégulière ont été mis en place (1). Le nombre de centres de rétention, où les conditions de vie sont précaires et de plus en plus pénibles, de même que leur capacité, ne cessent d'augmenter (de 786 places en 2002 à plus de 1500 fin 2006) (2). En 2006, une loi sur l'immigration choisie limite encore les conditions d'entrée et de régularisation des immigrés ainsi que les modalités permettant le regroupement familial. Or, comme le souligne Laetitia Van Eeckhout, *"durcir les conditions de vie en France des couples mixtes et des familles étrangères, c'est prendre le risque d'une remise en cause des droits fondamentaux"* (3). Non seulement cette loi restreint des êtres humains à une « chose productive » mais, comme la plupart des autres, elle n'aboutit qu'à une succession d'effets d'annonce. Des organisations d'aide aux immigrés constatent avec amertume que le fossé ne cesse de s'accroître entre d'une part les proclamations et d'autre part la réalité. Sans compter, là encore, que les nombreux mensonges et les innombrables provocations de l'Etat n'aident pas à apaiser la situation. Pour l'année 2008, le chiffre des personnes à expulser a donc été fixé à 26 000 par le nouveau président français. Pour mémoire, le chiffre de 25 000 expulsables retenu pour 2007 n'a pas été atteint, mais l'accélération des arrestations et des mesures de reconduites en fin d'année, fait craindre le pire pour 2008. A quoi cela peut-il rimer dans une nation qui se déclarait il y a encore peu de temps, pays des droits de l'Homme ? En quoi un immigré pose-t-il des problèmes dans une quelconque société ? Comment un être



P-E Weck



› Au panier !
Martine Vuaillat, 56 ans, six fois grand-mère, membre du Réseau éducation sans frontières (RESF), rend fréquemment visite aux enfants du Centre de rétention administrative de l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry. En juin 2007, elle y a amené un livre pour enfants : "Au panier" (de Henri Meunier et Nathalie Choux, éd. du Rouergue). Ce petit livre montre des policiers intervenants dans un square et arrêtant tout ce qui n'a pas de papiers : un enfant, un chat, un oiseau… et surtout venu de loin à l'Est, le Soleil. Le livre n'a pas été apprécié et Martine Vuaillat s'est vu demander de ne plus revenir. Depuis, Danielle Gastugue, fondatrice des Editions du Rouergue, éditrice de ce livre, envoie chaque semaine des livres au Centre de rétention de Saint-Exupery.

(1) D'après la Cimade, les objectifs sont passé de 15000 en 2004 à 26000 pour 2008.
(2) Pour avoir une idée de ce qui se passe dans les centres de rétentions : rapport Cimade 2006 sur *cimade.org*, mais aussi l'article : "Ils disent que c'est un centre de rétention, mais c'est une prison" paru dans *l'Envolée* n° 19, mars 2007.
(3) Le Monde, 11 avril 2006.

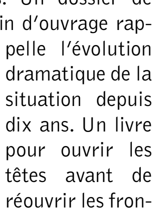
> Directive de la honte
Une directive européenne envisage d'autoriser l'enfermement dans les centres de rétention à 18 mois ! En France, cette durée est déjà passée en 2003 de 12 à 32 jours. Officiellement, il s'agit de donner du temps aux administrations pour traiter les demandes d'asiles ou de réfugiés politiques... Dans les faits, cela va permettre de multiplier les centres de rétention, un joli nom pour cacher des prisons pour étrangers. Pour en savoir plus : voir la Cimade ou *www.directivedelahonte.org*.

à lire

Paroles sans papiers
Collectif
Ed. Delcourt
2007 - 72 p. - 15 €

Neuf auteurs de Bd traduisent en autant d'histoires les parcours de sans-papiers. L'introduction faite par José Muñoz, président du festival d'Angoulême 2008, rappelle en tant qu'Argentin, il est resté en Europe près de vingt ans sans papiers. Une excellente initiative pour démonter le discours sécuritaire actuel et montrer clairement que la France vit aujourd'hui sur les ruines des droits humains. Un dossier de huit pages en fin d'ouvrage rappelle l'évolution dramatique de la situation depuis dix ans. Un livre pour ouvrir les têtes avant de réouvrir les frontières. MB.







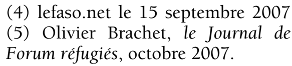
P-E Weck

Parrainages républicains à la mairie du 2e arrondissement de Paris.

humain peut-il être réduit à un nombre ? Comme le précise Mahorou Kanazoe, *"Cela rappelle étrangement d'autres temps où la traque des Noirs se faisait en sens inverse, c'est-à-dire de l'Afrique vers d'autres continents"* (4). Ces gens-là n'ont-ils pas le droit de s'aimer, de voyager, de se cultiver, de s'instruire ?
Le malaise s'est accru depuis le printemps 2007, avec la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale. Une nouvelle loi a été votée à l'automne, qui, entre autre, autorise les tests ADN. Cette focalisation sur cette problématique a occulté les lacunes ou durcissements contenus dans cette loi. Oubliés la réouverture des frontières et le discours sur les échecs de la politique d'"immigration zéro". Avec cet acte législatif, *"l'orientation est claire, il faut repartir sans tarder à la chasse aux fraudeurs du regroupement familial, aux abus de la procédure d'asile, aux étrangers en situation irrégulière, qui saturent nos centres d'hébergements d'urgence"* (5).

Ruses et châtiments

Depuis peu on assiste aussi à la multiplication révoltante de rafles à la sortie des écoles, dans les bus, à des arrestations à domicile, à de fausses convocations dans des lieux publics permettant d'arrêter des individus, à des menaces de sanctions pour les personnels des administrations ou des professionnels de santé (médecins) ou du secteur social (assistantes sociales), refusant de collaborer, à la confiscation des enfants de sans-papiers (6).
Un climat de terreur s'installe peu à peu. L'augmentation des contrôles génère une peur toujours croissante chez les personnes concernées. Au point qu'actuellement, la Cimade est parfois contrainte d'en accompagner certaines dans des administrations, pour prévenir tout risque d'arrestation, pour les aider dans leurs démarches légales, même les plus anodines. Sans compter que ces reconduites représentent des coûts élevés pour la communauté, pour un résultat peu efficace, les reconduits cherchant dès que possible et par tous les moyens à revenir. Selon le magazine *Capital*, chaque expulsion coûterait entre 10 000 et 15 000 €. Sommes payées par le contribuable. Et la liste des faits honteux est loin d'être exhaustive. Elle risque même de s'allonger encore. De nouvelles dispositions sont en effet en discussion au niveau de l'Europe, risquant fort d'aggraver encore les situations. A titre d'exemple, et en vue d'une harmonisation de l'ensemble des pays Européens, il est question de passer la durée de rétention de 32 jours à 18 mois (7) et d'instaurer une interdiction de séjourner dans toute la zone Europe pendant cinq ans pour les personnes renvoyées. Ce qui fait quand même beaucoup pour quelqu'un dont le seul délit est d'être sans-papiers.



(4) lefaso.net le 15 septembre 2007
(5) Olivier Brachet, *le Journal de Forum réfugiés*, octobre 2007.
(6) Pour avoir un aperçu des faits scandaleux se déroulant sur le territoire français, se reporter aux sites ou aux adresses des organisations mentionnées en références.
(7) Voir "Directive de la honte" ci-dessus.

Des contrôles nauséabonds

Quelle est cette société qui tolère ce genre d'agissement ? Il est atterrant, révoltant de constater qu'elle évolue dans une telle direction. Comme le précise si justement le MAN, (Mouvement pour une alternative non-violente) : *"L'ensemble des fondamentaux de liberté individuelle sur lesquels est basée notre démocratie sont anéantis et foulés par ces pratiques"* (8).
L'extrême-droite et la xénophobie sont-elles si importantes, si répandues en France, pour justifier la mise en place de tels comportements, le vote de telles lois inhumaines et déshonorantes ?
La nausée provoquée par ces accumulations de faits et de décisions n'est pas sans rappeler les heures les plus sombres de notre histoire récente. Certes les expulsés ne vont pas dans des camps d'exterminations, mais pour nombre d'entre eux, le retour dans leur pays présente un risque, si ce n'est de mort, au moins d'emprisonnement, ou de persécution.
En fait, ce sont les méthodes utilisées qui convergent. Si on complète le tableau avec l'actuelle et dangereuse multiplication de la vidéosurveillance, du fichage, des puces électroniques et autres systèmes de contrôle, les libertés fondamentales sont menacées de façon encore plus préoccupante. Elles s'ajoutent aux lois liberticides évoquées ici.
Face à ces comportements, affirmons et revendiquons sans crainte, que la première des libertés n'est pas la sécurité. *"Dans une nation vraiment cultivée, personne n'a le droit de priver un homme de liberté de façon arbitraire"* disait Oleksander Konysky. La liberté de se déplacer, de se loger, de vivre où bon nous semble n'est pas négociable. De même, il faut s'insurger contre la notion d'identité nationale (idée dangereuse affichée par l'extrême-droite) qui ne correspond à rien dans notre société civilisée.

"Avec ou sans papiers, de toute manière partout c'est chez nous"

Ridan

Effet boomerang

Mais le présent flux migratoire, il faut le rappeler, trouve son explication centrale dans le pillage des pays du Sud par ceux du Nord, qui s'efforcent de maintenir coûte que coûte leur niveau de vie. Or, comme le souligne Serge Latouche, parmi d'autres, ce sont les pays du Nord qui ont besoin des ressources et des richesses naturelles se trouvant dans le Sud et non l'inverse. Ces pays du Nord sont directement impliqués dans le maintien des régimes politiques totalitaires, de la pauvreté dans ces pays, et donc de l'attirance de la population pour le « mirage » occidental.

Ne pas se taire

Tout cela se passe dans une indifférence à peu près générale. A part l'histoire dramatique, durant l'été 2007, du petit Tchétchène sautant par une fenêtre pour échapper aux forces de l'ordre et quelques autres évènements de ce genre, peu d'informations filtrent. Les vrais débats sont esquivés, les questions de fond pas abordées. Les rafles comme les autres actions ignominieuses sont mises en œuvre de manière sournoise, comme sait si bien le faire le gouvernement dans d'autres domaines.
Les citoyens sont abreuvés des dernières frasques de leur omniprésident, de faits divers, de la pluie et du beau temps. Mais ces agissements indignes ne font jamais la une dans les médias.
Il faut donc absolument se tenir au courant, tisser des liens entre celles et ceux qui refusent cette tyrannie, entrer en résistance, ne pas collaborer avec cet Etat qui, dans bien des cas, outrepasse les principes élémentaires du respect de la dignité humaine.
Les partis politiques "humanistes" semblent bien discrets sur la question ou alors ils sont eux aussi muselés, ou peut-être se réjouissent-ils de voir la droite faire le sale boulot. Quoi qu'il en soit, on

Manifeste des innombrables

Toute personne qui aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers d'un étranger en France sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 30 000 €.
Article L622-1 Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Je déclare comme des milliers d'autres personnes résidant en France avoir soutenu, soutenir actuellement et/ou être prêt à soutenir un jeune majeur scolarisé, un enfant et sa famille, étrangers privés du droit au séjour, pour leur permettre de poursuivre leur vie en France dans la dignité.
Au nom de l'Humanité, je continuerai à aider des personnes dites sans-papiers à faire face aux décisions arbitraires et brutales qui brisent leur avenir et violent leurs droits fondamentaux.
Je déclare refuser de me plier à des mesures indignes et inhumaines et agir ainsi, comme d'autres innombrables l'ont fait en d'autres périodes de l'histoire, en accord avec les principes du droit international qui protègent les migrants, les droits de l'enfant et la vie privée et familiale, comme avec les valeurs universelles de fraternité, d'égalité, de liberté et d'accueil dont se réclame notre République.

Signature(s) et coordonnées complètes à renvoyer à : RESF c/o EDMP 8, impasse Crozatier, 75012 Paris.

> Amoureux au ban public
Au nom de la lutte contre les mariages blancs et du contrôle de l'immigration familiale, reléguée au rang peu enviable d'"immigration subie", le durcissement continu des lois et des pratiques administratives produit des situations inadmissibles: multiplication des procédures d'opposition à mariage, difficultés pour obtenir la transcription des unions célébrées à l'étranger, multiplication des refus de visas ou de titres de séjours, éloignements des conjoints de français en situation irrégulière, enquêtes de police sur la communauté de vie ne respectant pas les règles élémentaires de déontologie, d'objectivité et de respect des personnes auditionnées, non reconnaissance du droit au séjour des couples mixtes vivant hors mariage...
Constitué de centaines de couples mixtes, le collectif "Les Amoureux au ban public" milite contre la loi Hortefeux sur l'immigration. Alors que la gauche a saisi, le 25 octobre 2007, le Conseil constitutionnel sur l'ensemble du texte, l'association a, de son côté, décidé de s'adresser directement aux Sages.
Sur leur site, "Les Amoureux" publient également des informations juridiques et des témoignages sur leurs tracasseries quotidiennes.

- http://placeauxdroits.net/amoureux/index.php
- amoureuxauban.net

(8) Communiqué de presse du MAN du 2 novembre 2007.



P-E Weck

Manifestation du Réseau Education sans Frontières, Paris, 2007.

Plus personne n'est à l'abri
Me Abdoulaye Coulibaly vit en France depuis 1962, date à laquelle il s'est inscrit en droit. Il avait alors 25 ans. Depuis la fin de ses études, il est avocat à Aix-en-Provence. Il a passé sa carrière à plaider la régularisation de centaines d'étrangers. C'est à son tour d'être menacé d'une expulsion.
L'administration estime qu'Abdoulaye Coulibaly ne "justifie pas de sa présence en France pour chaque année depuis dix ans". Or, des attestations de tous ses bâtonniers depuis 1980, le bail de son cabinet renouvelé depuis dix-neuf ans, prouvent qu'il est en règle.
"Je comprends l'émotion, dit la chef du bureau des étrangers à la préfecture, mais on n'a qu'une règle et on l'applique à tous de la même façon".
Faire du chiffre disent-il.

Florimond Guimard relaxé
Ce professeur des écoles, militant RESF, a participé le 11 novembre 2006 à une manifestation non-violente à l'aéroport de Marignane (Bouches-du-Rhône) contre l'expulsion d'un père et de ses deux enfants scolarisés à Marseille. Il avait été inculpé de "violence volontaire à agent" et de "violence en réunion avec armes" pour avoir suivi la voiture des policiers qui emmenaient le père. Ceux-ci ont essayé de le semer en vain. La violence serait donc de suivre les policiers, l'arme serait une voiture... Le tribunal a prononcé la relaxe le 21 décembre 2007.

les entend peu, comme s'ils n'étaient pas scandalisés, comme s'ils n'avaient pas de propositions alternatives sérieuses à avancer. C'est donc aux citoyens de s'organiser. Même si la répression concerne des personnes sans véritables moyens financiers ni capacité d'expression, une radicalisation et une recrudescence de la violence n'est pas à exclure. Pour l'éviter, seules des actions non-violentes sont à entreprendre. La Cimade, le Réseau éducation sans frontières (RESF), le MAN, et d'autres encore sont déjà largement mis à contribution (9). Ils font de leur mieux et il faut absolument les soutenir. Ils interviennent notamment de façon remarquable pour l'intégration, l'accueil, la défense des étrangers. Mais il ne faut pas hésiter à créer d'autres structures devant l'ampleur de la tâche et des responsabilités qui incombent à chacun d'entre nous.
Dans un premier temps, il faut dénoncer ce durcissement de la société, soutenir ceux qui s'opposent, physiquement parfois, aux arrestations, aux reconduites. Aider les personnes en difficulté à l'égard des autorités.

(9) Cimade, 64, rue Clisson, 75013 Paris, tél : 01 44 18 60 50, cimade.org. Man, 114, rue Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 45 44 48 25, http://nonviolence.fr. Réseau éducation sans frontiere, resf, http://educationsansfrontiere.org. Resovigi, 9, rue Bouteille, 69001 Lyon, http://resovigi.org. Quotidien des sans-papiers, site : quotidiensanspapier.free.fr. Unis contre l'immigration jetable (UCIJ), site : contreimmigrrationjetable.org. Ligue des droits de l'homme, 138, rue Marcadet, 75018 Paris, tél : 01 56 55 51 00, site : ldh-France.org

Cela s'appelle une rafle !

Le 25 octobre 2007, entre la rue de la République et le cours Gambetta à Montpellier, des policiers arrêtent les bus systématiquement, contrôlent certains passagers au faciès, font descendre, femmes, hommes, poussette, et embarquent ceux jugés étrangers sans discussion et sans ménagement. Une femme qui pourtant avait des papiers et qui allait chercher ses enfants à l'école sera retenue plus de trois heures... La CIMADE a pu prendre des photos. Elle a appelé le cabinet du Préfet pour lui dire son émotion devant cette femme en pleurs qui a assisté à l'embarquement de son amie pourtant en règle.Cela porte un nom : une rafle. Tout simplement. Le terme est approprié. Et nous ne pouvons même plus mettre de guillemets. Et nous ne confondons rien... nous ne faisons pas ici de parallèle entre 1942 et 2007.

Les situations ne sont pas comparables. Les raflés ne sont pas envoyés vers l'indicible. Ils disposent encore un peu, de recours d'un Etat de droit. Le pouvoir qui a donné ces consignes a été légitimement élu. Etc.
De même que nous n'amalgamons pas, comme un premier réflexe, ce qui revient de la chasse systématique des étrangers qui a tendance à ce développer : objectifs chiffrés d'expulsions donnés par le pouvoir à sa police, des policiers forçant une porte au petit matin, ou encore des convocations-pièges à la préfecture...
Mais n'en déplaise à quiconque... ce à quoi nous avons assisté... cela s'appelle une rafle !!!
Cimade Montpellier.
tél : 04 67 06 55 02.



Désobéissance civile à Lyon

L'espoir est une denrée suffisamment rare pour en savourer chaque gorgée... Dans son édition du 2 octobre 2007, l'hebdomadaire *Lyon Capitale* titre: "A Lyon, l'Eglise cache les sans-papiers". Michel Durand, curé de l'église Saint-Polycarpe, explique qu'il loge illégalement des familles de sans-papiers dans sa cure depuis trois ans. Et qu'il assume publiquement son geste. Le Réseau éducation sans frontières (RESF) revendique à Lyon depuis sa création un millier de familles "protégées" et le double de militants.
La semaine suivante dans le même hebdo, Nathalie Perrin-Gilbert, mairesse PS du 1er arrondissement de Lyon, avoue avoir accueilli, pendant trois semaines, dans sa mairie, une famille de cinq enfants en situation irrégulière, avec l'appui de son équipe municipale. La semaine suivante, rebelote : le pédagogue Philippe Meirieu revendique avoir inscrit des étudiant-e-s à l'IUFM de Lyon tout en sachant qu'ils étaient en situation irrégulière. Christiane Demontès, sénatrice PS, affirme soutenir "les individus qui outrepassent la loi par humanisme". Azouz Begag (Modem), ancien ministre de l'Égalité des chances, affirme à propos de Michel Durand : "Bien sûr que je soutiens ! Ce prêtre ne protège pas des sans-papiers, mais beaucoup plus que cela : il protège les valeurs françaises. Il en faudrait des millions comme ça qui se lèvent contre cette politique de barricades dressées autour de l'identité nationale". Pascale Bonniel-Challier (Verts) adjointe à la mairie de Lyon, resitue le débat là où il nous intéresse particulièrement : "Sur certains sujets de société, la désobéissance civile est la seule façon de débloquer les mentalités et les lois".
Joël Rochat, président de l'Eglise réformée, rappelle : "L'Eglise réformée avait déjà pris dans le passé des positions pas forcément politiquement correct, en hébergement des résistants algériens."
RESF Lyon : resflyon@aol.com ;
tél : 06 81 51 81 44 ou 06 31 11 24 29.

Il faut aussi s'engager dans de véritables actions de désobéissance civile, devant conduire notamment à se mobiliser massivement en cas d'arrestation, à rencontrer des sans-papiers, pour mieux les aider. Isolés, ils peuvent faire l'objet d'expulsions qui se déroulent en toute invisibilité ; dans le plus grand silence, des drames se jouent. Alors que si les personnes visées sont connues des réseaux d'aide, des soutiens peuvent se mettre rapidement en place, et l'agitation ainsi créée rend la tâche des autorités plus délicate.
D'autres idées seraient, entre autres, de :
- lancer des campagnes de refus, de protestations ;
- faire des actions spectaculaires ;
- inonder les administrations de fax, de courriels ;
- signer le manifeste des innombrables (voir encart) ;
- alerter les citoyens sur la remise en question de la notion même des droits de l'Homme en France ;
- déclarer que les étrangers sont une richesse pour le pays.

De même, l'idée de poursuivre les préfets en justice pourrait être envisagée. Après tout, ce sont eux qui signent les arrêtés d'expulsions. Même s'ils ne font qu'obéir aux ordres, ils sont responsables de leurs actes. Certains sont peut-être prêts à refuser de coopérer. Par le passé un préfet est devenu célèbre en refusant d'obéir aux ordres de Vichy !

Démocratie en danger

Le silence des uns, l'atonie des autres peuvent amener les autorités à durcir encore, si faire se peut, la situation. Dans cette éventualité, le pire est à craindre. Pourtant, dans ce domaine, les politiques passées et actuelles ont fait la preuve de leur incapacité à résoudre les problèmes. Hélas, avec l'aide de communicants bien rodés, et la prétendue approbation d'une partie de la population, l'escalade vers un Etat encore plus répressif, n'est pas à exclure. Il ne faut pas oublier, en effet, que bien souvent les atteintes aux libertés et aux droits des personnes, commencent par toucher les plus démunis pour se généraliser ensuite à l'ensemble de la population. Ne laissons donc plus les gouvernants agir impunément. Demandons la suppression de certaines lois et exigeons, l'arrêt des expulsions, de la chasse aux sans-papiers, la fermeture des centres de rétention administratifs, une véritable politique d'intégration et de régularisation, l'instauration d'une démocratie digne de ce nom, où chacun est respecté et libre de ses mouvements.

Michel Jarru ■

Procès
Le 26 novembre 2007, a eu lieu le procès de François Auguste, vice-président communiste de la région Rhône-Alpes, pour "entrave à la circulation d'un aéronef afin de soutenir des personnes faisant l'objet d'une reconduite à la frontière". Il avait protesté contre la présence de sans-papiers dans un avion qu'il empruntait. Début janvier, il a été condamné à 500 € avec sursis. L'élu souligne l'embarras du tribunal.

À lire

No woman's land
Ricardo Montserrat et collectif
Ed. du Cerisier (B 7033 Cuesmes)
2007 - 314 p. - 13,50 €

A l'initiative de l'association Miroir Vagabond, Ricardo Montserrat a animé un atelier d'écriture avec une trentaine de demandeurs d'asile, originaires de vingt-six pays différents. L'histoire démarre en Tchétchénie avec un attentat contre les troupes russes d'occupation. L'héroïne s'enfuit pour éviter les représailles. Elle rejoint d'abord Moscou pour ensuite travailler et financer son passage à l'Ouest. Elle arrivera après moult péripéties en Belgique où elle se retrouvera dans un centre de rétention avec de nombreux autres demandeurs d'asile. Elle se heurtera alors au racisme, à l'administration, mais découvrira aussi des réseaux de solidarité. Le voyage entre Moscou et Anvers est assez délirant, multipliant les situations limites : on peut imaginer que chacun a voulu y mettre des anecdotes de son propre récit. On se croirait dans un film de Tim Burton ! L'arrivée en Belgique est plus réaliste, sans doute parce que transcrite du vécu au quotidien. Le résultat est un plaidoyer pour retrouver la confiance dans les récits de vie des sans-papiers et arrêter d'imaginer que l'on fuit son pays pour le plaisir ou pour envahir l'Europe. Un travail ambitieux et parfaitement maîtrisé. FV.

Rien n'est encore joué !

Il semble que le dossier des OGM (Organismes génétiquement modifiés) évolue enfin suite au Grenelle de l'environnement et à la grève de la faim des faucheurs volontaires. Entre effets d'annonce présidentiels et réalité, qu'en est-il vraiment ? L'avis d'Olivier Keller, paysan en Ardèche, responsable du dossier OGM à la Confédération Paysanne et membre des Faucheurs Volontaires.

› 25 octobre 2007 : une promesse présidentielle

Sarkozy déclarait le 25 octobre 2007 : "La vérité est que nous avons des doutes sur l'intérêt actuel des OGM pesticides ; la vérité est que nous avons des doutes sur le contrôle de la dissémination des OGM ; la vérité est que nous avons des doutes sur les bénéfices sanitaires et environnementaux des OGM. Je ne veux pas me mettre en contradiction avec l'Union européenne. Mais je dois faire des choix. Eh bien, dans le respect du principe de précaution, je souhaite que la culture commerciale des OGM pesticides soit suspendue."

› 4 février 2008 : vers une loi pro-OGM

Comme on pouvait le craindre, le projet de loi présenté et amendé le 4 février 2008 par le Sénat prépare le terrain pour autoriser de nouvelles cultures OGM. Certains amendements sont proprement scandaleux : un producteur d'OGM qui polluerait un voisin pourrait le dédommager en lui fournissant la même quantité en produits non-OGM… pas de condamnation donc et surtout, on fournirait par exemple un maïs chimique à une agriculteur bio. Un article de la loi prévoit un renforcement des amendes… pour les faucheurs, mais pas pour les pollueurs.

Silence : **Le jeûne engagé à Paris au mois de janvier 2008 et relayé un peu partout a permis d'obtenir le lancement de la clause de sauvegarde contre le maïs MON810. Celui-ci avait été semé en France sur plusieurs milliers d'hectares en 2007, levant une vague de protestations liées aux risques de dissémination irréversibles de ces essais génétiques dans la nature. Cette "clause de sauvegarde" nous garantit-elle que ce maïs commercial ne sera pas semé en France en 2008 ? Quid des stocks de semences OGM présents dans les coopératives ? Risque-t-on des semis "sauvages" ?**

Olivier Keller : Il est évident que les quinze grévistes de la faim, dont deux anciens porte-paroles de la Confédération paysanne, et d'autres lieux de résistances en région, ont largement contribué à ce que la clause de sauvegarde soit activée sur la dernière ligne droite. Sous réserve des réponses que la société Monsanto pouvait apporter jusqu'à fin janvier aux interrogations qui permettent de déclencher la clause de sauvegarde, et si celle-ci est rédigée, dans l'esprit des interrogations soulevées par la Haute autorité provisoire, nous vivrons une année blanche, sans MON810… Aucune demande de moratoire sur un OGM n'a été refusée à ce jour au niveau de l'Union Européenne. Le stock des semences est de la responsabilité des semenciers et de l'Etat dans la mesure où ce dernier reconnaît le principe de précaution… Si quelques fous font des semis sauvages, sans cadre, sans loi, leur responsabilité sera pleine et entière.

La France est le sixième pays à faire jouer cette clause contre ce maïs. Peut-on espérer, comme le demande la Fédération nationale de l'agriculture biologique, que cela rouvre le dossier au niveau européen… et que la France, qui va avoir la présidence au deuxième semestre 2008, peut appuyer dans le sens d'un moratoire généralisé ?

Depuis quelques années nous organisons une résistance européenne et contribuons à des argumentaires que nous partageons afin que demain l'Europe soit indemne d'OGM. Dans tout les cas, le MON810 fête ses 10 ans et doit être réévalué au printemps au regard des nouvelles réglementations (2001/18). Dans le même temps, Stavros Dimas, président de la Commission Européenne, vient de se prononcer contre deux nouvelles demandes d'autorisation de BT (OGM intégrant un pesticide comme le MON810) avec les mêmes réserves qui nous permettent d'enclencher la clause de sauvegarde. Enfin, dans le cadre international, l'UE doit répondre à une plainte des USA, du Canada et de l'Argentine, portée par l'OMC, Organisation mondiale du commerce, concernant des OGM. Suite aux dernières décisions françaises, il semble évident que la présidence au deuxième semestre 2008 puisse contribuer à un moratoire généralisé concernant les BT et qui sait, concernant les OGM en général.

Matignon a annoncé "en compensation" un quadruplement des budgets de recherche dans les biotechnologies : la porte ouverte à l'autorisation de nouveaux OGM ? La loi qui va être présentée au Sénat le 5 février 2008 et à l'Assemblée nationale après les élections municipales prépare-t-elle aussi l'acceptation de nouveaux OGM ?

Le quadruplement du budget de recherche dans les biotechnologies est une compensation aux pro-OGM et nous espérons qu'elle ne servira qu'à répondre aux questions environnementales, agraires et de santé que se posent les citoyens, et à répondre aux doutes et questions que la clause de sauvegarde soulève, et non pas à accompagner une technologie que plus de 80% de citoyens ne veulent voir ni dans leurs champs, ni dans leurs assiettes.

La loi : depuis 2006 le cadre n'a pas changé ; elle est proposée comme une loi de dissémination autorisée et concerne les OGM et pas seulement le maïs. La coexistence est impossible, Mr Borloo comme l'INRA, Institut national de recherche agronomique, récemment, l'ont reconnu. Nous réclamons, comme dans le cadre des conclusions du Grenelle, une loi qui garantisse "Le droit et la liberté de consommer et de cultiver sans OGM". L'acceptation ou non de nouveaux OGM ne dépendra que de la responsabilité de nos parle-

mentaires et des résistances que nous saurons consolider au niveau européen et international. Pour la première fois dans cette histoire d'OGM, la problématique des systèmes agraires et apicoles semblent entendue.

Avec seize associations nationales, nous proposons d'intégrer dans la loi différents amendements dont deux marqueront les esprits :

- Le seuil de contamination : Zéro, c'est zéro et non pas 0,9 % (seuil d'étiquetage et non de contamination).
- La responsabilité de tous les opérateurs de la filière et pas seulement des paysans.

Comment expliquer que l'on débloque cet argent pour les biotechnologies maintenant... alors que depuis le Grenelle et les engagements en faveur de la bio, aucun financement n'a été trouvé pour cette dernière ? Uniquement pour rassurer les Limagrain et dirigeants FNSEA ?

Une partie de la réponse est dans la question, une autre je l'ai faite ci-dessus, enfin posons-la aux intéressés qui savent faire du lobbying au sein même de l'Etat.


E. Morales

Olivier Keller.

Quid des procès en cours des faucheurs et des suites judiciaires ? Peut-on plaider une amnistie dans la mesure où les faucheurs ont fait acte de "précaution" en amont de la clause de sauvegarde ?

Il faut noter l'indépendance de la justice et de l'Etat !

Par trois fois, des procès ont été reconduits après le Grenelle. Une succession de procès nous attend sans parler des convocations pour prélèvement d'ADN.

Maintenant que la clause de sauvegarde est activée, il est évident que la reconnaissance des actions et des OGM mis en cause font que c'est du rôle de notre syndicat, des associations, des élus et parlementaires de demander une amnistie environnementale.

Quelles stratégies possibles pour les Faucheurs Volontaires en 2008 ? Faut-il envisager de contrôler les semis de maïs pour s'assurer du respect du lancement de la clause de sauvegarde ?

Pour la Confédération Paysanne et les Faucheurs Volontaires, dans un contexte ou les essais en plein champ ne sont pas remis en cause, il est évident qu'il y aura terrain d'expression car jusqu'à ce jour les essais n'ont fait que prendre nos champs pour des paillasses de laboratoires ou comme terrains à des certificats de semences.

Si l'Etat et ses services (préfets, Direction régionale de l'agriculture et de la forêt, protection des végétaux, Ministre de l'agriculture…) remplissent leurs fonctions au service des citoyens comme ils auraient dû le faire, il n'y aura aucune raison que nous intervenions.

Quelle stratégie au niveau international pour lutter contre les OGM espagnols ou les arrivées de soja OGM d'Amérique du Sud destiné à l'alimentation animale ?

Au niveau international, le jugement de l'Erika en dit long sur les possibilités de recours et de responsabilités collectives environnementales que nous pourrons utiliser. (1)

De plus, des résistances existent en Union Européenne comme je l'ai signifié plus haut. Enfin le plus grand syndicat paysan mondial *Via Campesina*, et quelques associations environnementales ainsi que quelques Etats sauront convaincre que le brevet sur le vivant est un diktat et les biotechnologies en plein champ un asservissement des citoyens qui va à l'encontre de l'environnement.

Comme pour le soja au Canada, les paysans bio en Espagne ne peuvent plus cultiver leur maïs et sont obligés de s'approvisionner en France. Dans le cadre de l'Union Européenne et de nos relations nous contribuons a sensibiliser les consommateurs et paysans aux risques qu'engendrent ces cultures.

Dans le cadre de la loi nous réclamons l'étiquetage des produits animaux nourris avec des OGM. En terme de souveraineté alimentaire nous réclamons moins de dépendance en protéines, enfin nous accompagnons toutes les démarches d'autonomie territoriale et de contrats avec des intrants sans OGM.

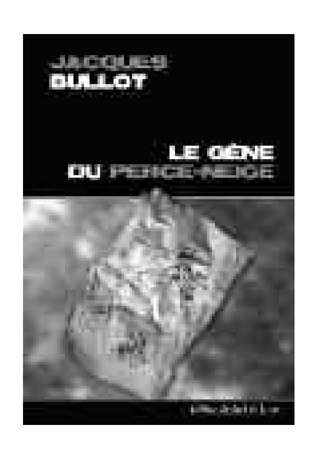
Propos recueillis le 21 janvier 2008 par Guillaume Gamblin et Michel Bernard ■

À lire

Le gène du perce-neige

Jacques Bullot
Ed. du bout de la rue (92170 Vanves)
2007 - 182 p. - 15 €

Ce roman policier efficace s'appuie sur l'histoire réelle du chercheur britannique Arpad Pusztai, mis sur la touche après avoir révélé une augmentation des maladies chez des rats ayant mangé des pommes de terre sur lesquelles a été implanté le gêne du perce-neige. Un jeune chercheur brillant fait la même découverte dans un laboratoire du centre de la France et va découvrir ce qu'il en coûte de chercher à faire publier ses résultats. En parallèle, un homme est retrouvé mort près du laboratoire avec de curieuses plaques d'urticaires. Une écriture concise et efficace qui nous permet au passage de comprendre un peu mieux le monde des multinationales de la transgénèse. Préface par José Bové. FV.



(1) Voir brève page 16.

Une énergie écologique sur quatre pattes

Pendant plusieurs millénaires, l'humanité n'a pu se passer de la force de travail animale. C'est avec les animaux qu'on transportait hommes et marchandises, qu'on cultivait les champs, et aussi, malheureusement, qu'on faisait la guerre.

Avec l'invention de la force motrice à vapeur, et plus encore avec l'introduction du moteur à explosion dans le monde industrialisé (en Europe, en Amérique du nord), les animaux de travail, ânes, mulets, bœufs et chevaux, furent progressivement mis au rancard et, finalement, menacés de disparition.

C'est tout particulièrement le plan Marshall, par lequel les Etats-Unis déclenchèrent l'industrialisation de l'agriculture en Europe de l'ouest, qui eut un effet catastrophique sur les effectifs des animaux de trait. Les hommes politiques et les cadres du monde agricole poussèrent délibérément à la disparition de ces animaux, pour permettre cette révolution.

Au début des années 1960, la survie de races de chevaux de trait qui avaient fait leurs preuves était extrêmement menacée. Ces races ne purent continuer à vivre que grâce à la passion de quelques éleveurs, et, dans certains pays comme la France, la Belgique et les Pays-Bas, grâce à un nouvel objectif d'élevage clairement affiché : la production de viande — cela conduisit au moins à ce que, en France par exemple, on put conserver les neuf races indigènes de chevaux de trait. Mais cette orientation unique transforma les races, et beaucoup de leurs qualités faillirent être perdues.

Fort heureusement, le milieu connut en Europe de l'ouest, vers le début des années 1980, une renaissance graduelle. Certains, peut-être plus éclairés, surent reconnaître dans la force animale un potentiel. C'est d'ailleurs à cette époque que l'on reprit des études techniques et des expériences que dans l'élan du « progrès », tout le monde, ou presque, avait mis de côté. Des associations régionales, nationales et internationales se créèrent pour encourager cette utilisation, pleine de sens sur le plan écologique.

La situation actuelle

La conscience liée à l'environnement a nettement augmenté ces années dernières dans presque tous les Etats européens. Les changements climatiques qui s'esquissent, comme les effets négatifs de notre système économique, y compris dans l'agriculture, ont sensibilisé l'opinion. On cherchait et on cherche toujours des solutions pour conserver un environnement vivable et limiter les besoins en énergie. Pour cela, on a trouvé quelquefois de bonnes solutions, mais aussi, souvent, des solutions aberrantes. Parmi celles-ci, les nuisibles, on trouve l'énergie nucléaire et la production des agrocarburants (biodiesel et bioéthanol). Cette dernière offre un bilan énergétique négatif et prépare un désastre écologique. On détruit des forêts primaires. Puis ce sont des sols qui devraient servir à la production d'aliments qui sont dégradés pour la production des agrocarburants. L'emploi massif des engrais minéraux et des pesticides nécessaires à ces cultures en alourdit encore, et fortement, l'écobilan. Non seulement on utilise d'énormes quantités d'eau, mais il se dégage, à cause de l'emploi massif d'engrais, énormément de gaz dangereux comme le protoxyde d'azote, NO_2.

Au niveau mondial, les conséquences sociales pour les populations indigènes sont catastrophiques. Les prix des terrains agricoles et des fermages connaissent dans les pays concernés de faramineuses augmentations. Déjà on revient en arrière sur les réformes agraires entamées comme sur celles qui étaient prévues. Les populations campagnardes du cru sont chassées souvent brutalement ou forcées de travailler comme des esclaves sur les plantations.

Ici même, et dès maintenant dans notre riche Europe, la culture en pleine expansion des plantes pour la production d'énergie provoque aussi une énorme augmentation des fermages agricoles. Les effets négatifs de ces cultures se répercutent déjà sur les productions alimentaires. L'homme moderne, celui qui pense seulement en dimension économique (homo œconomicus!), recherche le plus souvent les solutions techniques de grande envergure. Il s'enthousiasme quand les plus grandes étendues possible sont travaillées avec les plus grands équipements possibles. Dans tous les cas, il faut seulement utiliser les procédés hautement technologiques. Même dans les organisations de protection de l'environnement européennes, on est étonné de voir appliquer la plupart du temps des solutions techniques plus ou moins compliquées. A peine quelques-uns de nos distingués protecteurs de la nature en

Quelques revues

En francais :

■ *Sabots – Traditions & Animaux du Terroir*
En kiosque ou www.sabots-magazine.com, tél : 02 31 15 53 53.
A signaler, son premier hors-série: « le débardage au cheval en France ».

En anglais :

■ *Small Farmers Journal*
P.O.Box 1627 Sisters, Oregon USA 97759-1627
www.smallfarmersjournal.com

■ *Rural Heritage*
281 Dean Ridge Ln. Gainsboro TN 38562-5039
www.ruralheritage.com

En allemand :

■ *Starke Pferde*
Weisser Weg 109
D – 32657 Lemgo
0049 5261 92 79 26
www.starke-pferde.de
eschroll@starke-pferde.de
Un trimestriel très intéressant et engagé, qui a su réunir les très nombreux utilisateurs et éleveurs allemands surtout, mais aussi suisses, autrichiens...


Erhard Schroll/Starke Pferde

Semoir moderne, conçu pour la traction animale.

arrivent à la solution la plus simple. Cette alternative, qui, certes, ne résoudra qu'une partie du problème, mais qui tout au moins le réduira, c'est d'utiliser des chevaux et d'autres animaux pour travailler.

Le cheval de travail

Considérons tout d'abord les chevaux, dont nous allons présenter les avantages mais aussi les inconvénients de l'utilisation dans l'agriculture et la sylviculture.

- puisque le cheval se nourrit seulement de plantes (une matière première renouvelable), il est de l'énergie solaire métamorphosée en un corps et quatre membres dotés de puissants muscles et tendons ;
- le cheval se reproduit lui-même contrairement aux tracteurs et autres machines qui pour être produits et fonctionner, dévorent de grandes quantités d'énergies fossiles et de matières premières ;
- le cheval n'émet aucun gaz nuisible excepté le CO_2 que produit chaque être vivant. Contrairement aux ruminants, les équidés ne produisent pratiquement pas de méthane ;
- les excréments du cheval — les crottins et l'urine — sont des engrais de valeur. Le tracteur ne produit que des gaz d'échappement et de dangereuses huiles usées ;
- le cheval ne provoque pas, contrairement aux tracteurs et aux grosses machines, de dégâts irréversibles du sol ; tout au plus des tassements ponctuels qui ne sont pas durables. Il faut noter ici que le tassement des couches profondes n'est pas seulement dû au poids des engins mais surtout au moteur à explosion, dont les vibrations provoquent l'asphyxie qui limite au maximum les micro-organismes nécessaires à la vie ;
- les outils et machines tirés par les chevaux sont modestement dimensionnés, nécessitent pour leur fabrication relativement peu de moyens en ressource et en énergie ;
- les chevaux possèdent dans les situations extrêmes une réserve de force importante, qui peut être mobilisée dans un court délai. Ce qui n'est pas possible pour un tracteur pour des raisons techniques ;
- les harnais des chevaux sont réalisés en cuir (de la peau de bœuf travaillée) ou dans d'autres matières neutres pour l'environnement, avec peu de métal ;
- à la fin de leur vie de labeur, les chevaux peuvent produire : de la viande, du cuir, des os (pour la colle ou les engrais) et des crins ;
- une augmentation de l'utilisation des chevaux de trait au travail aurait des effets positifs dans les campagnes : on aurait besoin de maréchaux-ferrants, de fabricants de harnais, de charrons et de marchands de fourrage ;
- l'utilisation des chevaux pour le travail supposerait de pouvoir disposer de bons chevaux, ce qui serait profitable à l'élevage en général, et à la conservation des races autochtones ;
- l'usage des animaux de trait garantit, puisqu'ils se reproduisent eux-mêmes et consomment des aliments produits localement, une grande indépendance vis-à-vis de l'agro-business (machines, pièces de rechange, carburants, aliments) et des institutions de crédit (banques).

Malgré ses nombreux avantages, cette utilisation comporte aussi des inconvénients d'ordre économique que l'on ne doit pas taire :

- quand ils ne sont pas au travail, les chevaux ont besoin d'un minimum de nourriture et de soins donnés par l'homme. Ici, on ne peut pas simplement arrêter le moteur, comme avec un tracteur, et le démarrer à nouveau, après plusieurs jours de repos ;

La traction animale à travers le monde en quelques chiffres

Sur environ 1,3 milliards d'agriculteurs au monde (Source FAO 1998),

- près de 30 millions bénéficient du trio mécanisation / intrants synthétiques/irrigation ;
- 300 millions utilisent la traction animale et la fertilisation animale, peu l'irrigation ;
- le milliard restant travaille manuellement de diverses manières (grattage, bâton à fouir, donc travail humain).

Le labour en traction animale a donc une importante marge de progression. Elle représente souvent une phase de transition entre travail humain et motorisation.

- Environ 80 chevaux-vignerons en France en 2005

En Bourgogne, 11 prestataires de service travaillent avec des chevaux sur différentes domaines.

- 34,5 millions de m³ de bois débardés par an en France et 50 000 m³ à cheval.

Environ 40 débardeurs à cheval recensés en 2005 en France.
En Scandinavie ce sont 7000 débardeurs à cheval et 15 000 chevaux.

- Environ 30 villes et communes françaises emploient un ou plusieurs chevaux : transports de matériel et de personnes, collecte de déchets, entretien de parcs…
- Environ 55% de l'énergie agricole mondiale est encore animale !

(Compilé par **Hippotese**)

- le travail avec les chevaux demande des bras, puisque les machines et les outils utilisés sont moins puissants et que les parcelles travaillées sont plus petites. Cela crée, par contre, un paysage agricole varié, une biodiversité plus grande, des emplois dans les campagnes, et contribue donc à éviter l'exode rural vers des ghettos citadins ;
- les gens qui travaillent avec des chevaux ou autres animaux doivent nouer une relation avec eux et l'entretenir. Le tracteur, lui, s'en fiche si son conducteur l'aime ou pas.

Mais au fait, ce dernier point est-il à mettre dans les avantages ou dans les inconvénients ?

Les possibilités d'emploi pour le cheval

Dans l'Europe actuelle, les possibilités d'employer le cheval avec bon sens, dans la durée et valablement sur le plan économique, sont nombreuses. Il faudrait cependant au préalable un changement fondamental de l'actuelle politique agricole commune. Il faudrait cesser de subventionner les grandes exploitations, et de soutenir financièrement des mesures insensées sur le plan écologique comme les rabais sur les carburants pour les exploitations agricoles. (Question : y a-t-il des rabais sur le gas-oil dans tous les pays de l'Union ? C'est le cas au Luxembourg, en France…)

Les possibilités d'utiliser le cheval sont très variées comme le montre la liste suivante :

- dans l'agriculture, y compris le maraîchage et la viticulture ;
- dans la forêt et les pépinières ;
- pour l'entretien des zones sensibles et le débroussaillage ;
- dans le domaine communal : entretien des espaces verts, arrosage, transport des poubelles, tri sélectif, etc. ;



Erhard Schroll/Starke Pferde

Collecte de déchets en milieu urbain.



Débardage en forêt, technique dite "en traîne directe".

- dans le domaine de l'équitation : hersage des carrières, des manèges, nettoyage des écuries et entretien des chemins cavaliers ;
- dans les transports : à l'intérieur et à l'extérieur des exploitations, sur de courtes distances ;
- dans le tourisme «doux», respectueux de l'environnement ;
- dans les activités de loisir : équitation, attelage.

Certains points doivent être davantage précisés, en ce qui concerne l'agriculture et la sylviculture.

Dans une agriculture respectueuse de l'environnement, tous les travaux peuvent être effectués par les chevaux. Cependant, et tout particulièrement au moment des récoltes, on aura besoin d'un nombre relativement élevé de bras. Il peut se présenter des situations où l'emploi du tracteur et des plus grosses machines ne peut pas complètement être rejeté.

Dans le domaine des travaux en forêt, les chevaux seront utilisés avant tout pour le débardage. La distance de traîne des bois dépend des conditions locales de terrain et des habitudes. Des moyens modernes (porteurs forestiers hippotractés, munis d'un grappin, luges spéciales) peuvent faciliter le travail des chevaux et en augmenter nettement le rendement. Le transport du bois de la forêt à la scierie se fait de nos jours par camion ou par tracteur.

La régénération naturelle des parcelles forestières peut être préparée à l'aide des chevaux (travail des sols) et réalisée avec eux également (semoirs spéciaux). Ces pratiques sont relativement intéressantes sur le plan financier (meilleur marché que la plantation) pour une bien meilleure préservation du sol et des arbres existants.


Erhard Schroll/Starke Pferde

Les autres animaux de travail

En Europe, ce sont principalement les chevaux qui sont utilisés comme animaux de trait. Mais il y a des endroits où on emploie avec efficacité les mulets, les ânes et les bovins. Ici, ce sont les données locales et traditionnelles qui ont une grande influence.

Au niveau mondial, les chevaux jouent un rôle plus réduit qu'en Europe ou en Amérique du nord. Dans les zones tropicales ou sub-tropicales, dominent les bœufs, les buffles, les ânes, les mulets, les chameaux, les éléphants, les chiens et les chèvres. Ces espèces sont utilisées en tant qu'animaux de trait (agriculture, transport) ou de bât (transport de personnes ou de biens).

Sans l'aide et l'utilisation de ces centaines de millions d'animaux, la situation économique dans les pays du Sud serait encore plus catastrophique qu'elle n'est. Même les pays dits "émergents" ne pourront pas se passer, et avant longtemps, de leurs animaux de travail : leur remplacement brutal et précipité par des machines à moteur conduit au chômage massif et à l'exode inévitable vers des bidonvilles surpeuplés où l'espoir n'est plus de mise, ou à la fuite dans des pays plus riches.

A l'intérieur de l'Europe où les problèmes, relativement, sont moins graves, se développent pour les mêmes raisons ces mouvements d'émigration, en particulier d'est en ouest, bien qu'ici les conséquences sociales pour les pays concernés ne soient pas, et pour longtemps encore, mesurables.

Aspects politiques et devoirs

Les politiques et les économistes continuent à nourrir l'illusion qu'un jour, les pays actuellement pauvres de cette planète pourraient atteindre le même niveau de vie (en terme de consommation) que les riches pays occidentaux. Les ressources de notre terre sont bien trop limitées, et le manque d'énergie disponible bien trop grand, pour que cette illusion puisse devenir réalité.

Cela signifie que pour essayer de créer un monde à peu près juste, les nations riches ont un devoir absolu de morale et de raison. Nous, les habitants des pays qui consommons et gaspillons le plus de denrées et d'énergie, devrions sensiblement réduire nos besoins au bénéfice des pays plus pauvres. Un des chemins pour y arriver peut être d'utiliser à nouveau les animaux de trait en grand nombre. Dans nos pays hautement développés, ces derniers devraient regagner leurs lettres de noblesse, leur utilisation étant la forme la plus valable et la plus intelligente d'utilisation de l'énergie, de l'énergie solaire transformée.

Les pays riches, ceux qui ont le niveau technologique le plus élevé, doivent aller vers une agriculture et une sylviculture respectueuses de l'environnement, pleines d'égards pour les sols et les ressources. Ce qui n'est possible à long terme que par une utilisation bien réfléchie et bien adaptée des chevaux et autres animaux de trait (ici, il faut malheureusement noter que les utilisateurs de la traction animale doivent financer eux-mêmes intégralement la recherche et les essais pour la mise au point d'outils performants en adéquation avec les technologies modernes). Mais c'est seulement ainsi qu'on pourra démontrer d'une manière convaincante qu'utiliser la force de travail animale n'est pas rétrograde, mais au contraire totalement bien fondé écologiquement, socialement, économiquement. L'image des animaux qui travaillent en serait considérablement revalorisée ; cela se répercuterait dans les pays plus pauvres, et conduirait à ce que les animaux y soient beaucoup mieux traités, entraînant une amélioration de leur santé, et une augmentation de leur durée de vie, y compris au travail.

C'est aux pays très développés de démontrer que l'utilisation des animaux de trait n'est pas ringarde, ni passéiste, mais vraiment au contraire une idée avancée. Les connaissances pratiques et théoriques sur ce sujet ont considérablement progressé ces dernières années. Maintenant c'est aux citoyens des pays riches de créer le rapport de force qui obligera les hommes politiques à se diriger vers un monde meilleur et plus juste !

Reinhard Scharnhölz ■
Docteur vétérinaire.
Président de l'IGZ,
Interessengemeinschaft Zugpferde e.V,
Vice-président de la Fectu. (Voir encadré)

Carnet d'adresses

■ FECTU, Fédération européenne du cheval de trait pour la promotion de son utilisation, 9, rue Principale, 7475 Schoos, Luxembourg, fax : 00352 32 59 90, www.fectu.org. Cette association a été fondée en 2003 au Luxembourg par sept associations venant de cinq pays européens. Elle regroupe aujourd'hui quatorze associations en Allemagne, Angleterre, Belgique, France, Luxembourg, Norvège, Pologne et Suède.

■ HIPPOTESE, Association Hippomobile de technologie et d'expérimentation du sud-est, 05250 Saint-Didier-en-Dévoluy, tél : 04 92 58 88 01, www.hippotese.free.fr.

■ PROMMATA, Promotion d'un machinisme moderne agricole en traction animale, La Gare, 09420 Rimont, tél : 05 61 96 36 60, www.prommata.org. Voir article dans *S!lence* n°331.

■ CERRTA, Centre européen de ressources et de recherches en traction animale, 2, place de l'Eglise, 25270 Villers-sous-Chalamont, tél : 03 81 49 36 41, http://cerrta.monsite.wanadoo.fr

■ SNCP, Syndicat national des cochers professionels, 15, rue de la Gare, 28320 Gallardon, tél : 02 37 31 06 28.

■ DCE, Débardage chevaux environnement, www.debardage-cheval-environnement.com.

■ CECD, Comité européen des chevaux de débardage, 50, rue des Aubépines, 6800 Libramont, Belgique, tél : 00 32(0) 84 / 34 43 14, www.cecdebardage.be.

Stand de S!lence lors du rassemblement "Tous à Cherbourg", les 15 et 16 avril 2006.



P-E Weck

Des lecteurs en action...

La revue *S!lence* vit aujourd'hui, grâce au travail des cinq salariés à temps partiel, mais aussi à l'investissement bénévole d'un grand nombre de lecteurs et de lectrices.

"Dimanche à Rennes, quelqu'un de Lyon m'a acheté un S!lence sur le stand, il ne connaissait pas la revue alors qu'il habite à quelques pas du local..." Voici une anecdocte fraîchement rapportée par Alexis, correspondant de la revue depuis six ans, qui tient une dizaine de stands chaque année, essentiellement en Bretagne.

Après une période avec une tentative de professionnalisation comme cela se pratique dans nombre d'autres médias, pour ses vingt ans, en 2002, *Silence* a lancé une nouvelle formule de diffusion de la revue : des lecteurs et des lectrices tiennent des stands et des tables de presse bénévolement. Cela va de la petite foire bio locale aux quelques grands salons comme Marjolaine ou Primevère, mais aussi à la sortie d'une projection ou d'une conférence sur un thème proche de la revue, voire pendant une manifestation (antinucléaire par exemple). Au sein de la revue, l'inscription à l'événement, quand elle est nécessaire, et l'envoi des revues s'effectuent par une personne salariée partiellement (1/4 temps).

Cette nouvelle formule est plutôt satisfaisante dans son ensemble. Elle évite de grands déplacements effectués par une même personne (ce qui était le cas auparavant) et permet également d'être présent sur plusieurs événements la même fin de semaine. Elle présente aussi de nombreuses lacunes : il y a des régions où aucun lecteur ne se porte volontaire, et notre présence reste aléatoire (désistements par exemple).

Une des grandes difficultés pour obtenir un stand est le délai dans lequel nous avons besoin de savoir que quelqu'un sera disponible. Nous pouvons bien heureusement aussi arranger des inscriptions de dernière minute avec des organisateurs très ouverts et accueillants.

Nous avons une poignée de correspondants "fidèles", qui n'hésitent pas à se lever à l'aube le dimanche matin pour installer un stand de fortune, à braver tantôt la pluie, tantôt le cagnard des foires en plein air, et le brouhaha des salons couverts. Quelques-uns prennent même l'initiative de nous contacter bien en avance pour faire le point des présences qu'ils pourront assurer les mois à venir afin de nous aider à organiser les inscriptions et les envois. Merci à eux, (Mireille, Alexis, Michel, Jean-Louis, Émile, Jean-François, Martine...)

Améliorer la communication

Pendant les cinq dernières années, plus de 200 personnes ont tenu ou aidé ponctuellement sur un stand, mais ceux/celles qui poursuivent leur aide plusieurs années sont peu nombreux/nom-

breuses. Nous ressentons une limite à cette implication car il n'y a pas de "retour" de notre part. Cela est dû essentiellement à l'éloignement qui restreint nos échanges à une communication téléphonique et quelques courriers postaux ou électroniques. Cette année nous avons souhaité faire le point sur leurs ressentis et 29 ont répondu à un petit questionnaire (sur 67 personnes sollicitées). Tous souhaitent figurer dans un répertoire de bénévoles, mais aussi développer des relations avec d'autres lecteurs et lectrices bénévoles localement ou régionalement. C'est là que les difficultés commencent car souvent nous n'avons pas plusieurs personnes recensées dans le même secteur.

Globalement, la tenue des stands est très satisfaisante au niveau relation humaine, échanges et débats suscistés, contact locaux. Certains n'apprécient guère l'aspect commercial : vente de la revue, mais aussi environnement très commercial des autres stands. Plusieurs bénévoles nous font remarquer qu'un point d'achoppement du stand *Silence* est le manque d'un "produit d'appel" ou d'un visuel accrocheur.

Jean-Louis Michel nous livre son astuce : "le port d'un tee-shirt noir arborant le logo jaune "Ogm, j'en veux pas", est très opportun pour s'identifier comme citoyens ayant déjà fait des choix alternatifs sur l'agriculture, la santé, l'écologie, […]."

L'idée de proposer la présentation de la revue à d'autres exposants ne fait pas l'unanimité car les bénévoles savent bien qu'il est difficile de parler de plusieurs associations ou causes à la même "table". Quelques propositions reviennent toutefois : les associations locales fédérées par le réseau Sortir du nucléaire, les faucheurs d'Ogm, les associations locales de producteurs bio.



échange publicitaire

La participation à la mise en place d'animations locales enthousiasme la plupart à condition d'être au moins deux, mais les volontaires se répartissent tantôt en animateurs potentiels, tantôt en aide à l'organisation, peu ou pas en conférenciers. Reste donc à élaborer une liste d'intervenants possibles pour des conférences. Les thèmes les plus plébiscités sont la décroissance, la simplicité volontaire, puis l'agriculture biologique et l'énergie ; en revanche les relations nord-sud et les Ogm sont peu proposés, le nucléaire et la santé moyennement.

Les ventes sur les stands et plus encore les abonnements sont en baisse sur les foires biologiques ou salons écologiques. À l'opposé, les manifestations "de rue" permettent de diffuser rapidement la revue sans mobiliser de longues heures les bénévoles. Un diffuseur de *Silence*, de *la Décroissance* et de *l'Age de faire* nous rapporte que ces ventes ont été plus importantes en une heure sur la manifestation contre Iter à Marseille, à l'automne 2007, que pendant dix jours à Marjolaine à Paris ! Cela pose question et laisse rêveur !

Lieux de vente

Parallèlement à la diffusion ponctuelle par les bénévoles, les points de vente de la revue oscillent autour des 230, en réel progrès ces dernières années, mais cela pourrait augmenter bien davantage grâce aux lecteurs et lectrices. En effet, les prospections "commerciales" sur fichiers, adresses repérées "au hasard" ne sont pas très efficaces comparativement à celles qui sont effectuées auprès de lieux connus et signalés par les lecteurs. Il est donc très important que toutes les personnes qui nous lisent nous communiquent les coordonnées des lieux près de chez elles qui leurs semblent appropriés à diffuser la revue : librairies, café, restos, boutiques (bio, équitables, ou simplement tenues par des personnes ouvertes à l'écologie). Mais aussi aux maraîchers, boulangers, et autres producteurs des petits marchés qui peuvent consacrer un coin de table pour présenter la revue. Ils sont déjà quelques-uns à être ainsi dépositaires et nous confient que c'est parfois une bonne accroche pour eux d'ouvrir la conversation avec *Silence* et que cela permet de donner une autre dimension aux petites emplettes hebdomadaires des clients, car enfin le marché est un lieu de débat idéal !

Dorothée Fessler ■

Si vous voulez diffuser vous aussi *S!lence*,
bénévolement, ou en devenir dépositaire,
ou connaître le correspondant régional,
vous pouvez prendre contact le mardi avec
Dorothée au 04 78 39 55 33,
ou laisser vos coordonnées un autre jour
ou bien écrire par courrier postal.

> Correspondants à contacter :

■ **Auvergne :** Clara et Gilles, tél : 04 71 77 44 57.
■ **Bourgogne :** Michel, tél : 06 17 66 44 85.
■ **Bretagne :** Alexis, tél : 02 99 07 87 83 ; Yves, tél : 02 96 80 00 73.
■ **Centre et sud-est :** Michel et Patricia, tél : 02 54 37 27 26 et 06 84 51 26 30.
■ **Champagne-Ardennes :** Jean-François, tél : 03 25 32 24 42 ; Marie-Noëlle, tél : 03 87 01 87 14.
■ **Franche-comté :** Martine, tél : 03 84 78 01 19 ; Jean-Pierre, tél : 03 81 50 93 55, Philippe, tél : 03 81 84 41 34.
■ **Limousin :** Christophe, tél : 05 55 20 97 59.
■ **Lot-et-Garonne :** Émile, tél : 05 53 87 84 58
■ **Montpellier** et environs : Paule, tél : 04 67 96 69 28.
■ **Oise :** Brig, tél : 02 33 25 63 62.
■ **Paris :** Mireille, tél : 01 43 57 20 83.
■ **Provence :** Véronique, tél : 04 94 47 09 45 (Var et Alpes-Maritimes).
■ **Rhône-Alpes :** Christille, tél : 04 32 81 94 91 (Ardèche et Drôme).
■ **Sud-est :** Jean-Louis, tél : 06 30 54 39 80
■ **Toulouse** et environs : groupe décroissance, Valérie : 05 34 36 55 73 ; Pascal : 05 62 71 02 43.

Courrier

Le droit, un outil de lutte

Il y a déjà quelque temps, des lecteurs de Silence regrettaient de ne pas trouver de réflexions critiques et de propositions sur le terrain du droit, de juristes militants (ce n'est pas surprenant : denrée très rare !). Dans le numéro suivant, un avocat proposait ses services ! c'est typique. Silence semble ne pas échapper, comme la plupart des personnes, au discours et aux croyances dominants que je résume : le droit serait une sorte d'être technique à part, l'affaire de l'Etat, des spécialistes que sont les juristes. Alors que le droit est éminemment politique, au cœur de la vie de chacune et de chacun, donc nous pouvons tous et toutes être acteurs et producteurs de droit. Le droit est un outil de lutte.
Je vous invite à vous rapprocher d'une initiative récente et originale initiée par des paysans de Rhône-Alpes (dont plusieurs de la Confédération Paysanne). De petites équipes de paysans se sont constitués dans plusieurs départements pour aborder dans une pratique alternative (...) la question juridique avec leurs collègues rencontrant des problèmes, appuyés si c'est nécessaire par un militant juriste (Delphine Garend, basée dans la Drôme) dans des structures associatives départementales (CAJ : Comité d'action juridique) regroupées à la région dans un Comité d'action juridique Rhône-Alpes, 8, quai Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 72 41 74 42. (...)
En zone urbaine vous pouvez aussi vous rapprocher d'une autre initiative déjà ancienne (1980) : Boutique de droit, 45, rue Smith. 69002 Lyon, tél : 04 78 37 29 07.
(...) Je vous invite à découvrir un petit livre qui présente une approche différente du droit et plusieurs "pratiques populaires" de droit à travers le monde : *Quand le droit fait l'école buissonnière*, Patricia Huyghebaert et Boris Martin, éd. Descartes et Cie, et à visiter le site juristes-solidarités : www.agirledroit.org.

Jean Designe
Bouches-du-Rhône

A genoux

Elève chez les Jésuites , un copain me citait un "bon Pére" : Si tu n'as pas envie de prier, mets toi à genoux...Ça viendra !"
Nulle trace de coercition dans cette proposition... Mais qu'en est-il de cette technique de menagement dans notre monde d'aujourd'hui ?
Il n'y a pas plus d'obligation à faire quelque chose dont on n'a pas envie. Mais une insidieuse pression médiatique et de marketing nous conduit bien à nous mettre à genoux... en douceur.
Vous n'avez pas envie, non pas de prier, mais d'acheter un deuxième lecteur DVD ? C'est la saison des soldes ! Pensez à votre gosse avec sa "seule" télévision dans sa chambre ! (50% des enfants sont, pour les parents, des déclencheurs d'achat). Penchez-vous un peu, là ! au bas du rayon ! C'est bradé moitié prix ! Soyez éthique, équitable : faut bien que les Chinois vivent aussi !
Et tout ceci vous conduira bien à rentrer (c'est déjà la génuflexion) dans un magasin pour acheter votre pot de moutarde et ressortir avec un deuxième lecteur de DVD.
Vous êtes-vous demandé pourquoi les vendeurs avaient disparu des hypermarchés ? Quand ils étaient là, aux petits soins, à nous questionner sur nos souhaits, on devait leur répondre, essayer de ne pas dire n'importe quoi, en un mot "réfléchir" !
Réfléchir aujourd'hui avant d'acheter ? Réfléchir au lieu d'être soumis à ses envies du moment ?
Peut-être bien qu'à notre époque, notre premier geste de résistance est de réfléchir ! Sinon, vive les soldes... à genoux... le porte monnaie à sec !

Pierre Nicolas,
résistant à l'agression publicitaire
Prnico@aol.com

Syndicalisme révolutionnaire

Les quatre pages de débat sur l'écologie politique du n°351 m'ont vraiment plu. Des points de vues variés qui ont la place pour s'exprimer. Cela m'a donné envie de m'exprimer à mon tour.
Je suis venu à la politique par le syndicalisme et je dirais que je suis resté syndicaliste. La dichotomie syndicalisme/politique n'a de sens que si l'on réduit la politique aux luttes partisanes et aux élections et le syndicalisme à la défense des salariés. Cette dichotomie m'insupporte car je ne l'ai jamais ressentie dans le courant dans lequel je me suis inscrit, à savoir le syndicalisme révolutionnaire. Je vais donc détailler ce concept qui me paraît pouvoir éclairer le débat sur l'écologie politique.
Jusqu'à la première guerre mondiale, ce courant était l'un des principaux au sein de la CGT. L'idée était que les syndicalistes qui se battaient contre leur exploitation ne devaient pas laisser à des spécialistes la tâche de relayer leurs revendications au parlement et qu'ils étaient parfaitement capables de réfléchir aux orientations politiques et de les mettre en œuvre.
L'exploitation capitaliste est injuste ? Luttons contre en même temps que nous mettons en place les alternatives au salariat et sans attendre de convertir les parlementaires à notre cause.
Les anarco-syndicalistes espagnols l'ont bien démontré. Ils ont mis en place dans leurs structures des écoles, des organisations coopératives qui leur ont permis de se former pour être en mesure de produire autrement durant la brève période où leur révolte a été victorieuse (1936-1939).
Ainsi le syndicalisme révolutionnaire est amené à réfléchir sur tous les thèmes politiques, dont l'écologie. Le syndicalisme est étroit s'il se limite au seul cadre du travail et c'est là que le cantonne aujourd'hui l'opinion courante. Selon moi c'est le rendre aveugle et cela produit des revendications contre-productives. La bataille pour l'emploi par exemple. Le syndicaliste aveugle applaudit des deux mains la création d'une industrie d'armement ou l'implantation d'une raffinerie pour l'éthanol. Le syndicaliste révolutionnaire sait que les armes tuent en général les exploités d'autres pays. Le syndicaliste révolutionnaire qui intègre dans sa réflexion le rapport à l'environnement sait que l'éthanol n'a pas un bon écobilan et qu'il va contribuer à affamer les enfants du tiers monde.
Dans le monde paysan, le syndicalisme peut avoir deux orientations : la première est de lutter contre l'exploitation des salariés. Et des esclaves clandestins, et la seconde d'amener ces salariés à quitter le salariat pour créer des coopératives dans lesquelles ils peuvent décider de se passer de la chimie.
A mon sens le syndicalisme révolutionnaire peut aller vers la décroissance car en même temps qu'il va tendre vers la baisse de la production, la réduction du temps de travail, il peut créer les alternatives qui permettent aux salariés de ne plus uniquement dépendre de leur salaire. Il peut être un pont entre ceux qui sont encore dans le système et ceux qui l'ont déserté.

Clément
futur ex-salarié
Seine-Maritime

Un autre regard sur le MAPIC

(...) La lecture d'un article (n° 350, p. 44) consacré au MAPIC (Mouvement pour une insurrection des consciences) m'a un peu irrité par ses non-dits et par quelques distorsions de l'histoire de ce mouvement. Des centaines de personnes ont été intéressées par le contenu du projet de candidature pour lequel Pierre Rabhi a été sollicité en 2002. Beaucoup ont participé au mouvement qui s'est constitué ensuite. Au fil de l'évolution du mouvement, une bonne part d'entre elles (...) ont été très déçues par les orientations prises et ont fini par quitter le MAPIC. (...)
J'aimerais que Silence fasse autant preuve de sens critique envers Pierre Rabhi et le MAPIC que sur d'autres sujets : comme par exemple sur l'écologie profonde (que vous avez hélas souvent présentée de façon très tranchée et caricaturale...).
Voilà donc quelques-uns des points qui me semblent sujets à discussion :
• ce n'est pas uniquement la « parole publique » de Pierre Rabhi qui a amené des centaines de personnes à se reconnaître dans la dynamique de pré-candidature aux présidentielles de 2002 puis dans le mouvement qui a suivi. Pour de nombreux participants, ce sont avant tout les idées exprimées dans les écrits (rédigées collectivement) de la pré-campagne. Personnellement je n'avais jamais lu ou entendu Pierre Rabhi et n'en connaissais que vaguement le nom. Mais par le 4-pages de début 2002, j'ai été intéressé de voir enfin porter sur un terrain plus large et politique les idées d'écologie radicale, de décroissance, de solidarité Nord/Sud, et pour lesquelles je me passionne depuis longtemps.



• Pierre Rabhi a eu une attitude ambiguë dans le MAPIC dès sa création : ne voulant pas formellement en faire partie mais souhaitant y exercer toute son influence ; affirmant une volonté de démocratie participative (dans le 4-pages pré-cité) mais faisant ensuite obstruction à une construction autonome du mouvement ; appelant à la constitution d'un mouvement politique mais refusant ce qui fonde une politique adulte (assumer les contradictions et l'expression des conflits pour avancer) en recherchant le "positif" à tout prix et en suscitant le suivisme sur ses avis, etc. Pour moi comme pour bien d'autres, le contentieux est resté vif. (...).
• Dire que "la qualité des débats, des prises de décision, et du règlement des conflits au sein du MAPIC s'est progressivement améliorée" est une déformation de la courte histoire de ce mouvement. En fait, en 2003 et 2004, il y a eu un travail de sape par les courriers de Pierre Rabhi aux comités locaux du MAPIC, par l'obstruction des membres (minoritaires) du Collège — l'instance exécutive des premières années du MAPIC — dont certains dépendaient pour leurs revenus de Pierre Rabhi ou de *Terre et humanisme*... Enfin de nombreux membres du MAPIC étaient (hélas !) des admirateurs pour qui la "parole de Pierre" primait sur toute réflexion critique ou évolution autonome. Le dénigrement du travail effectué par le Collège et le suivisme derrière Pierre Rabhi (que je ressentais comme d'autres comme une "gouroutisation" douce du MAPIC) ont fini par décourager voire dégoûter nombre de participants. Parmi bien d'autres, j'ai cessé d'adhérer et le Collège (à plus des trois quarts opposé à la référence constante à Pierre Rabhi) a rendu son mandat en 2004. C'est dans ces conditions que s'est construite la belle homogénéité du MAPIC. Alors quand je vois évoquer dans le texte du numéro d'octobre la "forte exigence d'autonomie de pensée et d'action", ça me fait sourire (jaune)...

Paul Lambinet
Ardennes

Gonflants

Je persiste à vous lire car beaucoup d'infos ne se trouvent réunies que dans Silence. Néanmoins vous pourriez peut-être éviter de nous reproduire des articles gonflants comme ceux du mois de décembre dernier sur l'industrialisme, que, de plus, vous allez chercher sur les sites d'internet.

Jean-Pierre Gilquel
Ille-et-Vilaine

Silence : les articles de Deun dans le n°352 sont effectivement en ligne sur le site www.decroissance.info (dans une version d'ailleurs un peu différente) : les auteurs avec lesquels nous sommes en contact disposent librement de la diffusion de leurs textes !

Innovants

Je trouve vos articles innovants et positifs. Grâce à eux j'entrevois de nombreuses possibilités et je vous en remercie sincèrement.

Aude Ferrand
Paris

Appareils photos numériques

Depuis l'apparition sur le marché de ces bijoux de la technique, j'observais nombre de leurs possesseurs stocker des quantités incroyables de clichés, et je me demandais quelle pouvait bien être l'utilité d'une telle profusion d'images, qui allait finalement les regarder, comment en trouver le temps ? Sans même évoquer l'intérêt (ou plutôt l'inintérêt) de ces dizaines de vues prises à quelques secondes d'intervalle, sans discrimination...
Jusqu'à ce que, récemment invité chez un de ces amateurs, je m'aperçoive qu'il chargeait ses enregistrements sur son ordinateur, le mettait en marche et lançait le déroulement automatique de ces images sur son écran tout en vaquant à ses occupations domestiques, voire en s'absentant. Ainsi un robot-consommateur s'était-il substitué à l'humain, et les photos n'avaient plus pour spectateurs que... les murs de son appartement !
A la réflexion, on peut observer le même phénomène avec les téléviseurs qui fonctionnent en permanence sans personne devant l'écran, les musiques (...) diffusées à longueur de journée dans le moindre supermarché, que personne n'écoute, et qui n'ont pour effet que d'abrutir les clients et le personnel, etc. Mais l'essentiel n'est-il pas de consommer, tout et n'importe quoi, pourvu que la "croissance" y trouve son compte ? Et pour cela, s'il le faut, faire consommer par des machines ce que nous ne trouvons plus le temps ou le goût d'utiliser nous-mêmes ; consommer en quelque sorte par robot interposé ?
Dans les années 1960, l'écrivain polonais Jerzy Lec avait déjà noté que "la technique atteindra un tel niveau de perfection que l'homme pourra se passer de lui-même". Nous y sommes presque...

Jacques Deschamps
Loir-et-Cher

Transports bretons

Nous avons la chance, que dis-je, le privilège (!) de ne pas avoir d'autoroutes en Bretagne (historique) sauf un bout de l'A84 de Rennes vers la Normandie (gratuite) et quelques kilomètres au sud de Nantes vers Niort (A83, payante). Plein de routes à 2x2 voies sillonnent l'Armorique d'est en ouest et du nord au sud, sur lesquelles la vitesse est limitée à 110 km/h. Et voilà que les services de l'Etat sortent de leur chapeau, en novembre 2007, une mise aux normes autoroutières de quelques 500 km de ces voies rapides. Avec à terme une limitation à 130km/h ?
Les mêmes services restent évasifs. (...)
Certains élus Verts de la région (administrative) sont bien sûr montés au créneau. Et pour les autres élus régionaux, les autoroutes ne semblent pas prioritaires, contrairement au TGV, une 2x2 voies à terminer en Centre-Bretagne, les capacités aéroportuaires (Brest récemment, Rennes ? Notre-Dame-des-Landes ?). Ils ne sont évidemment pas dans une logique décroissante !
Qu'en sera-t-il en 2008 ? L'Etat passera-t-il outre ? Alors que les routes nationales deviennent départementales ? Alors que 20 km/h de plus pousse la consommation d'essence ? Alors que les prix du carburant s'envolent ? Alors que nous semblons avoir dépassé le pic du pétrole ? Evidemment, puisque l'Etat supprime les services administratifs de proximité — pour ne nommer que les tribunaux, récemment — il faut permettre aux administrés de se rendre plus vite vers les services qui subsistent... au loin ! Belle logique administrative ! J'ai fait mon choix : si je dois prendre la voiture — ce que j'évite — et emprunter ces couloirs à camions à 110 ou 130, je roule à 100 km/h.

Yeun Liot
Côtes-d'Armor



Où commander ces livres ?

Les livres (et seulement les livres et BD) chroniqués dans ce numéro sont disponibles auprès de la librairie **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à l'adresse ci-dessus. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Raoul Vaneigem

Gregory Lambrette
Les Editions Libertaires
collection Graines d'ananars
2007 — 68 p. - 8 €

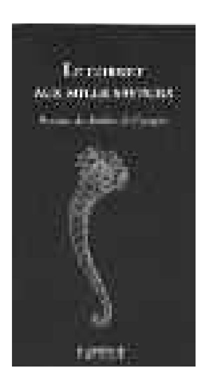
On ne présente plus Raoul Vaneigem, l'une des figures de proue du mouvement situationniste de 1961 à 1969, essayiste fougueux depuis lors, auteur entre autres du *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*. Gregory Lambrette note à juste titre que les textes de ce penseur "doté d'un remarquable talent d'écrivain" sont "autant d'analyses qui donnent à penser, et non la justification d'une éthique à laquelle il faut adhérer". Il évoque la pensée séditieuse de ce libre esprit pour qui "la vie n'a pas de prix" et ne vaut pas d'être broyée par le conformisme de la pensée, les mécanismes aliénants du travail et les illusions misérables du consumérisme. Si on accueille avec intérêt l'initiative de présenter la pensée de cet empêcheur de penser en rond, le résultat est plutôt décevant, apportant peu d'outils d'analyse ni d'éclairages critiques à qui est désireux d'approfondir sa compréhension de son œuvre, ni à qui cherche à faire ses premiers pas dans celle-ci. La plus stimulante des introductions à cette pensée à la "lacrymogène essence" est sans aucun doute la lecture des textes mêmes. Ce que nous permet heureusement l'auteur en assortissant son texte de nombreux extraits choisis. Un penseur des plus stimulants à découvrir, tout en gardant à l'esprit son souhait : "je ne veux pas être suivi, j'aspire seulement à être précédé". GG.



Le cornet aux mille saveurs

Les Jardins de Cocagne
(case postale 245,
CH 1233 Bernex)
2007 - 184 p. - 20 €

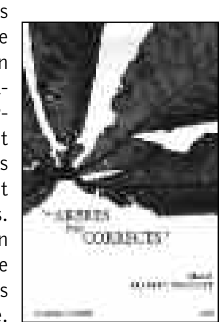
Les Jardins de Cocagne sont nés en 1978, près de Genève. Ces jardins coopératifs réunissent aujourd'hui 410 ménages consommateurs de légumes. Ces derniers sont cultivés en bio sur 4 hectares par cinq jardiniers salariés. Tous les jeudis, les "cornets" de légumes sont livrés dans 44 points de distribution, ceci 45 semaines sur 52. Chaque coopérateur participe quatre demi-journée par an au jardin. Un bulletin est régulièrement mis dans les cornets. Ce livre est une compilation des recettes mises dans le bulletin, accompagné d'un rappel sur les enjeux développés par la coopérative : faire des légumes diversifiés, de saison, assurer un salaire décent aux salariés, faire le lien ville-campagne, producteurs-consommateurs. Avec le temps, il a été décidé de mettre de côté une certaine somme pour des projets de développement en particulier au Sénégal… La coopérative est aussi associée avec des producteurs de viande et de céréales pour une vente directe aux adhérents. Une belle initiative à découvrir… et des recettes extrêmement diverses. MB.



Les Arbres pas corrects

Muriel Allaert Degunst
Ed. Le Passager clandestin
2007 - 106 p. - 14 €

L'auteur ne comprend pas comment s'est fait le divorce entre l'homme et dame nature. Ce qui est sûr, c'est qu'une fois encore, ce sont les enfants qui vont trinquer. Dans ce livre qui se revendique de l'écologie poétique, Muriel Allaert Degunst évoque par petites touches, avec photos, dessins, citations, les incompréhensions d'aujourd'hui et la sagesse de toujours, à travers son expérience d'élue municipale. Car "les arbres pas corrects" sont ceux qui ne sont pas droits, et les "trottoirs dégueulasses" ceux qui sont couverts de feuilles mortes. De petites touches en petites touches, l'auteure nous pousse dans nos réflexions. Un livre étrange. FV.



Politique écologique = plein emploi

Jean-Marc Governatori
et Nathalie Calmé
Ed. Jouvence
2007 - 186 p. - 9,90 €

Rien que le titre interroge : le plein emploi est-il un objectif écologique ? En quoi le fait de travailler est-il utile pour la planète ? Acceptons toutefois cette hypothèse, pour

romans

Les vivants et les morts

Gérard Mordillat
Ed. Livre de poche
2006 - 830 p. - 8,50 €



Le livre s'ouvre sur l'inondation de la Kos, une usine de plasturgie dont la santé économique n'est pas fameuse. Rudy, avec l'équipe de maintenance intervient au milieu des flots pour mettre à l'abri les circuits électriques. L'usine pourra ainsi redémarrer rapidement. Pas assez toutefois pour les propriétaires, une multinationale dont les capitaux changent souvent de mains. Gérard Mordillat nous entraîne alors dans un grand conflit social, montrant tout à la fois la vie des plus humbles et celles des dirigeants, nous montrant les arcanes des négociations avec les administrations et les collectivités publiques. Avec de riches dialogues, une grande finesse psychologique, l'auteur nous fait vivre de l'intérieur la lutte pour la survie d'une poignée de résistants, les trahisons des syndicats (la CFDT en prend pour son grade) et l'amour entre les personnes qui expliquent les soutiens, les affrontements, les conciliations. Un *Germinal* contemporain tout aussi désespéré mais aussi tout aussi plein de volonté et de combativité. Une fois le livre commencé, on ne peut plus s'arrêter. MB.

Le canapé rouge

Michèle Lesbre
Ed. Sabine Wespieser
2007 - 150 p. - 17 €



Sans nouvelle de son ancien compagnon parti au bord du lac Baïkal, Anne part à sa recherche. La longueur du trajet dans le Transsibérien lui laisse du temps pour se souvenir de sa vieille voisine qui, sur un canapé rouge, l'écoute lui faire de la lecture. Et pas n'importe laquelle : les vies de féministes plus ou moins connues. Deux histoires où se mêlent les souvenirs, la nostalgie, les questions sur le sens de la vie, la monotonie des paysages de Sibérie, le vide du temps du voyage… pour une convergence au moment du retour à Paris et une chute pleine d'espoir. Belle écriture. FV.



avoir envie d'ouvrir ce livre. Les auteurs, s'appuyant sur de nombreux autres textes de personnalités écolos, multiplient les démonstrations pour montrer les "réserves" d'emplois dans l'écologie. Parfois, c'est juste (on peut effectivement promouvoir une agriculture 100 % bio), parfois, c'est à côté de la plaque (les biocarburants pour créer des emplois ... sans remettre en cause l'usage de la voiture !). De même, l'accent est mis sur le développement — capitaliste sans le dire — des énergies renouvelables... alors que l'urgence écologique n'est pas de produire de l'énergie, mais d'en économiser. Si l'on admet que la solution pour les déchets est de n'en pas produire, on peut douter qu'un tel choix crée des emplois (l'ADEME annonce qu'un tiers des camions qui circulent transportent des déchets... beaucoup de chômage en perspective !). Une longue présentation des pionniers de la ruralité (Pierre Gevaert, Philippe Desbrosses...) ne nous renseigne guère sur la question de l'emploi. La présentation d'initiatives pédagogiques alternatives non plus. Par contre, on peut être d'accord sur les propositions de réorientation du budget de l'Etat : diminuer le budget militaire, réorienter les crédits de la santé vers la prévention, pénaliser les produits polluants... Mais de nombreuses questions restent éludées : quelle est la place du travail dans la société ? Voulons-nous "travailler plus" (éventuellement pour gagner plus !) ou voulons-nous travailler moins... pour avoir le temps de vivre avec sa famille, ses amis, avec la nature, avec ses rêves ? Enfin, les allusions électorales ambitieuses de Jean-Marc Governatori gênent la lecture de l'ouvrage. MB.

Voyage avec un âne dans ses veines

Didier Carret
Ed. L'Or-des-Clous, 30700 Uzès
2006 - 150 p. - 15,50 €

Voici le récit de l'anti-compétition : l'auteur, piètre cycliste, se lance dans une randonnée entre Uzès et Vézelay, quelques centaines de kilomètres parcourus "à pied dans les côtes, à vélo dans les descentes", vitesse moyenne : 7 km/h. Habituellement chanteur, c'est avec humour et poésie qu'il narre l'aventure au coin de la route. Ça se laisse lire très facilement. FV.

Respirez la santé

Laurence Salomon
Ed. Grancher
2007 - 192 p. - 20 €

Le Bol d'air Jacquier consiste à faire respirer des vapeurs d'essence de térébenthine avec de l'air ventilé. Cette essence contient des molécules qui augmentent nos capacités à absorber l'oxygène. L'oxygène étant la base de notre système de régulation, un enrichissement de notre sang en oxygène permet de se nettoyer et d'améliorer nos résistances immunitaires. Le Bol d'air Jacquier est donc une machine qui aide à revenir à la santé et à lutter contre toutes les maladies. Ce livre retrace en détail l'histoire de cette machine, les études médicales qui en ont validé les effets et rappelle quand même qu'une bonne oxygénation peut être assurée par l'effort physique, une alimentation saine, des exercices respiratoires, le yoga... La machine ne soigne pas, elle aide seulement. Très technique. FV.



Les cités-jardins

Jean-François
et Nicolas Champeaux
Ed. Sang de la Terre
2007 - 160 p. - 30 €

Les cités-jardins se sont développées principalement au début du 20e siècle dans la suite des réflexions menées sur les cités ouvrières et après l'étape des "cités idéales" du socialisme utopique. Des expériences de cités-jardins ont vu le jour simultanément un peu partout à l'initiative de coopératives ouvrières. L'ouvrage, richement illustré, en présente plus particulièrement trois : Hampsptead, au nord de Londres, Paris-Jardin à Draveil et La Butte Rouge à Châtenay-Malabry, les deux au sud de Paris, cités qui existent toujours aujourd'hui... mais avec un glissement social important : ce ne sont plus des ouvriers qui y habitent. A l'époque, des changements dans les politiques sociales semblent avoir mis un terme à ce genre de projets dans les années 1920. Un renouveau s'opère depuis le début des années 1990 avec l'apparition de nouvelles réflexions sur l'urbanisme, sur le besoin de convivialité liée au logement. Deux cités-jardins récentes sont alors présentées : à Bois-Guillaume près de Rouen et à Chantepie près de Rennes. Alors que dans les cités-jardins anciennes persistent jusqu'à aujourd'hui des activités communes et coopératives, les cités récentes fonctionnent comme des zones résidentielles classiques avec seulement un cadre plus agréable. L'ouvrage développe ensuite longuement des analyses sur ce qui rend agréable une forme urbaine : rôle des places, des rues droites ou courbes, des limitations de jardin, des perspectives, du style d'architecture, de la hauteur des bâtiments, la place de l'eau, l'importance des détails... une initiation à l'urbanisme d'aujourd'hui où l'on voit toutefois assez peu les habitants et la question sociale. MB.



Les dix plus gros mensonges sur l'économie

Philippe Derudder
et André-Jacques Holbecq
Ed. Dangles
2007 - 268 p. - 16 €

Comme le rappellent justement les auteurs, le premier mensonge est de faire croire que l'économie est une science juste... alors qu'elle sert souvent à expliquer pourquoi on s'est trompé dans les prévisions. Les auteurs, actifs dans le milieu de l'économie alternative, démontrent comment les discours officiels relèvent du dogme et non de la réalité en ce domaine : si on peut les suivre sans problème sur la critique d'idées comme "on vivrait mieux avec moins d'impôts", "baisser les prix, c'est garantir le pouvoir d'achat", "la croissance dynamise l'emploi", il est plus dur de croire qu'il ne sert à rien de rembourser la dette d'un Etat contrairement à celle d'un particulier ou d'une entreprise. Si certaines démonstrations sont brillantes : l'inflation ne gène que ceux qui ont du capital et donc la lutte contre l'inflation ne profite qu'aux riches ; ils ont peut-être raison, mais c'est difficile à suivre lorsqu'ils expliquent le fonctionnement des banques et de la monnaie, ou encore pourquoi les grands travaux ne coûteraient rien à la société si ce n'est du travail et de la matière première. Donc pas toujours facile à lire, mais que de remises en cause des discours officiels. FV.



Les apprentis sorciers de la chimie

Michel Nejszaten
Ed. Asbl Vivre... S, 16, place Cardinal-Mercier, B 4102 Seraing
2007 - 172 p. - 8,50 € + 3 € pour la Belgique, 8 € pour la France.

Alors que les premiers indicateurs de santé semblent montrer que l'on va vers une baisse de l'espérance vie à court terme, il existe peu de réflexion sur les moyens de lutter contre les raisons du déclin annoncé, déclin provoqué par une pollution généralisée. Après la présentation des indices du déclin, l'auteur se penche sur les solutions avancées et dénonce nombre de limites : même si des initiatives existent dans la chimie, la recherche de profit ne permet que rarement d'aller vers des solutions réellement efficaces. Des alternatives plus radicales existent : *l'agriculture biologique* par exemple, mais l'auteur montre qu'elle a aussi des limites dans le domaine social, en particulier avec la pénibilité du travail, l'intensification, la concentration, l'exploitation d'une main-d'œuvre mal rémunérée, la dépendance envers la produc-

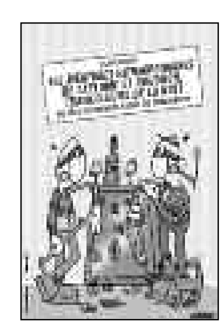


tion dominante pour les transports, les outils, l'énergie… *La décroissance* est séduisante en théorie, mais pour le moment, limitée à la simplicité volontaire, elle n'a aucun effet sur la marche du monde (l'auteur avait déjà publié un texte virulent sur la question en février 2004). L'auteur pense que la direction est bonne mais qu'elle n'intègre pas assez les questions sociales et la question de fond : si l'agriculteur bio ou le décroissant utilise toujours une voiture, un tracteur ou un ordinateur, l'industrie nécessaire à leur production va continuer à nécessiter de nombreuses étapes polluantes… qui minore d'autant l'intérêt du bio ou de la vie simple. Si l'ouvrage est assez fourre-tout, il comporte de nombreuses réflexions stimulantes pour cerner les difficultés à mettre en place des alternatives. MB.

Les aventures extraordinaires de Laplume et Goudron, travailleurs de la nuit.

Claire Auzias
Les éditions libertaires
2007 - 79 p. - 10 €

On avait pu découvrir Claire Auzias à travers son portrait dressé par Mimmo Pucciarelli dans un livre récent, "Claire l'enragée" (*S!lence* n° 344, p.51). Voici qu'elle dresse à son tour le drôle de portrait d'une figure étonnante qui a émaillé le milieu libertaire lyonnais durant quelques décennies. Goudron nous embarque dans ses aventures rocambolesques et quasi-romanesques de cambrioleur, sorte de robin des lucarnes qui n'hésitait pas, avec son camarade Laplume, à redistribuer les richesses issues de ses "reprises" aux copains dans la panade. Une forme comme une autre de contribution à la lutte, qui montre le rôle éminemment social du cambrioleur. Dans une ambiance à la René Fallet et dans un parler populaire étonnant, Claire Auzias nous fait suivre le camarlo Goudron, devenu vieux, raconter autour d'un verre ses exploits d'as de la cambriole à une bande de jeunots qui n'en loupent pas un mot. Il nous apprend au passage et mine de rien les mille petits secrets du cambrioleur averti, sur la connaissance des systèmes d'alarme par exemple : "chez un entifleur à la plaque, il y avait une fois deux gueulards, un dehors plus un dedans. Ça a pris dix minutes. Si on l'interrompt rapidement, les voisins sont ravis". Pour les nombreux mots d'argot que le lecteur ne comprendra pas, il pourra mater le glossaire argotique à la fin de l'ouvrage, phosphorer un peu sur sa séante, puis renquiller illico sur sa lecture. GG.



Micropolitiques des groupes pour une écologie des pratiques collectives

David Vercauteren
Editions HB, collection Politiques
2007 - 240 p. - 19,50 €

A travers ses expériences personnelles de luttes associatives et de nombreuses références philosophiques, entres autres, l'auteur nous ouvre divers accès au travail de groupe. Cet ouvrage est composé d'une vingtaine d'entrées, par mot clé, qui traitent du fonctionnement des groupes de travail autour d'un projet commun. Comment éviter certains conflits par la parole, la gestuelle, la mise en place d'une stratégie de communication non-violente, etc.

C'est suite à des réussites et des échecs du devenir de groupes que ce livre a germé. Il vous permettra, peut être, de prendre le temps de la réflexion, de mieux comprendre l'évolution d'un groupe et ce qui est possible, ensemble, de mettre en œuvre pour de meilleures pratiques de travail collectives.

Une culture des précédents mise à notre disposition, afin de mieux s'organiser pour lutter ensemble de manière plus efficace en évitant les écueils qui se répètent à chaque création de groupe. JP.



Il est bon mon poisson

Claude Aubert et Lionel Goumy
Ed. Terre vivante
2007 - 160 p. - 17 €

Si le poisson est recommandé par de nombreux diététiciens, faut-il pour autant en consommer ? Avant de donner de nombreuses recettes, un quart de ce livre est consacré aux problèmes que posent la consommation du poisson : de nombreuses espèces sont en voie de disparition car surpêchées, de nombreux poissons accumulent les polluants dans leur graisse, le poisson d'élevage ne concerne que des poissons carnivores que l'on nourrit avec de la farine animale obtenue en broyant de petits poissons : 7 kilos de petits poissons pour 1 kg de poisson vendable… L'argument comme quoi ce poisson mangerait naturellement autant de petits poissons ne tient pas : les petits poissons sont souvent pêchés au large des côtes des pays du Sud… pour nourrir les élevages dans le Nord, question oubliée dans le livre. Donc un sujet source de polémiques aujourd'hui… Le reste est plus classique : des recettes pour les espèces de poissons jugés non menacées aujourd'hui. MB.



B.D.

Tout doit disparaître

Boris Fleuranceau, Guillaume Podrovnik, Antoine Silvestri
Ed. Danger public
2007 - 96 p. - 14,50 €



Le livre est dédié à Vincent Bolloré, l'homme qui symbolise la croissance économique. Dans un monde situé dans un futur proche, la société de consommation a poussé le bouchon un peu plus loin : satisfaire les actionnaires au détriment de la planète en pratiquant un marketing basé sur l'exploitation dégradante de la femme. L'héroïne, dessinatrice de métier, travaille chez elle, ce qui ne plaît pas au gouvernement car elle n'use pas d'une voiture pour aller à son travail. Menacée d'arrestation, elle tombe sur une bande de subversifs qui osent réaliser des barbouillages sur la publicité, "non à la consommation". Mais les publicistes sont particulièrement retors et tous les slogans utilisés sont immédiatement détournés pour lancer un nouveau produit. Le groupe cherche alors à trouver l'action qui détruira le système… Le dessin excellent présente un monde où la pub à tout envahit jusqu'à la forme des appartements qui reprennent celle des objets courants. Tout est sponsorisé, y compris la religion et l'humanitaire. Derrière un humour décapant, une dénonciation de faits bien réels : la force de récupération du capitalisme et les efforts dérisoires des militants décroissants. Savoureux. MB.

› Les chansons de Zazie en BD
› Les chansons de Thomas Fersen en BD

Collectif
Ed. Petit à petit (76162 Darnetal)
2007 - 48 p.



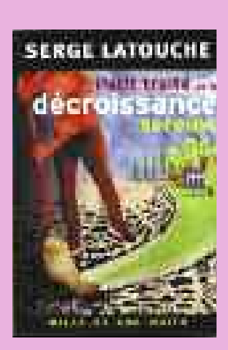
De jeunes auteurs de BD illustrent des chansons avec comme contrainte de s'en tenir au texte. La série engagée avec des auteurs classiques se tourne maintenant vers des chanteurs contemporains… avec une formule réduite. Alors que l'on comptait 12-13 chansons habituellement, il n'y en a plus que 6 et 5 dans ces deux ouvrages. Bientôt une BD par chanson ? FV.



le livre du mois

Petit traité de la décroissance sereine

Serge Latouche
Ed. Mille et une nuits
2007 - 172 p. - 3,50 €



Après *Le pari de la décroissance* (éd. Fayard 2006), Serge Latouche sort ce petit livre par la taille, mais grand par la quantité de sujets balayés autour de la question de la décroissance. Très impliqué dans un milieu universitaire italien qui produit de grandes qualités de réflexion sur le thème de la décroissance, Serge Latouche nous brosse ici un panel de propositions de plus en plus cohérentes et de plus en plus complètes pour aller vers une société de décroissance. C'est un vrai plaisir de la voir progresser d'ouvrage en ouvrage dans ce domaine. Rappelant que pour définir un projet de décroissance "l'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée, le plaisir du loisir et l'éthos du jeu sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le local sur le global, l'autonomie sur l'hétéronomie, le goût de la belle ouvrage sur l'efficience productiviste, le raisonnable sur le rationnel, le relationnel sur le matériel" [p.58], Serge Latouche insiste sur l'importance de développer un autre imaginaire, une autre culture notamment vis à vis de la nature : "remplacer l'attitude du prédateur par celle du jardinier" [p.59]. Et de développer les "cercles vertueux de la décroissance" dans tous les domaines, développant des réponses à de multiples questions entendues dans les débats. Spécialiste de l'économie informelle dans les pays africains, il développe ici l'importance que ces pratiques au Sud peuvent nous permettre ici pour développer des relations en dehors du capitalisme destructeur. Méfiant par rapport à la volonté de certains de créer un parti de la décroissance, il appuie par contre sur la nécessité d'être présents dans le débat politique et conclut sur les idées profondément humanistes qui accompagnent l'idée de décroissance. Vu le tout petit prix du livre, sa grande concision, vous auriez tort de passer à côté ! MB.

Pour une analyse critique des médias

sous la direction de Eveline Pinto
Ed. du Croquant
2007 - 240 p. - 22 €

Plus de dix intervenants se succèdent dans ce livre où ils entreprennent une discussion sur le pouvoir et l'influence des médias, et où ils cherchent "à expliquer le mode de fonctionnement du monde journalistique". Tous les auteurs, de par leurs activités professionnelles scrutent en permanence les supports d'informations (journalistes, philosophes, sociologues, historiens). Autant dire que les thèmes sont examinés avec acuité, à défaut d'impartialité. De l'histoire des médias aux questions de l'insécurité, des investigations à propos de la politique internationale, des analyses scientifiques, ou économiques dépendantes des milieux financiers, en passant par un commentaire réprobateur de la commémoration, en novembre 2006, des troubles de novembre 2005 et par "le sabordage d'un grand service public" (France 2), l'éventail des débats proposé est large. Paradoxalement, cet ouvrage est assez abordable. Et, même si les sujets sont traités avec sérieux et parfois un peu de fatuité, le lecteur trouvera quand même de quoi alimenter son opinion sur ces questions. MJ.

Question de genre !

Un livre-jeu surl'égalité entre femmes et hommes

Claudine Drion et Clarice
Le monde selon les femmes
Ed. Luc Pire (Bruxelles)
2007 - 96 p. - 10 €



Ce deuxième livre-jeu édité par l'association belge *Le monde selon les femmes* comporte une série de cartes qui permettent à partir de quatre personnes d'initier une discussion sur la thématique du genre. Le genre est un terme pour signifier que chaque sexe dans une société culturelle donnée se voit attribuer des rôles spécifiques en fonction de la situation sociale, culturelle et économique locale.
Tout au long des vingt chapitres que contient cet ouvrage sont abordées des thématiques comme celle du travail, de l'éducation, du salaire, du Nord et du Sud et chacune de ces questions est développée à travers des exemples de faits, de lieux, de mots et de jeux. Il ne s'agit pas ici d'une étude sociologique, mais bien d'une approche succincte, d'une première approche ludique mais complète, fort bien argumentée et chiffrée, de la problématiques du genre à travers le monde et les cultures. Où l'on apprend par exemple que "Les femmes possèdent 1% des richesses de la planète, qu'elles produisent 70% des heures travaillées dans le monde mais ne perçoivent que 10% des ressources produites" et qu'il y a un manque criant d'instituteurs, 80% des postes étant occupés par des femmes. JP

De Godzilla aux classes dangereuses

Alfredo Fernandes et Cie
Ed. Ab irato, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris
2007 - 95 p. - 8 €

Les gouvernants ont besoin de tenir un discours sécuritaire pour justifier leur domination. Ils ont aussi besoin d'actes de fermeté pour préserver leur autorité. Quitte, pour cela, à inventer des ennemis, des agresseurs potentiels. Qu'ils viennent de l'extérieur des frontières (syndrome de Godzilla) ou de l'intérieur (les classes socialement défavorisées potentiellement dangereuses), les puissants ont toujours intérêt à trouver des boucs émissaires ou à fabriquer (provoquer, déclencher)

beaux livres

Australie, la transversale sauvage

Michèle Decoust
et Nicole Voloteau
Ed. Panama
2007 - 270 p. - 39 €

Quand deux amoureuses de l'Australie se mettent ensemble pour raconter ce continent, ses espaces, le "dreaming" des aborigènes, l'écotourisme, la restauration des savanes. Des photos en double page qui en jettent plein la vue. Des rencontres et des portraits originaux, plus ou moins intéressants. Et une approche de la double culture australienne entre occidentalisme et sagesse des peuples premiers. On regrettera seulement les décalages entre les photos et les textes, l'absence d'une carte avec l'itinéraire, d'Alice Springs au centre au bord de l'Océan indien au nord-ouest. FV.

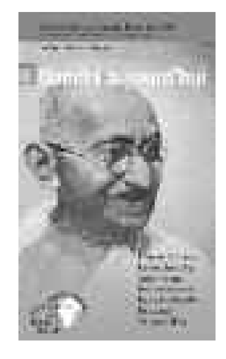




des amalgames pour intensifier l'exploitation des individus et les maintenir dans la peur. Les textes réunis dans cet ouvrage expriment parfaitement ce truisme. Ils ont été initialement publiés dans la revue *Oiseau tempête* entre 1998 et 2005 à l'exception d'un inédit. Dans le quotidien, dans le traitement médiatique des évènements, dans le monde du travail, même dans le choix des mots, il n'est pas difficile de constater "la manipulation de l'opinion, et l'occultation parallèle de la critique des techniques manipulatoires" qui "sont le pendant idéologique du sécuritaire qui leur est contemporain". Mais malgré la réduction des libertés, le repli sur soi, la résignation, des poches de résistances existent ou pourraient exister. Ce livre est plutôt pertinent. Il comporte cependant quelques passages ampoulés. MJ.

Gandhi aujourd'hui

Collectif
Ed. Jouvence / Terre du Ciel
2007 - 158 p. - 9,90 €



Gandhi est mort assassiné en 1948. Que sont devenues ses pratiques et ses idées dans l'Inde d'aujourd'hui. Ce livre donne la parole à un Français ayant visité l'Inde (Christian Delorme) et à six militants de la non-violence en Inde dont les plus traduits en France sont Vandana Shiva et Rajagopal. Aussi présent le petit-fils de Gandhi. Tous sont des militants qui ont su lier dans leurs démarches, comme Gandhi, une approche spirituelle et politique. Facile à lire et passionnant. FV.

musiques

Tielas Vivo

Kore
Ed. Vinilkosmo (31)
2007 - 28 titres - 17,55 €



Après plusieurs années d'absence Kore revient avec cet album, en demi-teinte, partagé en deux parties. La première, avec des nouvelles créations aux sonorités ensoleillées relève plus de la pop musique tirant un tantinet vers la variété. Les textes sont des questionnements sur soi, les valeurs humaines, mais aussi sur l'amour. Et puis après une reprise du standard des Queen "The show must go on" tout en finesse, Kore se lâche enfin. Il exprime alors toute la palette de son talent. Cette deuxième partie reprend des inédits composés en 2000. Musicalement plus variée, on sent alors plus de plaisir, plus d'originalité à travers ces six derniers morceaux. Ce trio, donne à ce cd un ton enjoué et abordable par tous. MJ

Demandez le programme

Agnès Bihl
Ed. Raoul Breton
2007 - 14 titres - 17 €

Dans son dernier album, on l'avait quitté "*méchante et chiante*". On la retrouve toujours aussi révoltée, grinçante, et agaçante. Avec elle, rien ne peut être simple. Quand elle nous emmène par exemple dans son enfance entre nostalgie et amertume, *dans la rue*, quand elle nous narre la supplique de ces jeunes femmes célibataires à la recherche du mec idéal, *à nous les garçons*, elle exaspère tout en se dévoilant, impudique, combattante, entre désespoir et acharnement. Même en chantant une berceuse, *la complainte de la mère parfaite*, elle part en vrille. Alors, avec elle tout est possible, le pire comme les lames. Cet humour décalé, mordant, corrosif est un régal. Dans cet opus les chansons plus personnelles croisent des coups de gueules face aux tragédies humaines. Que ce soit des drames de la vie, avec cette copine entre la vie et la mort après un accident de moto, *la petite sirène*, la cruauté de l'inceste *touche pas à mon corps*, la triste réalité des sans papiers *mais où est donc Ornicar*, ou pour dénoncer l'indifférence de chacun face aux drames sociaux *demandez le programme*, ses propos sonnent si juste. Sa voix, tantôt de fillette délurée, tantôt passionnée, et ses textes caustiques, au vitriol, nous entraînent dans des recoins qu'on voudrait tant éviter, mais qu'elle nous balance en pleine face.

Quant aux musiques, qu'elle a confiées pour la plupart à de belles pointures, elles donnent à l'ensemble une tonalité originale et créent un univers particulièrement réjouissant.



On l'aura compris, cette jeune chanteuse inclassable mérite le détour, parce qu'elle dérange un milieu bien convenu, qu'elle a un humour si délectable et qu'elle cultive la chanson résistante. MJ.

Opus Compilateur 2

Tradsch Miousic Productions
(15, rue Georges-Jacquet,
38000 Grenoble, tradsch@free.fr)
2007 - 16 €

A l'heure de l'Ipod Nano avec ses 3000 morceaux de musique sur 1 cm³, on ne peut qu'apprécier le très encombrant *Opus Compilateur second tome* et ses 12 morceaux répartis sur deux vinyles. D'autant plus que la sélection musicale est d'une qualité certaine, naviguant dans des « musiques jubilatoires d'ici et d'ailleurs » (avec entre autres Amsterdam Klezmer Band, un duo Sleeppers/Rageous Gratoons ou un inédit des Têtes raides). Et pour celles et ceux qui n'ont pas encore trouvé de lecteur vinyle à la brocante du coin, un CD est également fourni... VP.

Nous avons également reçu...

■ **Bord à bord, art écologique, art environnemental,** *Ecole nationale supérieure du paysage, éd. Actes Sud, 2007, 212 p. 20 €.* Manifestement, il y a de l'art... un peu de nature (avec quelques installations qui relèvent du land art), mais de l'écologie ? En plus la qualité des images est médiocre, bref, la rencontre entre artistes du paysage et écolos ne semble pas s'être faite au niveau de cet ouvrage. Pourtant, cela existe... chez le même éditeur.

■ **Politiques de la peur**, *Réfractions n°19 (145, rue Amelot, 75011 Paris), 2007, 128 p. 12 €.* La peur est un puissant outil pour ceux qui nous gouvernent... pour assurer leur domination. La revue de réflexion anarchiste nous propose d'intéressantes réflexions sur ce sujet.

■ **Gandhi, sage et stratège de la non-violence,** *Jean-Marie Muller et Alain Refalo, Centre de ressources sur la non-violence (11, allée de Guérande, 31770 Colomiers), 2007, 88 p. 7,60 €.* La force de Gandhi c'est le choix de la non-violence, mais aussi une grande stratégie politique. Ce recueil présente ce côté stratégique, avec notamment des traductions inédites de textes de Gandhi.

■ **L'habitat durable existe, nous l'avons rencontré,** *René Longuet et Muriel Lardi, éd. Jouvence (74161 Saint-Julien-en-Genevois), 2007, 128 p. 6,90 €.* Après avoir montré comment l'habitat consomme de l'espace, des matériaux, de l'énergie, et produit des déchets, les auteurs présentent les innovations pour aller vers des maisons économes, saines, vers l'éco-quartier et l'éco-ville de demain (Bedzed à Londres).

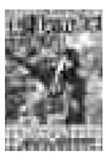
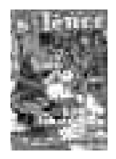
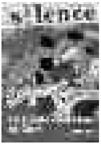
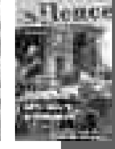
■ **La question du logement,** *Paul Latreille, éd. Chronique sociale (Lyon), 2007, 160 p. 14,60 €.* L'auteur qui a exercé comme gestionnaire en HLM, se penche ici sur le droit au logement, sur la nécessité de concevoir des logements à prix abordables, sur le vivre ensemble et sur la politique de la ville. De nombreux problèmes étudiés et de multiples solutions, vues du côté social.

■ **Soignons notre Terre, contes et proverbes des quatre coins du monde,** *Margaret Read Mac Donald, Emmanuel Chauvet, Anne Presse-Faure, éd. GRAD (228, rue de Manet, 74130 Bonneville), 2005, 142 p. 13,50 €.* 40 contes pour prendre soin de la planète, montrer que tout se tient, que tout a de la valeur, que l'homme est trop souvent cupide... et heureusement que l'on peut en changer, en rêvant ensemble.

■ **Ecodesign : des solutions pour la planète,** *Nancy J. Todd, éd. Ecosociété (Montréal), 2007, 244 p. 20 €.* Depuis la fin des années soixante, l'auteure et son mari animent un institut qui met au point et popularise des techniques "conviviales" (dans le sens où l'entend Ivan Illich) : agri bio, énergies renouvelables, habitat autoconstruit, épuration des eaux usées... Visite d'un centre de technologies alternatives. Le titre québécois est trompeur de ce côté de l'Atlantique.

■ **Réparer la planète, la révolution de l'économie positive,** *Maximilien Rouer, Anne Gouyon, éd. J.-C. Lattès, 2007, 404 p. 17 €.* A partir de nombreuses anecdotes, les auteurs présentent des solutions positives, réelles, mais sans jamais se poser la question du politique. Pour eux, il suffirait de convaincre les entreprises pour qu'apparaisse une nouvelle croissance respectueuse de la planète. Ils tiennent peu compte de l'épuisement des ressources (pas de nucléaire sans uranium), des effets pervers (les biocarburants vont couvrir les "surfaces abandonnées"... donc les milieux naturels !), ils contestent l'entropie (mélangeant le fonctionnement du vivant et des matières inertes), ils pensent que le tourisme est positif pour le Sud (vision colonialiste)... Bref un mélange de bonnes informations et de convictions libérales.

■ **Les dérives de l'industrie de la santé,** *Jean-Claude Saint-Onge, éd. Ecosociété (Montréal), 2007, 240 p. 19,40 €.* Des médicaments inefficaces ou franchement dangereux sont retirés de la vente, certaines campagnes de presse nous annoncent des catastrophes sanitaires (virus de la grippe aviaire)... Tout cela a un sens : celui de l'argent et non plus celui de la santé, et avec la complicité des agences sanitaires officielles. Un tour d'horizon des scandales récents et à venir.

Commander un ancien numéro

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France (4 € l'exemplaire, 4,60 € à partir du n° 352). Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

- ☐ **272-273 Rhône**
- ☐ **285-286 Isère**
- ☐ **291-292 Aquitaine**
- ☐ **312-313 Poitou-Charentes**
- ☐ **318-319 Drôme et Ardèche**
- ☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais**
- ☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**
- ☐ **337 Paris**
- ☐ **342 Var et Alpes-Maritimes**
- ☐ **348 Centre**
- ☐ **353 Haute-Garonne et Gers**

Autres numéros

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires.

☐ **320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie.

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible.

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire.

☐ **328 Décroissance, social et emploi**
Téléphone portable. Economie alternative : Perche Activités, La Péniche.

☐ **329 Désobéissance civique**
Ecozac à Paris. La maison de l'Ecologie de Lyon. Téléphone portable (2).

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance.

☐ **334 Terre, terroir, territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique.

☐ **335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci !

☐ **338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox.

☐ **339 Handicap et alternatives**
Seveso. L'action non-violente ça s'apprend ! Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé.

☐ **340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale.

☐ **341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable.

☐ **343 Changeons la recherche !**
Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative.

☐ **344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde.

☐ **345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole.

☐ **346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM : procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaille.

☐ **347 Libertés : le combat continue**
Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ? Munich : la bio protège l'eau.

☐ **349 Quand l'écologie fait la foire**
Japon : le réacteur ne résiste pas au séisme. Education : Célestin et l'école moderne.

☐ **350 Décroissance côté femmes**
Famine : manger ou conduire, il faut choisir. Contrôle : passe Navigo et vie privée. Politique : des voies pour une régénération.

☐ **351 : 25 ans de silence**
Voyageurs des possibles. Ecologie politique en questions. Fausses solutions. Excès de vitesse.

☐ **352 : Sortir de l'industrialisme**
Inspections citoyennes : Un festival "missile mi-raisin". Grenelle : Des promesses pour plus tard... ou pour jamais.

☐ **354 : Municipales : être maire autrement**
Alternatives : une autre Villa est possible. Décroissance : Colporteurs de santé. Islande : les géants de l'aluminium. Lobby nucléaire et politique.

☐ **Devenons des médias alternatifs**, éditions du *P'tit gavroche*. 2006, 370 p, 10 € (+ 3 € frais de port)

je règle un total de :

NOM ______

Prénom ______

Adresse ______

______

Code postal ______

Commune ______

s'abonner à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	92 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	100 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

France : règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04
CCP 550-39-Y Lyon
Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON

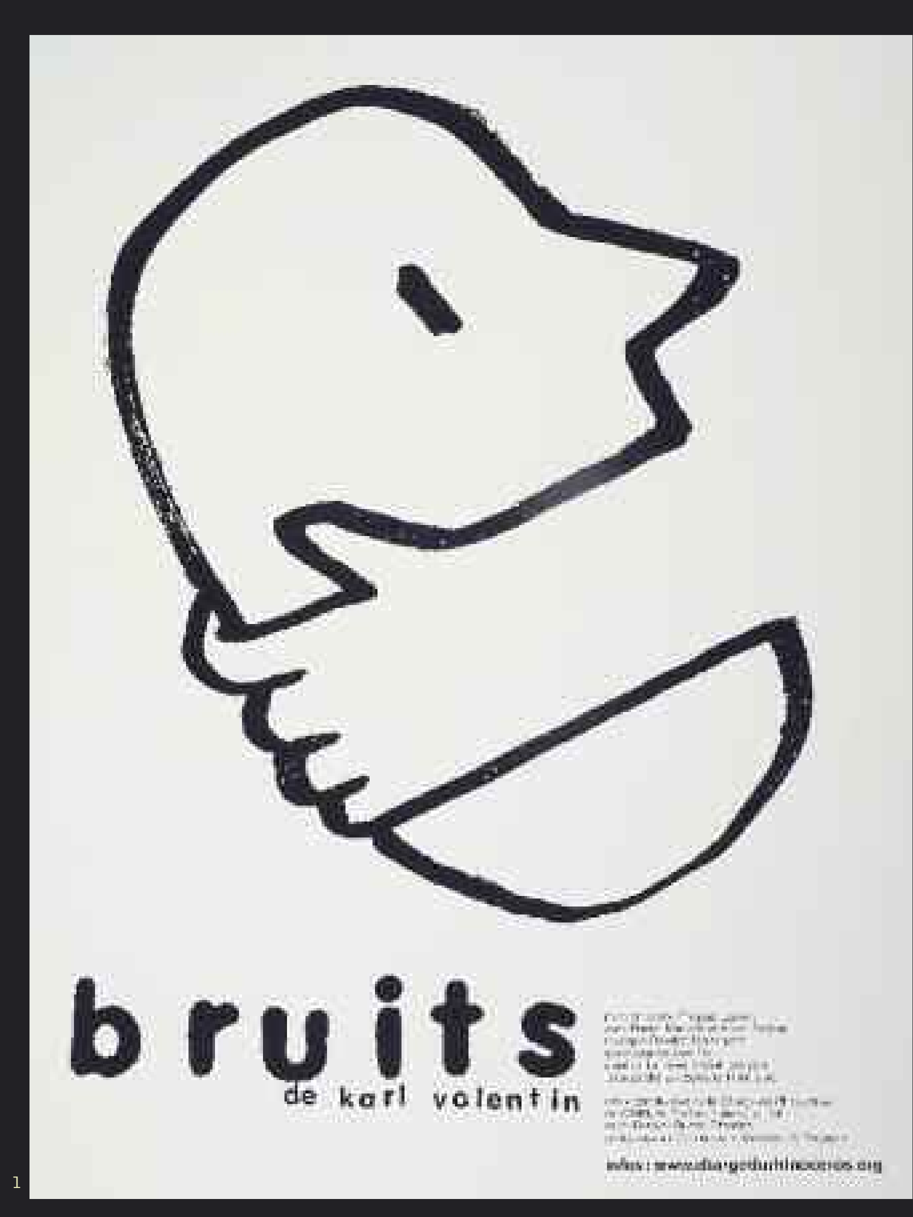
Belgique : règlement à Brabant-Ecologie, 33 route de Renipont B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Suisse : règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Courriers : 9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04 **Abonnements :** 04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h ou le 04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h **Rédaction :** 04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h **Stands, dépositaires :** 04 78 39 55 33 Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. *Textes* : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. *Illustrations* : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs. **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 **N°ISSN** 0756-2640 **Date de parution :** 1er trimestre 2008 **Tirage :** 7200 ex **Editeur :** Association Silence, permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h tél : 04 78 39 55 33 **Administrateurs :** Esteban Montoya, Mimmo Pucciarelli **Directeur de publication :** Mimmo Pucciarelli **Secrétaires de rédaction :** Michel Bernard et Michel Jarru **Gestion et abonnements :** Michel Jarru **Maquette :** Patrice Farine **Stands, lieux de dépôts :** Dorothée Fessler **Rédaction :** Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Esteban Montoya, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier. **Dessinateur :** Lasserpe **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité **Photographes** : Les Amanins, Daneel Ariantho, A.Bachellier, Marie Clem's, Dupety, Clo, Esteban, Bruno Guillemin, William Hamon, E. Morales, Erhard Schroll/Starke Pferde, Raymond Vignal, Pierre-Emmanuel Weck, Robin Wood **Et pour ce n° :** Myriam Cognard, Marguerite Descamps, Dorothée Fessler, Sylvie Fontana, Delphine Jenart (Mundanéum), Olivier Keller, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Patrice Néel, Fabrice Nicolino, Mireille Oria, Gabriele Oteri (ACAP), Jocelyn Peyret, Vincent Peyret, Reine Rosset, Reinhard Scharnhöltz, Xavier Sérédine, Myriam Travostino, Bernard Valette **Couverture :**

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol Tél : 04 75 85 51 00

La Triennale Internationale de l'Affiche Politique



1



1 "Bruits" de Karl Valentin.
Teresa SDRALEVICH - Belgique

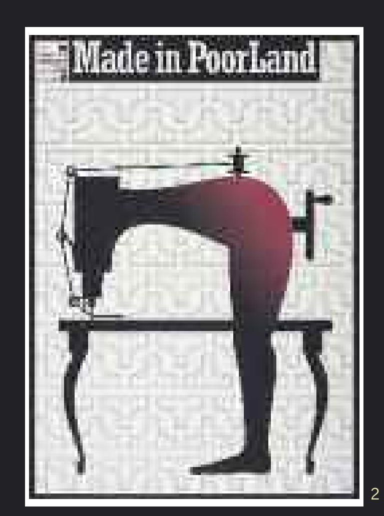
2 "Made in Poorland"
Peyman POURHOSEIN - Iran

3 "Saint Valentin, faites l'amour,
pas les magasins" -TITOM - Belgique

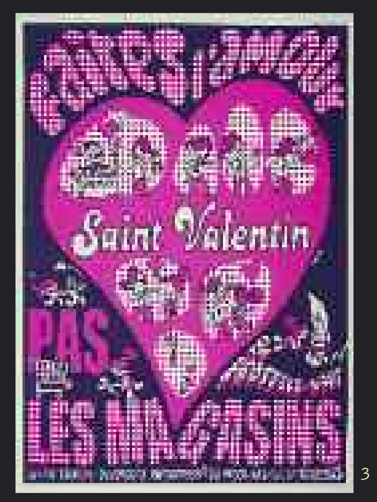
4 "Wanoulélé, que s'est-il passé?"
Le génocide (affiche de théâtre)
Colin JUNIUS - Belgique"

5 La violence de la droite peut frapper
tout le monde"- Maik WOLLRAB - Autriche

6 "Continent pauvre"
Pierre-Philippe DUCHATELET
Belgique



2



3



4

5



6



Depuis 1978, à Mons (Belgique), une exposition d'affiches politiques est ouverte aux graphistes du monde entier.
Cette année, 909 affiches de 41 pays sont exposées.

Exposition du 16 novembre 2007 au 27 avril 2008 au Mundanéum, 76 rue de Nimy à Mons (Belgique) - infos : (00 32) 6 53 53 43 www.affichepolitique-mons.com